TOME II. N° 12 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 SEPT. 1920

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Le roman de M. Keynes ou « le Traité de Cambridge »

Un poète, dont les intuitions s'expriment par des formules énergiques, M. Pierre Drieu La Rochelle, écrivait récemment :

A qui n'a plus l'audace de conquérir, à qui ne connaît plus le mouvement naturel de proposer son âme à un vaincu, on a refusé le Rhin. Mais l'Angleterre a laissé tomber quelques rognures d'empire.

L'homme faible ne peut choisir son ami qu'entre deux ennemis, *tout ami est ennemi à l'homme faible.*

Si le choix de l'épigraphe dépendait du lecteur, on pourrait consacrer la fin de cette citation au roman de M. John Maynard Keynes, *les Conséquences économiques de la paix*, car il y a roman dès que l'imagination déborde le réel ou le transpose. Avant d'en expliquer le thème, représentons-nous bien l'auteur.

M. Keynes appartient à cette catégorie d'idéologues dont le stock intellectuel remonte à une soixantaine d'années et qui, périodiquement, essaient de remettre leur fourniture à la mode. D'origine allemande, ces idées hégéliennes et marxistes,

voire *fabiennes* (1), tournent autour de l'Allemagne, de son génie, de ses besoins, de ses malheurs, comme autour d'un soleil à l'éclat changeant, mais à la chaleur durable.

M. Keynes est professeur dans un pays où l'Université regarde plutôt vers Leipzig que vers Paris, ce qui explique déjà bien des choses, et professeur d'économie politique, ce qui en explique certaines autres, professeur, par surcroît, au *King's College* de Cambridge, la grande université radicale, autant dire « progermaine », ce qui achève de mettre son cas en lumière. Avant la guerre, il était du clan des « Bloomsbury », en termes plus clairs des intellectuels germanophiles avérés.

Inutile d'aller plus avant dans sa psychologie toute simple. Inutile de chercher des phrases compliquées, de savantes circonlocutions pour dire que, n'ayant rien appris depuis Bethmann-Hollweg, M. Keynes n'a rien oublié depuis Napoléon III et qu'il a mis au service de ses sentiments ses connaissances de technicien, qui sont grandes quoique naïves, et son talent de romancier qui est, lui aussi, considérable.

Durant la guerre, il fit partie du Trésor britannique et nous pûmes le voir à la *Conférence de la paix*, où il représenta ce ministère. Il suppléait aussi le chancelier de l'Échiquier au *Conseil suprême économique*. Quels milieux se plut-il à fréquenter parmi nous? A la façon dont M. Keynes parle de l'atmosphère et de la corruption de Paris, il ne semble pas avoir eu la main heureuse dans ses relations. Quels déboires personnels, quelles mésaventures se cachent derrière ces expressions rancunières? Nous ne pouvons que nous poser la question. Toujours est-il que, le 7 juin 1919, M. Keynes se démit bruyamment de ses charges officielles et s'en fut à Cambridge rédiger un petit traité de paix avec l'Allemagne, bien à lui, que personne ne lui dispute.

Son livre a provoqué en Angleterre, aux États-Unis (2), ce qu'on est convenu d'appeler un vif mouvement d'intérêt où l'enthousiasme l'emporte nettement sur le blâme. En France, il a soulevé de la stupeur, de la colère et il contribue certainement à refaire une base solide à l'hostilité un peu

(1) Les fabiens sont, comme on le sait, des socialistes atténués, dont l'espèce n'a guère essaimé hors de l'Angleterre.

(2) En Amérique du Nord, dix mille exemplaires ont été vendus en une semaine.

vague que certaines gens de chez nous éprouvent vis-à-vis de l'Angleterre. On peut se demander, par exemple, si des poètes comme Drieu La Rochelle s'exprimeraient comme ils le font, sans cet ouvrage d'un paradoxe à la fois vieillot et jeunet.

A première vue, on n'en retient qu'une chose, dont la dimension vous effraie, à savoir que l'Allemagne reçoit de ses vainqueurs un traitement aussi injuste que la Belgique jadis de la part de l'Allemagne, car M. Keynes ne recule pas devant une comparaison aussi dangereuse pour l'opinion que nous avons à nous faire de lui. Un second examen nous laisse apercevoir l'échafaudage idéologique propre à consolider cette découverte, et c'est que la véritable intelligence — celle de M. Keynes, n'en doutez pas — consiste à redonner des forces d'abord au vaincu, dans l'avantage même du vainqueur. Enfin, en troisième lieu, nous distinguons des affirmations, des raisonnements, des tableaux, divers mais toujours aussi captivants, dont certains méritent un traitement à part.

Et d'abord, ne déprécions pas notre auteur. Il est indubitable que ses connaissances économiques sont réelles, profondes, étendues. Cet esprit remarquable de technicité n'en coexiste pas moins chez lui avec une fantaisie débridée, ingénue, prime-sautière, qui enlève à l'ouvrage toute portée scientifique et tout équilibre moral, dans le plan du moins où M. Keynes prétend conclure et prouver. Le mérite de certains ouvrages ne consiste-t-il pas à manquer leur but, et l'erreur de leur direction ne contribue-t-elle pas à les faire valoir sous leur vrai jour? Cette remarque inspirera notre analyse : en mesurant, à propos de l'obus pacifique et germanophile de M. Keynes, l'écart du but et du point de chute, nous aurons l'occasion de faire des découvertes bien curieuses.

Ce qui surprend tout d'abord, c'est la persuasion où vit M. Keynes, que le monde obéit, dans son progrès, aux théories du matérialisme historique. De la part d'un professeur d'économie politique, faut-il dire que cette orgueilleuse confiance dans le primat de l'économique nous déroute ou ne nous déroute pas? Les deux sentiments sont permis. Si d'une part l'orfèvrerie a toujours plu outre mesure à M. Josse, on espère par compensation de M. Josse qu'il s'entende à l'orfèvrerie. Qu'un socialiste militant soutienne encore cette thèse, particulièrement périmée, de l'héritage

marxiste, nous ne nous en scandalisons guère ; chacun sait à quoi s'en tenir sur l'information de ces « intellectuels ». De la part d'un spécialiste, d'un théoricien, cette méconnaissance ahurit. Quand bien même M. John Maynard Keynes ne pourrait pas lire dans leur texte les réfutations allemandes ou françaises de la thèse marxiste, ne trouve-t-il pas à sa portée l'ouvrage vraiment capital d'un Américain, Seligman, professeur comme lui et qui fait autorité en la matière? Sans doute, M. Keynes n'est plus tout jeune et l'on sait qu'à partir d'un certain âge tout le monde ressemble un peu à Royer-Collard, mais il ne s'agit plus de littérature, il s'agit de science ; il ne s'agit plus de goût, il s'agit de faits. Or, le fait est que, aujourd'hui, dans les sphères compétentes, personne ne s'aviserait de soutenir sérieusement que l'évolution politique des sociétés dépend en premier lieu de leur diathèse économique. A défaut de l'expérience, qui nous montre à chaque instant des peuples sans industrie, sans finances, sans commerce, ou terriblement gênés dans leur économique, passant par-dessus les barrières du change ou du crédit, pour asservir des peuples prospères selon le cœur des fabiens, — telle la France de 1795 ou, à un degré moindre, la Russie de 1919, — la dialectique démolirait la prétention, par ailleurs féconde, de Karl Marx. Ce n'est pas le lieu d'entamer ici une polémique où l'on ne trouverait guère au surplus qu'à enfoncer des portes ouvertes, nous nous contenterons des conclusions de Seligman. Fort bien déduites, elles aboutissent à établir que *tout se passe comme si, dans les sociétés rudimentaires, le matérialisme historique était à peu près vrai, mais comme s'il devenait faux, et de plus en plus, à mesure que les sociétés évoluent, se compliquent et se perfectionnent.* A société simple, primat radical de l'économique ; à société compliquée, primat progressif du vouloir, de l'intelligence, de l'observation expérimentale. C'est ainsi que la culture la plus primitive du sol entraîne presque fatalement un genre, toujours le même, de possession, lequel conditionne de très près le mode de l'exercice politique du pouvoir. Avec des sociétés comme les nôtres, où l'industrie, le commerce brodent des motifs inépuisables sur le vieux thème agricole, le nuancent et le fragmentent à l'envi, le rongent et le multiplient, les alternatives politiques augmentent de jour en jour au profit de la liberté, c'est-à-dire de la science, du vouloir

et de l'empirisme intelligent. Dans ce sens, on peut affirmer que les chances du marxisme diminuent avec le progrès de la division du travail et de l'hétérogénéité sociale.

Qu'un esprit de la valeur de M. Keynes semble ignorer le premier mot d'un des chapitres les plus importants de la discipline qu'il professe, avouons que le cas laisse rêveur. On l'expliquera par l'âge de M. Keynes, par le fait surtout qu'il s'est spécialisé dans les problèmes de la monnaie, souverainement captieux entre tous et bien faits pour monopoliser toutes les réserves intellectuelles d'un esprit, même aussi vigoureux que celui de notre téméraire germanophile. Cette excuse n'empêche pas son édifice de reposer sur le plus fragile des terrains. A bien prendre, il ne repose même sur rien du tout, — sur rien du tout d'avouable, pour le moins.

Mais quoi? S'agit-il encore de principes? Que sont-ils sans l'application? C'est alors que notre étonnement redouble : car enfin, on pourrait raisonner sur cette hypothèse du primat de l'économique et en tirer de tout autres conclusions que celles de M. Keynes. De sorte que, s'il se trompe en elles, non seulement il aura péché au point de départ, mais, condamnation passée sur cette erreur initiale, il aura dévié sans pardon dans le chemin de son propre choix.

Admettons en effet que les vainqueurs, confondant justice et intérêt, persuadés que le salut de l'Europe, dont ils font partie, dépend de son bien-être économique (assez largement compris pour y faire entrer toute l'Allemagne), n'aient eu d'égard que pour des rapports rigoureusement internationaux et non des satisfactions trop nationales. Quelle est alors la question à résoudre? Une question de fait que l'on peut rédiger ainsi : *quelles sont les mesures de réparation à exiger de l'Allemagne, compatibles avec la stabilité de l'Europe?*

On pourrait couper court à toute hésitation en répondant hardiment à M. Keynes que l'on n'en sait rien, que l'on n'en peut rien savoir, que tout dépend de la conception que l'on se fait de l'Europe et de sa « stabilité ». L'ouvrage de M. Keynes lui-même porte un éclatant témoignage en faveur de ces réserves de principe : en effet, il déclare à de multiples reprises que *l'Angleterre ne fait pas partie de l'Europe*, opinion qui se peut soutenir, mais qui n'est pas l'opinion commune. Il semble également que, par stabilité de l'Europe, il entende un système mercantiliste propre à faire

rendre leur maximum aux capitaux britanniques, point de vue dont le bien-fondé apparaîtra plus obscurément au delà des frontières de l'Empire qu'en deçà.

Il s'en faut donc que nous le suivions d'un cœur bénévole dans l'engrenage de ses déductions faciles. Il s'en faut d'autre part que les spécialistes contresignent ses équations financières. Là vraiment il exagère ses étourderies, et l'on a pu, sur ce point, traiter d'*aberration* le livre qu'il a écrit.

Le mot est de M. Raphaël-Georges Lévy. Sous le titre de *la Juste Paix*, M. Raphaël-Georges Lévy a publié une apologie outrancière du traité de Versailles et nous ne partageons nullement son enthousiasme. Nous considérons que ce traité constitue un échec pour la France et que notre tâche à venir doit consister à le reviser dans un sens qui nous soit plus favorable, tant vis-à-vis de l'Allemagne que vis-à-vis de l'Angleterre. Nous n'en sommes que plus à l'aise pour apprécier comme elle le mérite la critique forte et lumineuse que M. Raphaël-Georges Lévy a consacrée à la partie proprement financière des doléances du *Cambridgeman*. Peut-on faire mieux? C'est peu probable.

Et d'abord, avec une opportunité charmante, M. Raphaël-Georges Lévy oppose, aux lamentations germaniques dont M. Keynes fait profession de s'émouvoir, les cris de jouissance de ces mêmes Allemands au sujet de leur expansion d'avant-guerre.

Alors que, en 1914, la fortune française n'était guère évaluée, par les plus optimistes, au delà de 250 ou 300 milliards, on s'accordait généralement à en concéder à l'Allemagne une moyenne de 450. Certes, la conclusion de la guerre a un peu diminué ce chiffre, mais le sol, les bâtiments, les installations industrielles ont bénéficié d'une telle plus-value que l'Allemagne de 1920 doit posséder une fortune au moins égale à celle de 1914. Personne n'oserait prétendre que la France dévastée, meurtrie dans ses œuvres vives, vaille financièrement ce qu'elle valait avant la guerre terrible que l'Allemagne lui a imposée. De toute façon, il reste acquis que l'*Allemagne est de force à supporter un fardeau supérieur au nôtre* (1).

Cela posé, le raisonnement à tenir — que M. Keynes n'a

(1) Les industries allemandes travaillent actuellement avec la moitié de leurs moyens, les françaises avec le quart.

pas tenu — consiste à regarder sans subterfuge le fardeau qui nous accable, mais qui ne nous écrase encore pas, en dépit de la mauvaise volonté britannique, toutes les fois qu'il est question de charbon et d'industrie. Avec ses 38 millions d'habitants et ses budgets ordinaire et extraordinaire de 27 milliards, *la France pourrait mathématiquement exiger de l'Allemagne, avec ses* 63 *millions d'habitants, une charge équivalente de* 45 *milliards par an*, — pour commencer. Croit-on qu'il n'y aurait pas matière, dans ce total, à maintes réparations urgentes en notre faveur?

Aussi bien le raisonnement n'est-il pas seul en cause. L'examen des faits nous indique par mille symptômes que l'Allemagne gémit mais prospère, donc qu'elle peut payer et payer gros. Pour ne citer qu'un exemple de sa prospérité actuelle, on voit la cote des actions bancaires et industrielles passer en six mois de 165 à 278 pour les *Charbonnages Harpener*, de 194 à 303 pour la *Deutsche Bank*, de 135 à 380 pour la *Banque germano-asiatique*, de 181 à 416 pour le *Phénix*, de 101 même à 172 pour la *Hamburg-Amerika*, si éprouvée. Chez certaines d'entre elles, les dividendes s'élèvent à 30 pour 100. Il est remarquable que les fabriques d'explosifs se distinguent par leur bonne tenue.

De même les capitaux *nouveaux*, investis dans les affaires durant le premier semestre de 1920, contribuent à former ce joli tableau :

Assurances	165 220 000	marks.
Banques......................	1 186 402 000	—
Fabriques de machines	828 117 000	—
Industries chimiques.........	321 471 000	—
Métallurgie	260 000 000	—
Mines et minières, salines.....	1 215 261 000	—
Électricité	273 230 000	—
Textiles	296 745 000	—
Etc., etc.		

Au total, *plus de huit milliards* de marks de capital ont été investis dans des entreprises, soit nouvelles, soit grandissantes. Les sociétés nouvelles, à elles seules, représentent 192 unités, les autres 1 216.

M. Keynes serait mal venu à gémir sur de pareils résultats. N'a-t-il donc rien lu de tous ces documents? N'a-t-il donc pas eu connaissance, en 1918, de cet aveu bien curieux d'un

Allemand très positif, très objectif, qui évaluait aux environs de 400 milliards la somme que l'Allemagne vaincue aurait à rembourser à ses vainqueurs? On s'attendait donc au moins à ce chiffre dans le public d'outre-Rhin. M. Keynes n'oserait l'écrire, tant sa plume devient prude au contact de la peau allemande.

Il est loin de compte en effet avec cette libéralité pourtant bien étudiée. A son avis, tout, dans le traité de Versailles, porte la marque de la vengeance, de l'oppression, de l'excès. Excès dans les remaniements de frontières (1), excès dans les évaluations des dommages; excès dans le montant des impositions, soit en nature, soit en espèces.

A vrai dire, sa méthode, là encore, ne soutient pas l'examen. Pour un spécialiste des problèmes monétaires, elle trahit même d'étranges défaillances, bien faites pour nous maintenir en éveil. On va jusqu'à se demander comment un homme si compétent a pu commettre des méprises ou des omissions si monumentales. Alors que toute l'économie européenne est secouée jusque dans ses profondeurs par l'effondrement successif de tous les changes, y compris le change britannique par rapport au dollar américain, M. Keynes passe à travers ces phénomènes sans en tenir plus de compte que s'ils n'avaient pas d'effet pratique dans ses opérations d'arbitrage. Qu'il le veuille ou qu'il ne le veuille pas, il est pourtant impossible d'exprimer les difficultés actuelles du crédit international en langage financier d'avant-guerre. C'est pourtant ce qu'il a fait. De là deux séries de conséquences, l'une qui ruine son système, l'autre qui anéantit ses critiques.

Les plus impertinentes — je prends le mot dans tous les sens qu'il peut avoir — concernent le chapitre des dommages. Peu s'en faut qu'il ne représente comme des bateleurs ou des escrocs (2) les spécialistes français, au moins aussi avertis que lui-même, qui ont, comme M. Dubois, arrêté à 75 milliards, ou comme M. Loucheur à 85, le montant des dévastations matérielles. A son gré, 12 milliards suffisaient à les couvrir. Dans son total général des dommages

(1) Excepté en ce qui concerne les acquisitions territoriales que l'Empire britannique réalise en Afrique, en Asie et en Océanie.

(2) Venant de décrire le *No man's land*, il ajoute (p. 103) : « Quelques gouvernements, pour diverses raisons, n'ont pas craint d'*exploiter* de telles impressions. »

personnels et matériels, nous ne figurons que pour 20 milliards contre 12 milliards et demi à la Belgique, et à peu près 14 à l'Angleterre. Certes, la marine britannique a souffert. On croira difficilement néanmoins que ses pertes totales, à elle dont le sol demeure intact, frisent de si près les nôtres. Aussi M. Keynes s'empresse-t-il de reconnaître que « le chiffre établi pour la France est particulièrement sujet à la critique ». Nous le croyons volontiers. Mais il y a autre chose de plus grave.

Ce qui stupéfie en effet dans ces opérations, c'est que *nulle part il ne tient compte de l'écart des changes*. Par exemple il oppose paisiblement aux évaluations de M. Dubois, parlant à un moment où la livre sterling dépassait déjà de beaucoup le pair, à un moment où le prix des choses atteignait déjà le triple ou le quadruple de son niveau d'avant-guerre, les calculs de M. Pupin. Dans un ouvrage, qui ne fait pas encore autorité, loin de là, M. Pupin évaluait en 1916 la richesse totale de la zone dévastée à 35 milliards, pour la période antérieure à la guerre. Il est déconcertant de voir un économiste, aussi rempli de son savoir-faire que M. Keynes, répugner à multiplier par 2 ou 3,5 (1) cette évaluation qui l'enchante. De même pour les totaux de M. Dubois. Que ne les divise-t-il par les mêmes chiffres ! L'écart, plein d'amertume, qu'il se plaît à élargir entre ses élucubrations et la réalité, telle qu'elle résulte du renchérissement des prix et de la baisse de notre change en face de la livre, se comblerait de lui-même. On est déconcerté au delà de toute expression par cette négligence, fruit d'un parti-pris écœurant ou d'une légèreté pitoyable.

La plupart des critiques français de M. Keynes, après avoir plus ou moins, et avec plus ou moins de vigueur, signalé les lacunes ou les monstruosités de son système, s'empressent de triompher au spectacle des avantages qu'il nous concède : priorité financière pour les régions dévastées, abandon international mutuel des créances de guerre. Les trouveurs de compensations qui se contenteront de celles-là oublient qu'elles font partie d'un bloc où notre écrasement figure au meilleur endroit.

Car il est agaçant de le constater : après avoir inculpé

(1) A 26 au début de 1919, la livre atteignait 40 un an plus tard. En 1920, elle est montée jusqu'à 65.

d'un crime commun l'ensemble des Alliés, quand il arrive au chapitre des repentirs, M. Keynes exige de chacun des sacrifices sur l'autel de la Germanie, de chacun, sauf de l'Angleterre. La France doit renoncer, ou presque, à son charbon, aux restitutions en nature, à ses mesquines indemnités. L'Angleterre, elle, dans le « traité de Cambridge », — car c'est le nom qu'il faut donner au projet odieux de M. Keynes, — ne renonce à rien, elle garde tout et bénéficie commercialement, par surcroît, du soi-disant rétablissement de l'équilibre économique obtenu par les sacrifices des autres. Ce trait nous scandalise d'autant plus que M. Keynes a versé des larmes sur le veuvage de l'Allemagne en matière de vaisseaux et de colonies.

Dans le pays de Boileau et de Molière, on nous saura gré, j'imagine, d'appeler Tartuffe par son nom. Certains esprits délicats, qui ne sont que des caractères faibles, préfèrent répondre à de telles avances par des moues ironiques. Et certes je ne nie pas que les gesticulations paradisiaques de M. Keynes ne dégagent un très haut comique, lorsqu'on découvre les ficelles — des ficelles de coton et de caoutchouc — qui les déterminent. Mais c'est un comique dont nous serions fous de nous égayer. Nous avons, depuis des années, beaucoup trop habitué les Anglais à cette attitude de dilettantes, qui ne leur déplaît pas autant qu'on pourrait le croire. Laissons voir plutôt nos vrais sentiments, ne retenons plus notre colère. Faisons comprendre, au besoin, qu'on nous a joués plus que de raison et qu'il est temps d'en finir. Ne reculons pas même devant certaines perspectives : l'Angleterre, avec ses Irlandais et ses Hindous, ses Canadiens et ses Boers, n'a pas le moyen de s'attirer la haine d'une grande puissance. La France en a assez. Qu'on nous paye notre dû.

La façon même dont M. Keynes parle de nous rendre justice répand une odeur fade qui achève de nous dégoûter : « A notre avis, dit-il, malgré la politique que ses souffrances lui ont trop largement inspirée à la Conférence de la paix, la France a « les plus larges droits à notre générosité (1) ». Comme si le monde appartenait aux *fellows* de *King's College!* Et nous, nous soutenons que, malgré sa politique actuelle, c'est l'Angleterre qui pourrait bien être demain

(1) Page 107.

notre obligée. Dès maintenant, qu'elle nous sache un peu gré de ce que nous ne faisons pas. Que dirait par exemple M. Keynes, si le gouvernement français, docile à ses suggestions angéliques, s'avisait de prendre au sérieux la défense des peuples opprimés pour reconnaître un peu la République irlandaise? *Medice, cura te ipsum.*

Sans s'en douter, M. Keynes nous fournit dans sa personne un exemple des mille influences qui anémient la puissance britannique. Où vont ses admirations d'idéologue? Aux États-Unis. Il adore en dévot la force américaine, il vénère Wilson comme un dieu. Ce *Britton* puise ailleurs qu'en Grande-Bretagne son énergie spirituelle. N'est-ce pas ainsi que Rome s'est détruite?

On comprendra mieux, par cette observation, le genre d'intérêt véritable qui rayonne du roman de M. Keynes. Plus que la thèse, c'est l'apparat qui nous renseigne. Comme dans *les Paysans* ou dans *la Chartreuse de Parme*, le sous-entendu, la matière à interpréter, contient plus de richesses que le thème démonstratif. Non, certes, encore une fois, que certaines propositions techniques de l'auteur ne soient indignes d'attention. Tout au contraire. Par exemple, il a fourni de la prospérité européenne d'avant-guerre une traduction économique assez séduisante, quoique bien spécieuse encore. Comme cette traduction intéresse la thèse principale, dont elle forme le soubassement obscur, il faut l'envisager de très près. Par elle nous pénétrons dans le domaine subconscient de M. Keynes, aussi rempli de prestiges artificiels que le domaine de sa conscience la plus éclairée. D'après lui en effet (1), l'histoire européenne, de 1870 à 1914, constitue un moment unique et sans parallèle du devenir économique mondial. Pour la première fois de mémoire d'homme, les besoins de nourriture des centres urbains y furent comblés par un hasard très inattendu : l'Amérique, à ce moment-là, disposant de denrées comestibles, et notamment de blé, plus que suffisantes pour elle-même, put en exporter à flot ininterrompu vers une Europe organisée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie, en vastes et puissantes cases, régulatrices de paix et distributrices de prospérité. La guerre, en détruisant le système

(1) Cf. le chapitre II : *l'Europe avant le traité*, et le chapitre VI : *l'Europe après le traité.*

des transports et des combustibles, le traité, en détachant de l'Europe industrielle et commerciale sa clef de voûte austro-allemande, en multipliant les frontières et les disparités économiques, rétablissent des zones de famine, à évolution lente, mais dont l'aboutissant fatal sera d'anéantir notre type de civilisation. Tout indique en effet que les envois américains iront se restreignant de jour en jour. Livrée à ses puériles vengeances, l'Europe sombrera dans le néant politique, dans l'asservissement commercial.

On a beaucoup admiré, en général, le tableau pessimiste, brossé par M. Keynes, de l'état présent de l'Europe. Il rappelle en effet certaines pages (non les plus belles) de Walter Scott, de Thackeray, de Wells, de Balzac. Par son mélange de vague et de précision, il cadre avec les besoins spécifiques du roman et l'espèce d'information qu'on attend de ce genre littéraire. Le grand public cède aisément à ces prophéties péremptoires, dont la preuve réside tout entière dans le ton, dans le talent aussi de l'auteur.

Il serait facile de prendre la question par un tout autre biais et de prouver, par exemple, que la prospérité américaine d'avant-guerre, fille de l'Europe et de ses prêts financiers incessants, ne se trouvait peut-être pas vis-à-vis de nous dans les rapports trop simples qu'imagine M. Keynes.

Le reproche le plus pertinent qu'un Français aimera lui faire sera de retourner contre lui sa propre méthode pour le convaincre d'infidélité. M. Keynes, qui ne semble guère avoir quitté Cambridge, nous raconte avec un certain luxe d'émotion combien peu il se sentait Européen en débarquant à Paris. Sa théorie, suivant laquelle l'Angleterre sort de l'orbite européen, ne doit-elle rien à cette impression? J'en doute. Je doute également que sa théorie soit vraie. A la bien prendre, appliquée à l'Angleterre, son exactitude n'est guère plus grande qu'appliquée à notre pays. L'hypothèse suivant laquelle l'Angleterre pourrait poursuivre, économiquement et politiquement, sa route, sans se ressentir des tragi-comédies continentales, transposez-la sur le plan français : elle comportera la même catégorie de preuves par l'affirmative pure et simple.

En réalité, *plus que nous, l'Angleterre dépend de ce climat économique, dont M. Keynes n'ose prononcer le nom, qu'il se borne à décrire par ses traits essentiels, et qui est proprement*

le mercantilisme capitaliste. Combien de fois n'avons-nous pas entendu Anatole Leroy-Beaulieu parler des cent millions de Français que notre patrie pourrait nourrir de sa propre sève. On n'en dira jamais autant de la Grande-Bretagne. Les surfaces productrices de nourriture y sont presque de moitié plus petites qu'en France (1) : privée de son Empire ou simplement bloquée, la Grande-Bretagne meurt de faim. Cernée de toutes parts, — opération plus difficile à réaliser, quoi qu'on en pense, vis-à-vis de nous que vis-à-vis de l'Angleterre, — la France pourrait encore subsister indéfiniment, au moins en théorie.

Quand M. Keynes prononce ce mot : l'Europe, de l'accent à la fois dédaigneux et apitoyé où se résume son orgueilleuse théorie, se rend-il très bien compte de l'inanité de ses prétentions? A qui fera-t-il croire que l'équilibre de la Méditerranée ou du proche Orient ne renferme pas quelque chose du destin britannique lui-même? S'il est au contraire un spécimen d'État solidaire du plus léger bouleversement, c'est bien l'Angleterre, et non pas seulement en Europe.

Au fait, pour qui sait lire, ce que M. Keynes regrette surtout du passé récent de l'Europe, c'est la conjonction commerciale germano-britannique, dont l'amoindrissement — très relatif — de l'Allemagne lui paraît devoir restreindre les bienfaits. Ce qui l'intéresse dans l'Allemagne, c'est l'acheteur.

Ces idées, il les défendait en 1914 avec la même énergie qu'en 1920. Aujourd'hui, comme il y a six ans, il ferme béatement les yeux aux difficultés ou aux exigences politiques, dans la persuasion enfantine que le langage politique n'est qu'un dérivé appauvri du langage économique, seul primitif et fécond. Étrange manie, bien universitaire, bien livresque plutôt, de nier, en 1914, la guerre, sous ce prétexte que les liaisons commerciales déterminent les liaisons diplomatico-militaires et que d'une Allemagne plus puissante, l'Angleterre ne risquait de recevoir que des commandes plus fortes ; de nier, en 1920, la paix, pour cette raison que sans une Allemagne volumineuse, l'Europe perdrait pour ainsi dire son volant ! Comme si les deux plans, le politique et l'économique, malgré leurs entre-croisements continuels, ne possé-

(1) On imprime quotidiennement beaucoup de sottises sur la supériorité de la culture anglaise, en blé par exemple. On oublie que l'Angleterre, l'Allemagne ne cultivent en froment que les terres à rendement maximum.

daient pas l'un et l'autre leur route, leurs préférences et leur liberté ! M. Keynes n'a donc jamais scruté l'histoire? Si l'économique se trouvait à l'origine des phénomènes politiques, c'est la Gaule riche, industrielle, prospère qui eût dû conquérir jadis Rome ; actuellement la Russie devrait être anéantie par le premier venu de ses adversaires capitalistes. Avec de pareilles œillères, on n'aperçoit guère du spectacle contemporain que des fragments disparates ou soudés contre leur nature.

Ce qui a fait le succès littéraire de cet ouvrage de vulgarisation, c'est un peu, je le soupçonne, cette manière paradoxale de considérer les blocs d'événements, et c'est aussi pour beaucoup le talent descriptif de l'auteur. M. Keynes stylise avec force les choses compliquées, et quand la vision suffit à caractériser, il les voit et il les fait voir en maître. Ses panoramas économiques, avec leurs grandes lignes simples, leurs couleurs franches, leur plénitude robuste sont excellents. Ses portraits révèlent un observateur de premier ordre, un psychologue averti, un écrivain de talent.

Essayez, après l'avoir lu, d'oublier ses silhouettes de Lloyd George, de Clemenceau, de Wilson. Ils sont aussi vivants dans notre mémoire que les physionomies de l'Antiquaire ou du père Goriot.

Porter un jugement d'ensemble sur un ouvrage de cette sorte est à peu près impossible. De même qu'il consiste en matériaux très dissemblables, très diversement accouplés, de même il requiert, pour être apprécié, des coupes et des points de vue totalement hétérogènes : il est clair, mais il est faux ; il renseigne, mais il égare ; il illumine, mais par ricochets. Çà et là de puissants morceaux d'art et de vérité s'élèvent, solitaires, comme les arceaux rompus d'un livre à écrire encore, au milieu d'un brouillon désertique ou marécageux.

Nous ne dégagerons bien son sens profond qu'après avoir parcouru la brochure de M. Norman Angell, *le Chaos européen*. M. Norman Angell est célèbre par une fantaisie de haut vol qui s'appelle *la Grande Illusion*, répandue dans le public des deux mondes, à coups de milliards, par certains marchands de cotonnades. M. Norman Angell, on s'en souvient, prétendant que la guerre constituait de nos jours d'abord une erreur, puisque le battant souffrait autant que le battu, ensuite et au surplus une impossibilité, attendu

qu'aucune guerre n'était désormais compatible avec les réseaux entre-croisés d'intérêts commerciaux, industriels, financiers des diverses grandes nations, en concluait que l'état de paix demeurait tabou.

La crise de 1914 prouva que M. Norman Angell manquait pour le moins de psychologie, la durée des hostilités mit à néant ses démonstrations économiques, la paix enfin, qui suscite en faveur de l'Allemagne battue des défenseurs aussi acharnés que M. Keynes, indique à quel point certains esprits considèrent les phénomènes de guerre et de paix comme créateurs de disparités économiques. Bref, le fameux testament de M. Norman Angell encourait des dérogations fâcheuses, qui exigeaient d'urgence un codicille.

Ce codicille, M. Norman Angell nous le rédige et c'est *le Chaos européen*. A la grande rigueur, nous aurions pu le faire nous-mêmes. Puisque non seulement les vainqueurs se retiraient, somme toute, en meilleure posture que les vaincus, puisque non seulement il y avait eu guerre — et quelle guerre ! — mais que surgissaient déjà de toute part des promesses abondantes d'hécatombes et de destructions inédites, le devoir de M. Norman Angell vis-à-vis de sa conscience était tout tracé. Coûte que coûte, il fallait contraindre les faits rebelles à passer sous les fourches de l'idéologie et réaliser de la sorte un renversement des valeurs, très profitable à des prophéties. En d'autres termes, il s'agit de réformer le traité de paix de façon à justifier le plus possible M. Norman Angell de s'être *illusionné*. Au lieu de marquer par des caractères sensibles le fait de la victoire, renvoyons dos à dos gagnants et perdants, pour que M. Norman Angell puisse arguer de leur misère commune en faveur de ces anticipations et triompher à la fois des deux partis. Avantageons même au besoin les agresseurs afin de pouvoir joindre la modestie à la jubilation. Recette peu coûteuse comme on le voit, mais susceptible d'applications infinies.

En vérité, un enfant bien doué aurait pu écrire, sur ce canevas nécessaire, ce *Chaos européen* qui constitue un traité de Versailles adapté aux exigences rétrospectives de la *Grande Illusion*. L'Illusion travaillant sur le Chaos : armes parlantes pour un pacifiste.

Examinez plutôt les conclusions (1), trop voyantes,

(1) Pages 89 et suiv. de la brochure.

de M. Norman Angell : « .. Le payement de l'indemnité devrait amener une amélioration immédiate de la situation faite à l'Allemagne... ; la rétrocession de l'Alsace-Lorraine devrait être subordonnée à la cession à l'Allemagne du minerai qui lui est nécessaire... ; entre l'Allemagne et les Alliés, il devrait y avoir réciprocité complète d'avantages commerciaux... ; l'Allemagne devrait faire immédiatement partie de la Ligue des nations... », et ainsi de suite. Le ton pleurard de ces doléances finit par agacer lorsqu'on en réalise les contenus successifs. Ce pamphlet ne possède au surplus aucune valeur, ni économique, ni littéraire, ni politique, ni morale. Nous n'en aurions même pas parlé s'il ne rejoignait par plusieurs bouts les préoccupations de M. Keynes et s'il ne nous amenait ainsi à formuler plus facilement des conclusions d'ordre général. Les voici, qui résument notre analyse :

1º Il semble bien que la notion de *justice*, avec ses accessoires directs de *réparations*, d'*équilibre*, cède le pas, chez certains penseurs de notre temps (tributaires, il est vrai, d'un courant dont la source diminue d'abondance) devant les constructions, issues d'idéologies diverses, sans rapport avec la morale, telles que la théorie du matérialisme historique. Cette renonciation du moral devant le physique, de la liberté devant le déterminisme, et, à une certaine limite, de l'intelligence devant le sentiment, sert à masquer les pires entreprises de l'esprit de conquête.

2º Tout se passe en effet comme si les arguments désintéressés de M. Keynes répondaient aux besoins du clan mercantiliste britannique bien plus même qu'à ceux de l'impérialisme. Serait-ce un cas isolé dans l'histoire naturelle de l'idéologie? Nullement. Presque toujours on parvient à résorber dans des motifs utilitaires les assurances de l'idéalisme. En conclurons-nous, toujours et partout, à un système général d'hypocrisie? Les phénomènes de cette nature ne comportent pas autant de simplicité. Cependant, du point de vue de l'action, rien n'empêche de les considérer sous cet angle.

3º Si l'on descend à une couche plus profonde de volitions et de sentiments, dans les régions semi-éclairées où

se machinent les attitudes de la conscience, on ne peut pas ne pas être frappé du fond général d'inquiétude, qui sert de repoussoir et d'appui aux thèses de Keynes et de Norman Angell.

L'origine lointaine de leurs calculs, le ressort primitif de leurs preuves résident à n'en pas douter dans ce pessimisme prémoniteur, qu'un instinct obscur leur fournit. Un je ne sais quoi avertit le capitalisme mercantiliste de l'Angleterre qu'il se passe en Europe des événements fatals à son progrès. Le langage académique dont il use pour détourner ces présages ne doit pas nous faire illusion, ni nous en imposer. Ce qu'il importe de noter avec force, c'est cette terreur de la destruction qui anime ses intellectuels.

Et certes un pareil pessimisme l'emporte sur l'optimisme béat de certains de nos démocrates! N'est-ce pas un signe de santé que de réagir contre l'anéantissement possible? Reste à savoir si c'est réagir que de tendre le cou au bourreau?

4° Il en résulte pour nous, Français, deux ordres solidaires de nécessités. Le premier consiste à comprendre, à analyser, à situer sur leur vrai plan des manifestations comme celles du *Chaos européen* et des *Conséquences économiques de la paix*, et c'est ce que nous avons essayé de faire; le second ne nous concerne qu'à demi, et ressortit à l'action. Car des offensives de cette nature pourraient être fatales à notre développement, si elles ne se heurtaient pas à des contre-offensives d'égale importance. On n'a rempli qu'une partie de la besogne quand on a repoussé le contradicteur, et qu'il reste à lui arracher l'acquiescement par où il se nie. Or, il est trop évident que la mentalité anglo-saxonne des deux rives de l'Atlantique demeure imperméable sur trop de points au sentiment de la justice qui nous est due. *Ni en matière financière, ni en matière politique, territoriale, internationale, ni en matière d'expansion coloniale ou de garanties économiques, la France n'a obtenu satisfaction*, qu'il s'agisse des réparations, de la frontière du Rhin, de l'organisation de l'Europe centrale, ou de la question d'Orient. Aucun prestige extérieur ne doit nous masquer ces buts, qui concernent les générations actuelles au même titre que la question d'Alsace-Lorraine regardait les générations passées.

La France continue. Au lendemain même de la guerre on

pouvait craindre que la volonté nationale, dégoûtée de l'espoir par les trahisons de novembre 1918 et les sottises de juin 1919, ne ralentît son effort. Cette crainte doit disparaître. Après quelques mouvements d'incertitude, l'intelligence française a repris son poste de combat. En dépit de nos ennemis et de nos anciens alliés, la nature des choses lui offrira tôt ou tard des occasions savantes de reprendre au bon endroit le travail interrompu. Comme le dit, en paroles inoubliables, le poète que nous citons au début de cette étude :

La lutte immense qui n'est pas finie se relâche. Par la pensée, je marque un temps d'arrêt dans la poussée qui m'assaille, moi et ceux qui parlent mon langage.

Pas de repos à travers l'éternité !

Il n'y a ici aucune plainte. Honte à ceux qui se plaignent de leur destin. Les Français ont souffert moins qu'ils ne devaient attendre de leurs crimes parce que leurs mérites ont été encore plus grands que leurs crimes.

J'étends les bras, mais la chair de mon corps, de mon peuple, s'est amoindrie et je puis à peine embrasser mon étroit horizon.

Eh bien ! j'en appelle aux nations qui ont une taille humaine, et avec un regard armé par Athéna, je scrute plusieurs gros empires.

Ainsi, au milieu du monde, au milieu des étoiles, la France ramasse sa chair usée par les armes et les plaisirs autour d'une raison inexpugnable.

Ah ! je suis fanatiquement de ceux qui veulent que la vie continue.

Peu à peu je distingue où est la pulsation essentielle, je ne puis l'entendre qu'au cœur de mes amis, au cœur de ma patrie.

Ils sont autour de moi sur ce petit territoire de la France, avec leurs visages nus, leurs poitrines marquées par l'honneur et une grande envie de crier quelque chose.

Nous nous demandons ce que nous allons faire, ce que vont faire les autres hommes....

Nous n'avons pas dit notre dernier mot. Plus d'un peuple périra avant nous.

René Johannet.

Vacances balzaciennes

UNE des heures les plus amusées de ma vie fut celle où, pendant mes fiançailles, je demandai à celle qui devait être ma femme si elle connaissait un peu Balzac, lequel représenta toujours une de mes admirations les plus émues. Elle répondit avec malice :

— Je connais même sa chambre. Je l'habite tout l'été.

— Quelle chambre?

— Celle de la vieille maison de Saché, en Touraine.

Saché? Les souvenirs me revinrent. Chaque fois que j'avais lu *le Père Goriot*, et que, le finissant j'avais rêvé sur la dernière page, c'est ce nom-là que j'avais vu près de la date finale. C'est à Saché que Balzac a écrit la mort du bonhomme et son enterrement au Père-Lachaise, d'où l'œil orgueilleux de Rastignac défie Paris. Et c'est de Saché aussi qu'est signé *Louis Lambert*. Et c'est à Saché que se passe le drame du *Lys dans la vallée;* Saché vit non seulement Balzac, mais Mme de Mortsauf. Que d'images, et poignantes, pour quiconque est d'avis que ce grand homme fut au roman humain ce que Shakespeare fut pour le théâtre! Ainsi, le destin m'offrait cette chance de m'amener dans un des lieux de la terre dont j'étais le plus curieux, de m'y marier, de m'y faire vivre et de nourrir mon admiration de tout ce qu'y peut ajouter la vue des choses authentiques du passé. Se dire : « Il a marché là, travaillé là, dormi là. Ses yeux aimèrent ce qu'aiment les miens à présent », c'est se donner

par éclairs l'orgueilleuse illusion qu'on retrouve sa pensée et que devant une pierre ou un arbre on revit ce qu'il vécut. Il m'arrive parfois, dans sa chambre, de le voir vraiment. Je dessine sa silhouette puissante près de cette table qui fut sienne. J'y remarque des taches et j'imagine sa plume et sa cafetière parmi ses papiers. Je le vois écrire, remuer, parler, faire la mimique d'un de ses romans. Il se penche à la fenêtre, s'appuie à la cheminée, s'assied dans la bergère, poursuivant une idée qu'il rapporte à la table où il s'accoude. Et je ne dis pas qu'il ressuscite, mais moi du moins ai-je la forte impression de vivre quelques minutes d'il y a cent ans.

Car il y aura cent ans bientôt que Balzac vint à Saché, chez ses amis, M. et Mme de Margonne. De 1830 à 36, la diligence l'y amena plusieurs fois, l'été. C'était l'époque terrible de sa vie, où gravement endetté par ses affaires funambulesques d'imprimerie, il commençait l'existence de forçat littéraire qui devait nous valoir tant de chefs-d'œuvre, fiévreux de génie. Fuyant des créanciers pressés, fuyant la vie de Paris, fuyant les siens, il trouvait à Saché un refuge et un apaisement ; c'était cette vieille Touraine où il était né, et les hommes malheureux sont sensibles à cette croyance que, en revenant à leur berceau comme à leur mère, ils consoleront le mieux leur cœur éprouvé.

Depuis cent ans, la maison et le domaine qui l'environne n'ont guère changé. La famille de ma femme, en les acquérant, devait y laisser le temps seul faire son œuvre. Il l'a faite en vieillissant les arbres et les pierres, et peut-être que certains horizons n'ont plus la ligne exacte que leur connut Balzac, car les arbres qui poussent ou qui meurent renouvellent le visage d'un pays, mais la maison, patinée par l'âge, est telle qu'il l'a connue. Au surplus, qu'est-ce qu'un siècle pour cette antique demeure dont les voûtes, la tour et le grand escalier de pierre datent du quatorzième siècle? Murailles épaisses d'un mètre, caves profondes, et dans le parc, les assises puissantes d'une enceinte fortifiée, se sont les souvenirs moyenâgeux et sévères, le passé dramatique, que la maison évoque par sa façade, au nord : pierres grises, petites fenêtres et un fossé humide d'où monte un fouillis d'arbres. Mais l'autre face, celle du midi, est familiale, pacifique et charmante. Elle a de larges croisées qui s'ouvrent dans le soleil, et dont certaines, par leur bordure en blanc tuffeau, éclairent tout l'ancien mur. Par là c'est

la demeure calme et sage, où l'on ne voit pas trace des tragédies des hommes. Par là est la chambre de Balzac. Ce qui ne veut pas dire qu'avec son esprit bouillonnant il n'ait point eu de goût pour l'autre côté, pour les restes massifs et moroses d'une époque plus pathétique. Il montait à sa chambre par l'escalier de la tour, en haut duquel les chouettes font leur nid. Escalier dur, qui tourne raide ; les degrés en sont hauts ; c'est le vieil escalier de pierre, en vis, de nos clochers de cathédrale ; c'est aussi celui dont on dit dans la visite des châteaux : « Par là, les conjurés s'enfuirent... » ou « par là, Diane de Poitiers montait... »

Sa chambre était sous le toit, toit admirable travaillé par les saisons dont l'ardoise est moussue sous une crête en tuiles, modelée par les vents et les pluies qui sont les grandes passions du temps. Elle est petite et bien simple, cette chambre, carrelée par terre et tendue d'un affreux papier sombre. Mais l'alcôve et le lit sont charmants. Un lit branlant d'un bois sans ornements, peint en gris, vieillot, touchant, dont la literie sans mollesse est recouverte d'une toile de Jouy rose. Ce lit, au temps jadis, dut soutenir un baldaquin : depuis qu'il habite cette chambre, il n'en a que les montants, mais l'alcôve l'achève et semble faire un dais, au bord duquel on retrouve, sous forme d'une bande dentelée, la toile de Jouy. La couleur a vieilli : elle devait être plus vive aux yeux de Balzac. Mais ce sont ses arabesques qu'il voyait d'abord en s'éveillant.

Puis, dès qu'il sautait du lit, quelle vue ! La fenêtre ouvre au levant sur la masse sombre des bois qui commencent à cent mètres par des arbres géants. Je ne puis passer sous leurs ramures sans un respect que mes contemporains ne m'inspirent que rarement. Il y a là des chênes qui sont des rois, des rois vivants, les plus vieux de la province, droits, touffus, solennels, magnifiques. Il faut les voir de la chambre de Balzac, un jour d'orage, quand la tempête les prend, les tord et qu'ils luttent avec elle. Les nuages sombres ont l'air de toucher les plus hauts ; leurs cimes et le ciel en viennent aux mains. Dans un frémissement formidable, ils se balancent, résistent et leurs feuillages s'affolent. La terre en est émue, car les vieilles racines tremblent, et de la petite fenêtre de sa chambre, le grand homme à coup sûr s'inspire de ces combats épiques pour peindre ensuite avec plus de force les âpres batailles de la société.

Dans cette chambre, en tout cas, — on le lit dans sa *Correspondance*, — « il a vécu les heures les plus émouvantes de sa vie intellectuelle ». Il ne venait pas à Saché se reposer : il y travailla jour et nuit ; son esprit a peuplé la petite pièce à la toile de Jouy des personnages qui hantaient son cerveau. Eux aussi ont vécu là-haut animés par lui quand il écrivait leur dramatique histoire entre cette bizarre lampe à huile et ce fantastique coupe-papier guillotine qui sont demeurés jusqu'à maintenant, sur sa table. Là-haut aussi, souvent, l'image troublante de Mme Hanska est venue le trouver et l'enfiévrer. En regardant les chênes il écrivit à « l'Étrangère ». De ces lettres comme de ses brouillons, comme de ses épreuves, comme de ses notes, hélas ! Saché n'a rien gardé. Dans les vieilles armoires de cette vieille maison, dans le grenier, dans les coffres à bois, on retrouve des piles de paperasses et de bouquins poussiéreux qui sont plus vieux que Balzac même. Mais ce sont des baux, des papiers notariés, des ventes de prés et de bois qui tous attestent que les hommes toujours, en se donnant de l'argent, le firent constater par des clercs qui écrivaient en charabia. De Balzac qui pensait en français, rien... rien que sa baignoire, qui est un sabot de fer, comme celui où fut tué Marat. Elle se rouille, sinistre, dans l'ombre du bûcher.

S'il descendait de sa chambre pour prendre des bains, peut-être aussi quelques repas, il est du moins certain qu'il ne s'attardait pas de longues heures près de ses amis M. et Mme de Margonne. Monsieur était morne, Madame avare ; or, rien ne pesait plus que les grippe-sous à cet homme endetté de 70 000 francs, rien, sauf les visages tristes, qui lui étaient insupportables, car il débordait de vie. Aussi le salon dut le voir rarement. Il était pourtant digne d'être peint dans un roman avec les portraits de ses deux abbés du dix-huitième siècle et son papier-tenture qui imite une draperie dorée, maintenue par des têtes de lions verts. Il est d'un style stupéfiant ; il attire les yeux et les retient ; je ne me figure pas que Balzac aurait pu travailler devant ce papier.

Aussi raconte-t-on que, dès qu'il n'était plus dans sa chambre, il descendait vers l'Indre, à trois cents mètres de la maison et, tenant son écritoire, il s'en allait dans un chemin creux, qui sépare des prés par une ligne de peupliers et de saules. Ce récit vient d'un tailleur du village, mort il y a peu d'années, qui avait réparé les culottes de M. de Balzac et

même lui avait confectionné une robe de chambre. Fier de ce passé, il avait mis sur sa maison : *tailleur de Balzac*, et avait écrit à un ministre pour lui demander une pension. Il ne reçut pas de réponse. Il est le dernier du pays à avoir connu le romancier. Il vivait encore lors du centenaire de sa naissance, qu'un groupe de gens de lettres fêta en venant banqueter à Saché. Ma famille prêta la maison ; l'école et l'église fournirent des bancs. Il parut que ce fut une fête où l'on but et où l'on prononça des toasts éloquents ; le fourneau ne s'en remit pas ; il resta, paraît-il, démantibulé pour la vie... et pour l'honneur de la littérature.

Grâce à Dieu, ces pèlerinages importants n'ont lieu à Saché que tous les siècles ; mais il arrive de temps à autre que des voyageurs, attirés par le souvenir ou simplement le nom du grand homme, se présentent et demandent à voir sa chambre. Certains sont bien comiques. J'ai entendu une dame élégante, en jupe aussi courte que ses idées, dire à son mari l'an dernier en redescendant l'escalier de la tour : « *Le Lys dans la vallée*?... Ah ! oui, ce roman où il y a tant de descriptions qu'on passe en lisant !... » Avec quel plaisir je l'ai regardée, saluée, suivie des yeux jusqu'à la route ! Mais parfois aussi les visites qu'on redoute sont une vraie chance, et comme un cadeau du hasard. Un jour, l'abbé Mugnier, ce vieillard délicieux que tout le Paris lettré connaît et aime, est venu à son tour en pèlerin. Il arrivait tout poudreux, ayant fait à pied les vingt-cinq kilomètres de Tours à Saché par la route que Balzac raconte avoir suivie, un matin torride de juillet. Pourtant, cette route avait semblé brève à l'abbé, car sa tête et son cœur n'avaient cessé de lui parler de l'homme illustre qu'il avait cru rencontrer vingt fois, faisant le chemin en sens inverse, et il arrivait tout ému. Qui n'a pas vu l'abbé Mugnier dans la chambre de Balzac, à Saché, ne sait pas ce que c'est qu'un « balzacien ». Il se découvrit, joignit les mains, et il dit presque en tremblant : « C'est ici !... Dire que c'est ici !... » Il était radieux et attendri, et l'on sentait une minute de fête pour son esprit et pour son âme. L'abbé Mugnier, qui vivra éternellement dans le ciel, vénère en attendant, dans ce monde, les hommes qui lui semblent le plus divinement marqués. Balzac est de ceux dont l'image l'éblouit. Je lui dédie ce modeste article en souvenir de sa pieuse visite.

René Benjamin.

Entre la France et l'Allemagne

LA QUESTION DE L'AUTONOMIE RHÉNANE

II

La Prusse est représentée à Coblence par un personnage qui jouit en somme des pouvoirs attribués avant la guerre au Président supérieur de la province, et qui porte le titre de Commissaire général pour les territoires occupés. Les ministres berlinois visitent la région aussi souvent qu'ils en ont le loisir, imités dans le Palatinat par leurs collègues bavarois. Le 4 mai, David, ministre d'empire, le David de Guillaume II, a présidé dans l'hôtel de ville de Mayence un grand conseil économique et administratif afin de pourvoir aux besoins créés dans la Hesse rhénane par l'occupation. Il a gémi sur les souffrances matérielles et morales que la population endure, mais il leur a assigné un terme rapproché : « Il faut espérer, a-t-il dit, que cette situation ne durera pas quinze ans, mais que par des négociations nous réussirons à obtenir une révision du traité, à en faire adoucir les clauses. » Le 16 mai, le ministre de la guerre Gessler a tenu à son tour une réunion publique à Cologne, moyen bien choisi pour créer de l'agitation ; il y a parlé sur la reconstitution politique de l'Allemagne et la coalition.

De telles visites renforcent la campagne vigoureusement menée par les unitaires. Il semble d'autre part que ceux-ci tentent d'instituer auprès de nos soldats une propagande

dissolvante sur des thèmes habilement choisis. Ils insinuent doucement dans des oreilles supposées naïves que l'heure n'est plus aux visées impérialistes, mais bien aux revendications sociales, et que le monde de demain va se transformer sous l'action des masses ouvrières. D'autre part, la nation française a été trompée par sa presse et par ses hommes politiques. Or les troupes d'occupation peuvent constater tous les jours que les Allemands sont un peuple comme les autres, doux, pacifique, noblement épris de liberté, politiquement mûr depuis qu'il a fait sa révolution ; il est donc injuste de vouloir le réduire en esclavage. Les Canadiens, qui ont tenu garnison dans quelques villes au début de l'armistice, l'ont reconnu dès le premier jour, et ils ont bien déclaré en partant qu'on ne les y prendrait plus à faire la guerre contre l'Allemagne. Les Anglais ont diminué l'importance de leurs effectifs, ce qui laisse présager qu'ils s'en iront bientôt. Dans ces conditions les soldats français n'ont aucun motif de rester plus longtemps sur les bords du Rhin, loin de leur famille et de leur pays, tandis qu'en France on manque de bras pour travailler.

Divisés d'avec les *Deutschnationalen* et les anciens nationaux-libéraux sur de nombreux points de leur programme, notamment sur la question d'une restauration monarchique, les socialistes majoritaires s'entendent merveilleusement avec eux pour maintenir l'intégrité du *Reich*. Ils protestent contre toutes les manœuvres de la réaction, de même qu'ils se sont montrés les adversaires décidés de Kapp et de Lüttwitz pendant les journées si troublées de mars. Ce qu'ils désirent au contraire, c'est la consolidation du régime actuel, très avantageux pour leur parti, puisque, depuis l'armistice, les principaux ministères du gouvernement central sont entre les mains de leurs amis. Dans ces conditions ils ont tout lieu d'être satisfaits du nouvel ordre de choses, et ils le laissent bien voir. Mais en même temps ils entendent que leur puissance ne soit en aucun cas diminuée, ce qui sans doute ne manquerait pas de se produire s'il était porté atteinte, de quelque façon que ce fût, à l'intégrité de l'empire actuel.

Sur la rive gauche, les socialistes majoritaires sont très fortement organisés et se livrent à une propagande intense. Leur principal organe est la *Rheinische Zeitung*, qui paraît à Cologne ; ils publient en outre d'autres feuilles moins

importantes à Aix-la-Chapelle, Coblence, Trèves, Sarrebrück et Oberstein. Tous ces points sont reliés à la direction centrale d'une façon très étroite. De plus des bureaux bien constitués, avec délégués et secrétaires, ont été créés dans presque toutes les villes du Rhin. Le parti fait, au moment où j'écris, un gros effort en vue des élections imminentes, dans lesquelles il espère porter un coup décisif à tous les ennemis de la centralisation impériale. Si en effet une écrasante majorité se déclarait en faveur de ses candidats, le plébiscite serait fait, l'importun, le dangereux particularisme se verrait frappé à mort, et le gouvernement de Berlin, débarrassé de soucis angoissants, trouverait, dans cette consultation du suffrage universel, l'autorité qui lui fait défaut.

Jusqu'ici quelques coups de sonde préliminaires n'ont donné aucune indication certaine. Si les socialistes majoritaires ont battu à Birkenfeld, lors des élections municipales, les fondateurs de la petite république autonome qui s'y est constituée, à Ludwigshafen leur ami Hoffmann, ancien président du conseil bavarois, a subi un cruel échec. Mais la lutte continue, et elle revêt un caractère de nationalisme exaspéré qui ne nous permet aucune illusion : le parti socialiste, sur la rive gauche du Rhin, est aussi imbu de germanisme que le sont les *Deutschnationalen* ou les membres de la *Deutsche Volkspartei;* sa victoire équivaudrait à leur victoire au point de vue français, car les divergences qui les séparent ne dépassent point le domaine de la politique intérieure. Toutes ces fractions au contraire font bloc sur la question essentielle de l'unité ; elles veulent avant tout soustraire l'Allemagne au joug de sa défaite.

De cela il est facile de se convaincre, et les preuves en sont fournies par toute une série de manifestations publiques. L'une des plus récentes est ce congrès du parti socialiste rhénan qui a eu lieu à Cologne le 8 mai dernier. Il a été rempli par de violentes déclamations contre le traité de Versailles qui, au mépris de la justice et du droit, opprime si durement les populations germaniques. La France et la Belgique, coupables d'odieux attentats contre la conscience humaine, y ont été flétries toutes deux de compagnie. En même temps le parti a protesté contre toutes les diminutions de territoire que le *Reich* a subies ou va subir sur ses frontières occidentales, ainsi que contre les engagements financiers souscrits par l'empire à titre de réparation. Avec

cet habile mélange de sophismes et de brutales impudences qui est bien dans la manière teutonne, la légitimité des décisions prises par les puissances alliées a été mise en doute, et les prétextes d'une agitation future se dessinent déjà dans les résolutions adoptées.

Le rapport de la présidence contient en effet contre la Belgique un couplet de suspicion agressive, et les arguments développés sont de ceux que l'on verra sans doute reparaître lorsque officiellement, en agissant sur l'opinion européenne, on essaiera de remettre en question les clauses politiques du traité. « La paix de Versailles, lit-on dans le compte rendu analytique, exige de notre peuple des sacrifices énormes et lui impose des charges considérables. L'Allemagne a déjà dû céder de vastes et riches territoires. Ailleurs un plébiscite doit prononcer. Dans notre province elle-même les cercles d'Eupen et de Malmédy ont été abandonnés à la Belgique. On y votera assurément, mais dans des conditions si difficiles et sous la menace de périls économiques tels *qu'on ne pourra parler de volonté populaire nettement exprimée.* Les habitants d'Eupen et de Malmédy sont Allemands en majorité; ceux de Montjoie le sont en totalité. Ils protestent de la façon la plus énergique contre leur séparation d'avec l'Allemagne, à laquelle ils sont unis économiquement, politiquement, et par les liens d'une civilisation commune. »

Ce n'est là qu'une application du principe général auquel le parti entend demeurer fidèle, et qui a trouvé sa parfaite expression, au cours du même congrès, par la bouche du citoyen Dr Meerfeld : « Nous avons, a-t-il dit, à remplir dans le Rheinland le devoir de défendre le germanisme, et nous voyons clairement qu'un grand succès électoral des socialistes serait très important pour fortifier l'idée de l'unité allemande. » A cette déclaration il faut joindre celle non moins catégorique du comité directeur : « Le parti socialiste est fermement attaché à la conception d'un État unitaire. Nous voulons une grande république libre d'Allemagne. » Et le même Dr Meerfeld a jugé à propos, dans un mouvement pathétique, d'adresser de chaudes paroles de solidarité à ces malheureux frères de la Sarre, qui gémissent sous l'occupation, et qu'un injuste traité de paix empêche de prendre part aux élections prochaines.

Ici la pointe est nettement dirigée contre la France, comme aussi bien c'est elle, à un bien autre degré que la Belgique,

qui fait l'objet des attaques les plus violentes. Les socialistes majoritaires se rendent compte en effet qu'elle possède dans la vallée du Rhin de très vigoureuses sympathies, comme ils savent d'autre part que les partisans de l'autonomie, dans leur désir d'échapper à la tyrannie prussienne, ont mis en elle tous leurs espoirs. Ils s'emploient donc à la noircir de leur mieux pour détourner d'elle les esprits et les cœurs. Ils la montrent occupée à priver les Alsaciens de leur langue maternelle et à leur imposer la sienne propre. Surtout ils la dépeignent comme la terre élue de la réaction. Les événements qui ont marqué le début du mois de mai, et la lutte engagée par le cabinet Millerand contre la Confédération générale du Travail ont été merveilleusement utilisés par la *Rheinische Zeitung* afin d'exciter contre la France la défiance des ouvriers rhénans. Elle a trahi le prolétariat par des coups de force répétés qui portaient atteinte au droit syndical ; elle a fait condamner par des magistrats sans conscience des travailleurs qui n'avaient commis aucun délit ; enfin le ministère soi-disant républicain qu'elle s'est choisi menace de dissoudre la grande organisation qui tenait tête aux patrons exploiteurs. Étant données les étroites relations du parti socialiste rhénan avec les hommes qui siègent au gouvernement central, nous pouvons voir par ces attaques quels sentiments on nourrit contre nous à Berlin, et combien l'esprit actuel y est peu différent de celui qui régnait dans l'Allemagne de Guillaume II.

*
* *

Mais les partis unitaires ne sont pas les seuls qui tentent d'attirer à eux la grande masse de la population rhénane. Ils voient se dresser en face d'eux et contre eux d'autres partis, tout aussi décidés dans leurs opinions, mais impatients de soustraire la rive gauche à l'oppression qui pèse depuis si longtemps sur elle. Ici pas d'immigrés, ou en nombre insignifiant, mais seulement des indigènes qui revendiquent le droit de fixer eux-mêmes le sort futur de leur pays. Le mouvement séparatiste, puisqu'il faut l'appeler par son nom, est très puissant ; il ne se limite pas à la seule province prussienne, mais il s'étend au territoire de Birkenfeld, au Palatinat qu'administre la Bavière, à toute la région hessoise de Mayence. Il déborde aussi sur la rive droite,

englobe le Nassau, et même, depuis les événements sanglants de mars et d'avril, la région de la Ruhr. Dans toutes ces contrées s'agitent des groupes numériquement très forts, hostiles au *Reich*, adversaires d'une Allemagne unifiée et centralisée, et qui obéissent au même mot d'ordre, à ce *Los von Berlin* qui exprime parfaitement leur volonté de sécession.

La défaite des Hohenzollern a eu ce résultat facile à prévoir qu'elle a mis au jour toutes les oppositions latentes de l'avant-guerre. On a assisté à l'offensive des partis qui, dans les années qui précédèrent 1870, avaient lutté contre l'établissement de l'hégémonie prussienne. Du jour en effet où l'armistice fut signé, les anciens particularismes, que presque tout le monde en Europe croyait morts, se réveillèrent avec intensité. En Würtemberg, ce furent les démocrates qui manifestèrent une vive aversion à l'égard du gouvernement constitué à Berlin. En Bavière, après l'échec des socialistes indépendants et l'assassinat d'Eisner, les catholiques organisèrent la résistance à l'empire sous la direction du Dr Heim et du comte von Bothmer. En Hanovre, les Welfes protestèrent contre l'annexion de leur patrie, que la Prusse s'était incorporée en 1866, après avoir détrôné la dynastie régnante. D'une façon générale, tous les territoires qui composaient avant 1815 la Confédération du Rhin s'insurgèrent contre le *Reich* bismarckien et s'efforcèrent de recouvrer leur liberté.

Dans cette révolte que le passé même de l'Allemagne explique et conditionne, les populations rhénanes se distinguent par l'âpreté et la persistance de leurs revendications. Elles veulent d'abord faire reconnaître leur autonomie et obtenir le droit de se gouverner elles-mêmes. Elles comptent, pour y réussir, sur l'assistance et le concours des alliés vainqueurs, qui tant de fois pendant la guerre ont proclamé le principe de l'autodécision. Elles font surtout appel à la protection française. Le premier stade de leur libération leur paraît résider dans la constitution d'un État rhénan qui évoluerait dans le cadre de l'empire, et qui y jouirait de privilèges spéciaux en maintenant des relations cordiales avec ses voisins de l'Ouest. Certains partisans de l'autonomie n'expriment pas ouvertement d'autres désirs. Il en est au contraire qui réclament la formation d'une république neutre. Beaucoup enfin, dont le programme publiquement avoué

ne dépasse pas l'une ou l'autre de ces solutions, ne font aucune difficulté pour déclarer dans leur particulier qu'ils désirent l'annexion de la vallée du Rhin par la France. En avril 1919, au témoignage de M. René Pinon, un Rhénan répartissait ainsi les votes de ses compatriotes dans le cas d'un plébiscite éventuel : pour l'autonomie, 50 pour 100 ; pour la France, 20 pour 100 ; pour l'Allemagne, 20 pour 100 ; indifférents, 10 pour 100. Un autre Rhénan m'a fourni à moi-même des évaluations un peu différentes. Il estime le nombre des adversaires de l'empire à 80 pour 100, dont 40 pour 100 désireraient l'union avec la France.

Les hautes sympathies dont notre pays est entouré, et que ces chiffres révèlent, n'offrent rien de bien surprenant. Elles s'expliquent d'abord par des raisons historiques. La rive gauche du Rhin, habitée par des Gallo-Romains germanisés, a entretenu pendant les siècles passés d'étroites relations avec la monarchie française. Pendant la Révolution et le règne de Napoléon, les Rhénans, qui, après en avoir exprimé le vœu, avaient été annexés à la France, firent preuve du plus parfait loyalisme. Ils n'ont pas encore oublié que leur prospérité date de cette époque, que leur territoire a été doté par nous de routes et de canaux, que notre administration a développé leur industrie et leur agriculture. On sait d'autre part qu'avant 1870 ils ont nourri le vif désir de renouer les liens rompus par les traités de Vienne. Comme l'empire allemand avait su donner satisfaction à leurs intérêts matériels, ils l'avaient toléré, mais son effondrement a ranimé chez eux les vieilles aversions de jadis, dirigées surtout contre la Prusse. A l'heure où ils souhaitent leur libération, beaucoup d'entre eux, sachant que leur pays ne peut vivre isolé, lui cherchent un tuteur et une protection. Or l'Angleterre, qui n'est pas limitrophe de la région rhénane, leur est suspecte et parfois même peu sympathique. Pour la Belgique voisine, ils manifestent une certaine indifférence, car ils ne la jugent ni assez forte ni assez riche pour qu'ils trouvent en elle un utile secours. La France au contraire dispose de ressources naturelles considérables ; elle est appuyée sur deux mers ; elle a retrouvé à Strasbourg la place qu'elle avait perdue ; elle possède à ses portes un vaste empire colonial ; un passé de commune histoire encourage en outre à lui faire confiance : c'est donc vers elle que l'on songe à se tourner.

De plus, la situation financière de l'Allemagne donne aux Rhénans de légitimes inquiétudes, tandis que la nôtre est beaucoup moins obérée. Il n'est pas besoin que la *Gazette de Francfort*, en une série d'articles, évoque le spectre de la banqueroute pour qu'ils soient justement alarmés par les dettes et les dépenses toujours croissantes de l'empire, ainsi que par la dépréciation du papier émis. Le budget du *Reich* va dépasser cette année 50 milliards ; celui des États particuliers va atteindre près de 20 milliards. Le déficit s'élève à des sommes fabuleuses, et les prodigalités ne cessent pas. Plus de 250 milliards sont dus sous des rubriques diverses. La monnaie métallique a complètement disparu de la circulation, sauf quelques pfennigs en fer qui remplacent les anciennes pièces de nickel, tandis que la fabrication des billets prend une ampleur toujours plus grande. Les fortunes les plus solides se voient menacées, et il n'y a guère d'issue que dans la confiscation ou la banqueroute. Dans ces conditions, et abstraction faite de tous autres motifs d'ordre sentimental, il est bien naturel que les Rhénans, par une retraite opportune, cherchent à sauver leurs biens d'une faillite probable.

La haine de la Prusse, la crainte du bolchevisme, l'appréhension d'un désastre financier, et aussi quelque sympathie pour la France, toutes ces causes ont contribué à provoquer un mouvement séparatiste qui, né au moment même de l'armistice, ne s'est pas ralenti jusqu'à ce jour, malgré toutes les tentatives faites pour le réduire ou l'étouffer. M. René Pinon, dans un récent et très bel article (1), a fait l'histoire détaillée de la campagne menée par les Rhénans contre l'empire unitaire que domine la Prusse. C'est le 4 décembre 1918 qu'a eu lieu la première manifestation d'autonomie : ce jour-là, cinq mille personnes réunies à Cologne ont voté un ordre du jour invitant d'une manière pressante « les représentants officiels du peuple rhénan et westphalien à proclamer le plus tôt possible la fondation d'une république rhénane-westphalienne dans le cadre de l'Allemagne ». En février 1919, une autre assemblée réunie à Landau a conclu à la proclamation d'une république autonome du Palatinat. D'autre part un comité politique Nassau-Hesse rhénane, formé en janvier, a rédigé le 7 mars

(1) René Pinon, « le Rhin libre », dans son livre (*la Reconstruction de l'Europe*).

une déclaration séparatiste en demandant un plébiscite immédiat dans les régions occupées : sous l'impulsion du Dr Dorten, originaire d'Endenich, auprès de Bonn, il s'est prononcé en faveur de la formation d'un État autonome qui se développerait « dans le cadre de l'Allemagne », selon une formule déjà employée.

En mai, le Dr Dorten, d'accord avec les députés du centre Kastert et Kuckhoff, qui siègent à l'Assemblée nationale de l'empire, se décide à précipiter les choses. Il avertit de son dessein les autorités militaires alliées, parmi lesquelles le général Mangin, qui commande à Mayence. Puis, passant outre à la mauvaise volonté belge et américaine, il proclame la république le 1er juin, dans un manifeste signé par les trois comités autonomistes du Rhin, de Nassau-Hesse rhénane et du Palatinat. Le nouveau gouvernement annonçait qu'il entendait se substituer sans plus tarder aux gouvernements centraux prussien, hessois et bavarois : il les dépossédait ainsi de leurs pouvoirs administratifs. En même temps de nouvelles pétitions demandaient le plébiscite immédiat, dans la volonté de ne pas attendre le délai de deux ans prescrit par la Constitution du *Reich*, selon les articles votés à Weimar après l'armistice.

A ce moment, si nous avions voulu soutenir l'initiative du Dr Dorten, la population, dans sa grande majorité, aurait suivi, et la république rhénane, désormais maîtresse de ses destinées, aurait certainement évolué dans le sens d'un rapprochement intime avec la France. Mais nous restâmes inactifs, confinés dans une attitude de stricte neutralité, tandis que les Anglais et les Américains ne dissimulaient pas leur désapprobation. Les habitants des territoires occupés, d'abord surpris et hésitants, se tinrent bientôt sur une prudente réserve ; à quoi leur eût-il en effet servi de se compromettre, si la tentative était prématurée et ne devait rencontrer aucun succès? Le ministère de Berlin montra au contraire beaucoup plus de décision. Il envoya à Coblence, comme représentant officiel du *Reich*, un parfait Prussien, mi-administrateur et mi-policier, von Starck, avec la mission de retenir la vallée du Rhin dans la tutelle de l'empire. Bientôt après se produisit la signature du traité de paix, puis survint le rappel du général Mangin, tandis que nous proclamions la nécessité qu'il y eût à Berlin un gouvernement fort ; la république rhénane ne fut bientôt qu'une

organisation purement nominale, et rien ne parut changé dans les territoires que nous occupions.

Mais brusquement, tandis que le Dr Dorten travaillait en silence à Wiesbaden, le mouvement séparatiste retrouva la vigueur qu'il semblait avoir perdue, et un nouveau congrès s'ouvrit à Cologne le 4 août 1919. Derechef l'on agita le projet de constituer un État rhénan autonome « dans le cadre de l'empire allemand », ce qui n'était peut-être qu'une précaution oratoire et le début d'une manœuvre de plus grande envergure. Puis, comme le Centre faisait montre d'une hésitation suspecte, on fonda l'*Union populaire rhénane* (*Rheinische Volksvereinigung*), vaste groupement où devaient trouver place tous les éléments hostiles au *Reich* unitaire, sans distinction de convictions politiques ou religieuses. Ceci se passait au mois de novembre dernier. A peine assoupis, étouffés en apparence, les désirs de libération se faisaient jour à nouveau, sans avoir rien perdu ni de leur intensité, ni de leur diffusion.

Ce qui frappe actuellement dans la lutte des opinions qui s'opposent, c'est la dissolution des anciens partis, ou du moins l'état de crise qu'ils traversent ; on est pour ou contre Berlin, pour ou contre l'empire, et tout le reste s'efface devant cette question primordiale. Le Centre catholique, en proie depuis quelque temps déjà à des poussées divergentes, s'est scindé : sous cette étiquette, on n'aperçoit plus que des électeurs assez timides, dirigés par des hommes comme Trimborn, et qui acceptent cette direction par fidélité d'habitude ou parce qu'ils sont aveuglément confiants ; encore est-il infiniment probable que le succès des autonomistes les attirerait du côté de la victoire. Par contre, il s'est fondé une autre fraction, formée celle-là de dissidents, et qui fait du *Los von Berlin* le premier point de son programme : c'est le *Parti populaire chrétien* ou *Kristliche Volkspartei*, qui réunit sous son drapeau des industriels, des petits bourgeois, des paysans, et presque tout le clergé. Pour la rive droite du Rhin, il a à sa tête le vicaire von Weschpfennig ; pour la rive gauche, le vicaire Hauben, et surtout une personnalité très énergique, qui jouit d'une grande influence dans les syndicats ouvriers catholiques, le Dr Kruchen, curé d'Ehrenfeld, l'un des faubourgs les plus importants de Cologne. Ce groupe est si fortement constitué qu'il inquiète à la fois l'ancien Centre et les socia-

listes majoritaires. Politiquement il a pris très nettement position en liant son action à celle des particularistes bavarois, qui ont pour chefs le Dr Heim et le comte von Bothmer. Celui-ci, le 12 mai, a pris la parole à Cologne dans une grande réunion publique donnée par le *Parti populaire chrétien;* il était assisté par le curé Kastert, l'un des promoteurs de la république rhénane, autrefois en relations avec le général Mangin, et que le gouvernement central, en raison de son attitude de l'an passé, a déclaré coupable du crime de haute trahison.

Même division dans les rangs des socialistes. Les chefs de ceux-ci, au cours des premiers mois qui avaient suivi la défaite, s'étaient énergiquement prononcés pour l'empire unitaire, contre le fédéralisme et contre la France. Les masses avaient suivi, par obéissance et par esprit de discipline, — encore que le mouvement d'autonomie eût trouvé parmi les ouvriers bien des complaisances individuelles, — et un essai de grève générale, au début de juin 1919, avait répondu à la proclamation du Dr Dorten. Mais, depuis cette date, la situation s'est sensiblement modifiée. Un nouveau parti, la *Rheinische republikanische Volkspartei* ou *Parti populaire républicain rhénan*, s'est fondé à Cologne, et a immédiatement réuni un grand nombre d'adhérents, transfuges du socialisme majoritaire. Le coup d'État de Kapp, l'insurrection de la Ruhr et la sanglante répression dont elle a été suivie, lui ont amené des forces considérables. Aux défections qui se sont produites dans le Centre catholique, provoquées par ce fait que Trimborn laissait entendre son intention de collaborer après les élections avec les anciens nationaux-libéraux, d'autres défections ont correspondu dans les rangs du socialisme gouvernemental : c'est ainsi que le Dr Erdmann, rédacteur à la *Gazette du Rhin*, a quitté bruyamment ce journal pour se rallier au nouveau parti.

Mais le gain le plus formidable est constitué par les ouvriers de la Ruhr, qui semblent aujourd'hui complètement détachés de Berlin. Dès le début du soulèvement, on a déploré à Cologne les illusions de ceux des Alliés qui voulaient autoriser l'entrée de la *Reichswehr* dans le district minier. Les insurgés eux-mêmes, avec une énergie indignée, ont dénoncé la trahison d'un gouvernement soi-disant démocratique, qui était en fait prisonnier d'une faction militaire à laquelle il obéissait servilement, comme si l'ancien grand état-major

était le maître réel de l'Allemagne. Ils ont protesté contre la perfidie d'une réaction qui jouait du bolchevisme pour établir sa domination en trompant l'Europe. Cette réaction s'est d'ailleurs déshonorée par la sauvagerie avec laquelle elle a procédé contre des populations allemandes. Du 13 au 17 mars, la *Reichswehr* a sévi dans la ville de Düsseldorf, sans égard pour les personnes ni pour les biens, y faisant régner un régime de terreur. Elle a massacré des prisonniers, fusillé sans jugement des otages, des femmes et des enfants, passé par les armes des infirmières. Des forfaits sans nom, de tout point semblables à ceux qu'a endurés la Belgique, ont été commis à Essen, à Lohberg, à Osterfeld. On s'explique que dans ces conditions l'occupation de Francfort, qui a empêché des rigueurs bien plus cruelles, ait été approuvée par les insurgés. Ils auraient même ardemment désiré que les forces alliées entrassent dans la région de la Ruhr. Comme le conflit prenait fin par la défaite des ouvriers, c'est à un journaliste français, M. Henry Bidou, que le citoyen Brass, leur député à Berlin, alla porter un dossier écrasant pour le militarisme prussien, ce qui lui valut aussitôt des poursuites en haute trahison.

Il a fallu cela, mais on peut dire que la rupture avec le gouvernement central est aujourd'hui complète : les flots de sang versés par la *Reichswehr* sur la terre rhénane ont engendré contre Berlin une haine qui n'est pas près de s'éteindre. Les ouvriers vaincus n'oublient pas qu'on les a massacrés et désarmés tandis que l'on armait en secret les paysans de l'Est ; ils savent que derrière Kapp et Lüttwitz ceux qui tiraient les ficelles s'appellent Ludendorff et Helfferich ; par aversion pour l'empire unitaire, qui devient un instrument entre les mains de la haute armée et des Junkers de l'Est, ils se font autonomistes. Du coup la *Rheinische republikanische Volkspartei*, qui jusque-là ne comptait que soixante-dix mille adhérents environ sur la rive gauche, a vu grossir ses troupes, et ceux qui la dirigent affirment que l'unanimité, parmi les travailleurs, est faite en sa faveur sur la rive droite. Quant à la *Kristliche Volkspartei*, il est assez difficile d'évaluer le nombre des Rhénans qui lui sont affiliés, mais, étant donnée la grande autorité dont jouit le clergé dans les milieux catholiques, et si l'on note les attaques passionnées dont elle est l'objet de la part des socialistes majoritaires, il est infiniment probable que ce

nombre est considérable. Si l'on se souvient enfin que le Dr Dorten a réuni de son côté 1 200 000 signatures il y a un an, on peut se faire une idée des forces que le séparatisme peut mettre en ligne.

Somme toute, trois partis désirent la dislocation du *Reich* unitaire pour le plus grand bénéfice des libertés rhénanes. C'est d'abord la *Kristliche Volkspartei*, résolument catholique et fédéraliste, mais qui, sous des circonstances favorables, pourrait développer ce dernier point de son programme dans un sens beaucoup plus radical. L'*Union populaire rhénane*, ou *Rheinische Volksvereinigung* du Dr Dorten, invoque comme raison d'être des motifs ethniques et économiques ; elle veut l'abolition de l'hégémonie prussienne et s'efforce de reporter le centre de gravité de l'Allemagne vers le Sud et l'Ouest ; ici encore le mouvement se fait au nom du fédéralisme, mais ce fédéralisme ne paraît être lui-même qu'un minimum. La *Rheinische republikanische Volkspartei*, qui s'appuie sur les masses ouvrières, avec un programme pacifiste et démocratique, vise à la destruction de l'œuvre politique de Bismarck et à la fondation d'un grand État neutre dans la vallée du Rhin : « Une république rhénane fédérée au reste de l'Allemagne, déclare en effet son manifeste, ne servirait à rien, car elle serait dominée par cette Allemagne soumise à l'hégémonie prussienne, qui s'efforcerait de chercher sur son territoire les moyens matériels nécessaires pour combiner de nouvelles agressions. En outre le mouvement centralisateur, très puissant au delà de l'Elbe, viendrait bien vite à bout du fédéralisme. »

Donc la *Rheinische republikanische Volkspartei* lutte pour la création d'un État rhénan neutre, libre par conséquent de négocier les ententes économiques qu'il lui plairait, mais dont la constitution est du plus haut intérêt pour l'avenir de l'Europe, car, si jamais il venait à exister, la Prusse serait alors privée des ressources qui lui sont indispensables pour faire de nouvelles guerres. Donc, comme les deux autres partis séparatistes, celui-ci demande des élections immédiates afin de constituer une Assemblée nationale rhénane. Il veut réaliser un abaissement du prix de la vie, donner satisfaction aux intérêts économiques des ouvriers et des paysans, relever le traitement des fonctionnaires, assurer la liberté individuelle et le maintien de la journée

de huit heures. En outre, il se prononce en faveur d'une monnaie rhénane différente de celle en usage dans le reste de l'empire. Enfin il réclame la création d'une milice indigène qui collaborerait avec les armées d'occupation, de sorte que les effectifs de celles-ci pourraient être réduits.

Plusieurs publications séparatistes paraissaient au début de l'année dans la vallée du Rhin, et il ne semble pas douteux que l'approche des élections en ait accru le nombre. Il faut signaler d'abord la *Rheinische Volkszeitung*, bihebdomadaire, mais qui va devenir quotidienne, et qui représente les comités du Rhin, de Nassau-Hesse rhénane et du Palatinat. Un autre journal est la *Rheinische Republik*, organe du *Parti populaire républicain rhénan*. Ce journal hebdomadaire est dirigé à Cologne par J. Smeets. Il se double d'une « Correspondance » intitulée la *Rheinische Warte*. Il semble avoir dès maintenant un tirage assez considérable, possède des dépôts et des crieurs. La controverse est ainsi rendue publique, sort des réunions d'initiés, et la question du Rhin, loin d'être débattue par quelques conspirateurs délibérant en secret, est au contraire livrée aux discussions de l'opinion tout entière

Les séparatistes, à quelque parti qu'ils appartiennent, font usage, pour critiquer la Prusse et l'empire, des mêmes arguments. Ce sont aussi des motifs identiques qu'ils invoquent pour réclamer l'autonomie. Ils soulignent que la vallée du Rhin, par les mœurs de sa population et par son passé, n'a rien à voir avec la Prusse, mais qu'elle lui a été seulement annexée en 1815, grâce à des diplomates dont l'unique désir était de tuer l'esprit de la grande Révolution française. Ils font valoir que la civilisation rhénane est occidentale, fort semblable à la civilisation française, comme la race est apparentée à la race française, mais non pas aux Prussiens à demi Slaves, barbares et protestants. La Prusse n'a pas rempli les promesses de libre développement faites aux Rhénans en 1815 ; elle n'a eu d'autre souci que de fermer la bouche à leurs représentants parce qu'elle poursuivait en eux les idées démocratiques qu'elle a en haine ; ou bien même elle les a exilés, comme ce fut le cas de Goerres et de Heim.

Ce sont tous les griefs amassés pendant un siècle, des attaques formulées pour la première fois il y a fort longtemps, qui reparaissent avec une vigueur inattendue, comme

rajeunis et fortifiés au sortir de la grande épreuve que fut la guerre. Il y a quelques semaines, le Dr Adenauer, premier bourgmestre de Cologne, a congédié les employés auxiliaires de la ville pour les remplacer par d'anciens militaires qui n'étaient pas originaires de la région. Aussitôt les partisans de l'autonomie se sont plaints que la vallée du Rhin n'a jamais été pour la Prusse qu'un territoire de colonisation, destiné à nourrir des nuées de fonctionnaires venus de l'Est. Au début du mois de mai, l'un des journaux séparatistes a montré, avec chiffres à l'appui et d'après les statistiques officielles, que le pays rhénan a toujours payé des contributions supérieures au reste de l'empire, surtout aux provinces de l'Est si chères au gouvernement de Berlin. En 1914, l'impôt sur le revenu rapportait à l'État prussien 341 millions, dont 72 étaient fournis par la province rhénane, tandis que la ville de Berlin n'en payait que 34, et les deux provinces de Prusse occidentale et de Prusse orientale ensemble 13. De même l'impôt complémentaire rapportait 50 millions ; mais 10 en étaient versés par la province rhénane, 3,9 par Berlin et 2,7 par les deux provinces ci-dessus dénommées. De même encore les douanes et les impôts de consommation se montaient à 1 036 millions ; sur ce total 207,2 étaient la part de la province rhénane, 184 celle du Brandebourg y compris Berlin, 37,4 celle de la Prusse occidentale, 31,6 celle de la Prusse orientale. Si l'on compte d'une autre façon en faisant abstraction de Berlin, la province rhénane paie un peu moins du quart de l'impôt sur le revenu, le cinquième de l'impôt complémentaire, le quart à peu près des douanes et des impôts de consommation, quoique sa population représente seulement 17 pour 100 de celle de l'État tout entier. Mais au contraire les fortunes imposables se montent dans la province rhénane à 20 milliards ; elles sont à Berlin et à Potsdam de 27 milliards (1).

Donc le maintien de l'union avec la Prusse signifie la ruine inévitable. Il faut se séparer d'elle, et le *Los von Preussen* est la seule solution qui convienne à l'intérêt bien compris de la vallée du Rhin. Ce n'est pas de Berlin qu'ont besoin les territoires industriels de l'Ouest, mais bien de

(1) Cet argument de l'exploitation fiscale de la rive gauche par la Prusse est très ancien. (Je renvoie ici à mes *Survivances françaises dans l'Allemagne napoléonienne*, p. 42-43.) Il a été formulé bien avant 1830. On voit donc que la situation n'a changé en aucune façon.

leurs voisins étrangers qui ne profiteront pas d'eux et leur donneront au contraire les matières premières et les denrées alimentaires qui leur font défaut. Que les Junkers de Silésie, de Poméranie, de Prusse orientale et du Mecklembourg cessent de s'enrichir aux dépens des populations rhénanes et de leur faire payer les frais de leur politique insensée. Que la caste militaire, qui a sacrifié des milliers et des milliers d'Allemands ensevelis dans les terres de France, de Belgique, d'Italie et de Russie, renonce à exploiter une province riche et pacifique pour préparer les sanglantes revanches dont elle continue de rêver.

D'autre part, si l'on veut trouver une véridique peinture du Prussien et de l'Allemand prussifié, c'est sous des plumes séparatistes qu'il faut aller les chercher. On sait aux bords du Rhin qu'il n'y a rien de changé dans les régions de l'Est, qu'on y nourrit toujours la même idolâtrie pour l'État tout-puissant, pour ce *Staat* impitoyable et dur, tel que l'avaient forgé les Hohenzollern. On sait qu'on y est toujours fidèle à la conception d'un ordre social qui, dépassant les personnes, les domine et les brise. On n'ignore pas que Bismarck, dont on proclame dans le pays rhénan qu'il a fait le malheur de l'Allemagne, est toujours au delà de l'Elbe, puis aussi parmi les anciens libéraux-nationaux et les conservateurs établis sur la rive gauche, l'objet d'un culte qui n'a pas faibli. On dénonce l'esprit d'injustice et de violence qui anime la haute université. « Avant la guerre, peut-on lire dans une publication récente, le professeur libéral appartenait déjà au domaine de la légende. On n'a jamais vu qu'un intellectuel autorisé se soit élevé contre des attentats politiques ou qu'il ait pris parti publiquement contre des iniquités flagrantes. »

Donc il n'y a rien à attendre de cette Allemagne prussifiée, non plus que de ces ministères républicains qui obéissent aveuglément à la camarilla militaire. Dans le *Reich* prussifié la victoire de la réaction est inévitable, et la feinte démocratie qui y traîne des jours misérables n'a rien transformé, ni dans la politique, ni dans la vie économique. Cette pseudo-démocratie est d'ailleurs exposée à tout moment au péril d'être anéantie par quelque Ludendorff entreprenant : écartés une première fois, les fauteurs de coup d'État reviendront à la charge, et ils l'emporteront, car les habitants de l'Est sont incapables de

résistance. Je cite encore : « La servilité passive créée par une éducation séculaire, fortifiée en outre au delà de l'Elbe par des instincts slaves qui remontent au tréfonds de l'histoire, ne peut se modifier du jour au lendemain. Chaque peuple, a-t-on dit, a le gouvernement qu'il mérite. Cela est vrai. Dans l'Allemagne prussifiée le régime autocratique exprimait la volonté d'un peuple d'esclaves (*eines knechtseligen Volkes*). Voilà pourquoi la révolution actuelle, quand elle essaie de faire pénétrer un esprit de liberté dans cette Allemagne prussifiée, n'a aucune chance de réussir. »

Certes, si des hommes comme Hellmut von Gerlach, le professeur Fœrster, le Dr Mühlon ou l'ex-capitaine Beerfelde étaient au pouvoir, bien des espérances seraient permises. Mais la situation est tout autre. Donc, des bords du Rhin, on surveille avec une vigilance toujours inquiète ce qui se trame à Berlin. On signale que des troupes de coup d'État, sous des prétextes divers, se trouvent encore dans les environs de la capitale, que la Poméranie est un nid de conspirateurs organisés militairement. On suit de l'œil les intrigues des Junkers avec les magnats hongrois, désireux les uns et les autres de déchaîner dans l'Europe du sud-est un nouveau conflit qui permettrait peut-être à l'Allemagne de chercher sa revanche. On publie les noms de ceux qui trempent dans ce complot : un capitaine Epp, un lieutenant Bauer, et surtout le comte Normann, beau-frère de Tisza, qui, il y a quelques mois, enrôlait des hommes pour l'expédition baltique.

Si l'on veut se rendre compte du degré d'exaspération auquel les Rhénans en sont arrivés contre l'empire, on n'aura qu'à ouvrir l'un quelconque des journaux séparatistes. Un seul suffira, et ce sera la *Rheinische Republik*. On y trouve des attaques violentes contre les livres qui tentent une justification de la politique prussienne, comme celui d'Oswald Spengler intitulé *Preussentum und Sozialismus*. Tel article rappelle les pangermanistes à la pudeur en leur déniant le droit de se plaindre du traité de paix, car les Alliés ont fait preuve d'une extraordinaire modération : a-t-on oublié en effet que pendant la guerre six ligues économiques ont réclamé du chancelier, par pétitions successives, l'annexion de la côte flamande, de Longwy, de Briey, de la Courlande, de la Lithuanie, de l'Esthonie? Ne se sou-

vient-on plus des traités de Brest-Litowsk et de Bucarest? Ose-t-on se plaindre quand on a été complices de ces forfaits atroces : la mort de Liebknecht, de Franz Mehring, d'Edith Cavell, du capitaine Fryatt, le torpillage du *Lusitania*, la destruction de Louvain, Dinant, Tamines, la dévastation du nord de la France, de la Macédoine et de l'Arménie?

S'il est chez nous nombre de personnes qui désirent savoir les Allemands avertis des atrocités commises sur notre sol par les armées de Guillaume II, celles-là sont admirablement servies par la *Rheinische Republik*, qui fait connaître à ses lecteurs tous nos justes griefs. Elle s'en acquitte d'une façon qui ne laisse rien à désirer. En avril, elle imprime de longs extraits du livre écrit par le professeur Fœrster : *Pour juger la façon dont les Allemands ont conduit la guerre*. L'auteur y voue à l'exécration de l'humanité le militarisme prussien, dont on attend encore le repentir. Il raconte par le menu, d'après les documents français, et aussi en résumant ses enquêtes personnelles, quelles ont été les honteuses déportations de Lille. Auprès de ceux de ses compatriotes qui ont encore une conscience, il se porte garant de notre véracité. Il signale le pillage systématique des usines françaises, ce qui a anéanti le tiers de notre industrie, puis aussi le désert organisé dans nos campagnes du Nord, où les arbres fruitiers eux-mêmes ont été coupés.

D'une part, le professeur Foerster dénonce l'action des hauts officiers, des professeurs de gymnase et d'université, des grands industriels, des publicistes, des théologiens de guerre (*Kriegstheologen*) qui ont au delà du Rhin perverti l'opinion publique et qui sont responsables de crimes déshonorants. D'autre part encore, et en avril également, le même journal publie les mémoires du Dr Mühlon. Celui-ci a constaté l'avidité des hommes d'affaires allemands. Il raconte ce qu'il a vu et entendu à l'intérieur tandis que les armées de Hindenburg se ruaient contre celles de l'Entente. Il rappelle qu'alors les pangermanistes rêvaient de tout annexer, parlaient d'exproprier et d'expulser les habitants dans les territoires que l'empire enlèverait aux nations vaincues. Enfin la *Rheinische Republik* reproduit le rapport présenté à la Chambre française par M. Barthou au mois d'août 1919, pour toutes les réparations visées par les articles 227-232 du traité de paix. Ainsi les Rhénans peuvent se rendre

compte des dénis de justice dont s'est rendue coupable la camarilla militaire aidée de nombreux complices. Ainsi se constitue de jour en jour un réquisitoire formidable — le même que l'on a dressé chez nous — dont chacun des points ne comporte qu'une seule et identique conclusion : la nécessité de se séparer de l'empire.

*
* *

« Je pense, me disait un négociant rencontré en chemin de fer, que si maintenant un conflit éclatait, les Rhénans marcheraient avec la France. » Sans accepter pour le moment une vue aussi simpliste, il est évident, d'après ce qui précède, que l'exaspération répandue contre la Prusse suffit à expliquer de tels propos. Je voudrais encore, en faisant appel à des souvenirs dont la netteté, après quelques semaines, reste entière, essayer de résumer ce que m'ont dit des personnalités que je connais de longue date, et qui guettaient mon passage pour me communiquer leurs rancunes, leurs espérances et leurs craintes. Plus que des documents imprimés et des articles de journaux, les conversations particulières permettent de comprendre l'état d'esprit qui règne en pays occupé. Quelles que soient en effet l'audace et l'énergie de la presse séparatiste, il y a encore bien des choses qu'elle ne confie pas au papier, mais que l'on ne cache pas à un Français, quand on veut à la fois l'éclairer et le convaincre.

On nous reproche unanimement, dans les milieux autonomistes, d'avoir commis depuis l'armistice de nombreuses et lourdes maladresses. De l'avis général, nous aurions très sagement agi si nous avions, dès les premiers jours, renvoyé dans leurs foyers les prisonniers rhénans : en leur accordant un tour de faveur, au lieu de les mettre sur le même pied que des Prussiens ou des Mecklembourgeois, nous aurions considérablement accru dans la masse du peuple le prestige de la France. Pareillement si nous avions montré quelque décision au moment où le Dr Dorten proclama la république, la population n'eût pas manqué de se rallier à son initiative. Comme suite à la conclusion du traité de paix, nous avons au contraire remis l'administration des pays occupés à des fonctionnaires allemands, c'est-à-dire Prussiens, Bavarois, Hessois, qui tiennent leur autorité de leurs gouvernements particuliers, mais défendent les intérêts de l'empire uni-

taire : notre haute commission interalliée s'efface par discrétion, pour ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'un pays étranger ; elle se borne à veiller à la sécurité de nos troupes et à leurs besoins. Nous faisons montre ainsi d'une retenue à laquelle, de l'autre côté, rien ne correspond.

En outre nous avons permis aux ministres prussiens de visiter officiellement le territoire occupé, où l'on pouvait être sûr qu'ils viendraient entretenir l'agitation politique des partis qui nous sont hostiles, bien loin de leur conseiller la résignation aux clauses du traité de paix. Après cette première visite, d'autres ont suivi. Certes elles n'ont pas atteint le but qu'elles poursuivaient, puisque le mouvement séparatiste n'a rien perdu de son intensité et que les municipalités, en bien des endroits, ont continué de nous marquer les mêmes prévenances qu'auparavant. Elles n'ont pas davantage fléchi la résistance de la population indigène à l'égard de Berlin : « Je passais devant l'hôtel de ville, m'a dit une dame à Cologne, quand j'ai vu devant ses portes des automobiles qui stationnaient. On m'a raconté que c'étaient les voitures des ministres prussiens. Je me suis hâtée de prendre une rue dans laquelle je ne rencontrerais pas ces messieurs. »

Ce qui juge les sentiments de l'empire à notre égard, ce qui montre l'impartialité qui l'anime vis-à-vis de la population rhénane, c'est bien sa politique économique. Il essaie de peser sur les décisions que la rive gauche doit prendre un jour. Il a mis en vigueur une très stricte réglementation touchant les prohibitions d'importation et d'exportation. Depuis le 22 mars, aucune marchandise étrangère ne peut pénétrer en pays occupé, aucune marchandise indigène ne peut en sortir sans une autorisation de Berlin. Cette autorisation est volontiers accordée au bénéfice de l'Amérique, de l'Angleterre, de l'Italie, mais elle est refusée quand il s'agit de la France. Un tel régime est contraire à l'article 265 du traité de Versailles, selon lequel aucune discrimination ne doit être établie par l'Allemagne entre les diverses nations qui font du commerce avec elle. En outre nous pourrions invoquer l'article 270, qui nous donne le droit d'appliquer au territoire où sont nos troupes une réglementation douanière spéciale.

Nous ne le faisons pas, et la population en souffre. En

somme les mesures prises équivalent à une manière de blocus du pays rhénan, surtout que le gouvernement s'arroge le droit de saisir, sans aucune indemnité, les marchandises pour lesquelles il n'a pas donné d'autorisation : ainsi Napoléon, il y a plus d'un siècle, pourchassait les importations anglaises, avec cette différence toutefois qu'il n'avait pas été vaincu. La « trouée de l'Ouest » est bel et bien bouchée, mais on élève une autre barrière au Rhin, de telle sorte que la rive gauche est étranglée dans un lacet solide, que Berlin serre de plus en plus. En conséquence les prix montent, la vie devient plus chère, et les facilités de ravitaillement amenées par l'occupation disparaissent : tout cela par représailles contre nous, naturellement, et afin de bien montrer à la population que notre présence tourne à son désavantage. Là-dessus l'union des grandes maisons de commerce de Cologne (1) s'émeut et fait parvenir à Berlin une protestation assez amère, relevant que ce n'est point par ces méthodes que le change s'améliorera ; on écarte sa pétition avec un mauvais sourire, et l'on continue sereinement les saisies. Alors les Rhénans menacent de recourir à des contre-mesures économiques, et même de passer à l'attaque.

Nous n'avons pas mis un terme à ces manœuvres de l'empire, ce que les séparatistes déplorent tout en nous excusant. Ils savent que la liberté de nos mouvements est malheureusement bornée par la volonté de nos alliés. Le rôle surtout que jouent les Anglais les déçoit et les inquiète. Je ne sais s'ils ne mettent pas quelque exagération dans le véhément réquisitoire que j'ai dû entendre, et si, dans la crainte que leur effort vers l'autonomie ne soit brisé, ils ne grossissent pas de menus incidents. Du moins dois-je rapporter exactement ce qui m'a été dit. Mes informateurs m'ont mis en garde avec insistance contre certaines campagnes britanniques qui tendraient à affaiblir notre crédit et notre influence. Ils m'ont cité des faits très précis, avec dates et noms à l'appui, si précis même qu'il est bien difficile de les récuser. Lors du remaniement des secteurs d'occupation, les Anglais ont répandu le bruit que nous ne viendrions pas les remplacer. A Bonn ils insinuaient que nous aurions trop peur d'affronter les étudiants de l'Université ; ailleurs ils affirmaient que

(1) *Eingabe an das Reichsministerium*, mémoire rédigé par le *Verband Kolner Grossfirmen.*

notre armée n'existait plus, dissoute par la démobilisation, et que nous n'avions pas assez de troupes pour faire chez nous la police des grèves. Un peu partout on les aurait vus paraître dans les réunions publiques données par les partis unitaires ; ils auraient pris la parole jusqu'en Westphalie pour souhaiter que le traité de paix, comme trop dur pour l'Allemagne, fût soumis à une révision, et que prît fin notre occupation.

Si ces bruits sont véridiques, il en résulterait que des Anglais, nos anciens frères d'armes, n'ont pas craint de soutenir devant des oreilles ennemies la thèse de l' « impérialisme français » et de représenter notre pays comme converti à la « politique des maréchaux ». De telles imputations causent une vive surprise : elles semblent même incompréhensibles quand on songe aux gains que l'Angleterre elle-même vient de réaliser. Elle a conservé la maîtrise des mers et supprimé la flotte allemande. A San Remo, en avril dernier, elle s'est adjugé les mandats sur la Palestine et la Mésopotamie. Elle a occupé Constantinople le 16 mars ; elle s'installe à Bassorah ; elle tient le chemin de fer de Bagdad ; elle va mettre la main sur le pétrole du monde entier, et, pour le moment, elle enserre et maîtrise de toutes parts la Turquie d'Asie. Si complaisante pour elle-même, faut-il croire qu'elle réserve à l'Allemagne le reste de son indulgence? Il est troublant qu'à San Remo elle ait insisté pour faire convoquer par les Alliés les représentants du *Reich*, convocation finalement ajournée jusqu'à la Conférence de Spa. Il semble qu'elle essaie de provoquer un adoucissement du traité, de diminuer les charges financières de l'empire vaincu. Espère-t-elle que celui-ci pourrait alors se libérer très vite, de telle sorte que, comme nous n'aurions plus aucune raison de demeurer sur la rive gauche du Rhin, notre occupation prendrait fin dans un délai rapproché?

La dernière conversation de Hythe, où le principe d'une réduction de la dette allemande a été accepté, paraît encore accentuer la direction de cette politique dans le sens que nous venons d'indiquer : elle serait ainsi en étroite corrélation avec la campagne menée dans le pays rhénan (1). Si l'on

(1) L'hostilité que les Anglais manifestent à l'égard du séparatisme a provoqué une plainte récente du Dr Dorten. Cf. *Excelsior*, 3 juin 1920 : « Ce serait déjà chose faite (l'autonomie), si les Anglais, à Cologne, facilitaient nos efforts. »

réfléchit à cet ensemble de faits, les propos qui nous ont été rapportés sont donc extrêmement vraisemblables, donc au plus haut point douloureux pour quiconque, convaincu de la nécessité de l'alliance anglaise, en souhaite avec ferveur le maintien. Les sentiments peu amicaux qu'ils révèlent n'empêchent pourtant pas nos voisins britanniques de prendre pied à Cologne, et de s'y établir dans une très forte position économique. Ils viennent d'y fonder une puissante société qui projette de créer un nouveau port : les capitaux allemands ne sont représentés dans cette affaire que pour 5 millions, les capitaux anglais au contraire pour 30. Cette activité étonne et alarme les séparatistes, peu soucieux d'être colonisés par Londres, tandis qu'au contraire ils regrettent notre abstention. Ils voudraient nous voir fonder à Cologne des succursales de nos grandes banques et ils nous reprochent de n'y avoir ouvert que de petits établissements sans ressources. A leur avis nous manquons d'audace financière et commerciale, ce qui serait indispensable dans une ville appelée à prendre un développement formidable.

Il n'est pas niable que nos soldats, en plus d'une circonstance, n'aient été chaleureusement fêtés, surtout dans les milieux où les souvenirs napoléoniens ne sont pas encore effacés. Je sais des cas où ils ont reçu à la campagne un accueil flatteur. Je sais des familles où ils ont été invités à des mariages, très surpris de l'honneur dont ils étaient l'objet, car ils étaient assez peu renseignés sur l'histoire du pays rhénan, dont tous les habitants, à leurs yeux, n'étaient indistinctement que de vulgaires « Boches ». L'un de mes informateurs s'est plaint que le contact fût trop rare. Les discours dans lesquels Maurice Barrès a réclamé un effort français de pénétration intellectuelle ne lui ont pas échappé, mais il juge que nous sommes bien loin d'avoir fait assez. Les tournées de comédiens ne suffisent pas, même quand il s'agit de grandes étoiles, et les pièces représentées ne donnent pas toujours, parce que trop légères, une assez haute idée de notre art. Les livres venus de Paris sont presque une curiosité, à peu près complètement absents des librairies rhénanes, tandis qu'avant la guerre ils y figuraient en grand nombre. Les journaux, il est vrai, abondent, mais ne sont pas assez efficaces. Enfin il serait bon de contre-balancer, par des moyens appropriés, la propagande germanique que font dans un sens unitaire les deux universités de Bonn et de

Cologne. Il faudrait donc un institut d'études supérieures organisé sur un grand pied, *grossartig angelegt*, une fondation beaucoup plus ample que la maigre École de Droit qui vient d'être créée à Mayence (1).

Les séparatistes rhénans suivent avec la plus grande attention toutes les oppositions qui se manifestent entre la France et le gouvernement de Berlin. Dans leur opinion, la puissance de Ludendorff, pour dissimulée qu'elle soit, demeure inchangée. L'empire arme à l'Est, tâche de jeter la discorde entre nous et nos alliés, surveille toutes les divergences de vues qui peuvent diviser le bloc de l'Entente. Sa politique est d'isoler la France, puis ensuite de la provoquer et de trouver l'occasion d'une revanche. « Tous les hommes qui sont au pouvoir, m'a-t-on dit à plusieurs reprises, sont les prisonniers de la faction militaire ; aucun d'eux n'est animé de la moindre sincérité ; tous songent à faire appel aux armes et sont bien décidés à ne pas exécuter les clauses du traité de paix. Que vos ministres se défient d'eux, car maintenant on essaie de vous apitoyer, mais plus tard on vous menacera ! » De telles paroles, dictées par une indiscutable clairvoyance, prouvent avec quelle passion les Rhénans embrassent nos intérêts, dans la conviction que ceux-ci sont aussi les leurs.

Mais d'autre part notre inaction les trouble, et ils auraient désiré de notre part une plus grande ardeur à les soutenir. Pourquoi n'avons-nous pas laissé procéder à un plébiscite immédiat? Pourquoi le conseil économique si désiré se réduit-il à une poignée d'hommes réunis à Coblence, où le socialiste majoritaire Sollmann s'efforce de saboter le projet d'un parlement autonome? A certains jours, dans les milieux les plus francophiles, notre timidité paraît de mauvais augure, et l'on se demande si notre occupation est durable. Les affirmations des pangermanistes, et aussi de nos alliés anglais, selon lesquelles nous serions bientôt contraints de réviser l'acte de Versailles et d'évacuer le territoire rhénan, ne semblent pas, si l'on examine les faits par le détail, dénués de toute vraisemblance. Si les Français n'osent ni commander ni agir, c'est donc qu'ils se sentent trop faibles?

(1) Je signale ce vœu, mais sans illusion. Les difficultés pratiques seraient énormes, et le public sans doute très restreint, puisque, dans l'état actuel des choses, les examens ne mèneraient à aucune carrière, l'estampille du *Reich*, qui dispense les postes, leur faisant défaut.

Ou bien n'ont-ils pas confiance dans les sympathies rhénanes? Pourtant il ne manque pas de personnalités qui désireraient nous voir rester toujours sur la rive gauche, et qui souhaitent l'union de leur pays avec le nôtre, persuadées que le Rheinland ne trouvera de liberté que dans les cadres de l'État français, bien entendu avec des modalités qui tiendraient compte de la langue et des coutumes locales.

Il n'est pas difficile de voir que l'angoisse agite tous ces séparatistes lassés de la Prusse et de l'empire. Si nous partons, que deviendront-ils? C'est la question qu'ils se posent chaque jour, dans l'incertitude de l'avenir. L'exemple du Dr Dorten n'est pas fait pour les rassurer. En pleine occupation, il a déjà été arrêté trois fois par les autorités allemandes, soit en territoire prussien, soit en territoire hessois, dans l'espoir que le parti de l'autonomie serait ainsi décapité. Ces tentatives ayant échoué, on a essayé de faire assassiner le grand patriote rhénan. Quand les séparatistes songent à ces actes de violence expéditive, la peur les étreint. Ils redoutent, s'ils se compromettent trop ouvertement, d'être livrés sans défense, aussitôt que le dernier de nos régiments sera retourné sur le sol français, à de terribles vengeances prussiennes. Lorsqu'ils évoquent ces représailles éventuelles, ils craignent — et sans doute ne se trompent-ils pas — de perdre alors ce qui leur reste de fortune, la sécurité de leurs familles et même leur vie.

L'un d'eux, interné civil en France pendant la guerre, mais qui comptait deux neveux dans les rangs de notre armée, m'a fait en termes modérés l'histoire de nos défections passées. Lors de deux révolutions successives, en 1830 et en 1848, nous avons déçu les Rhénans ; en 1866 nous les avons abandonnés ; en 1870 nous avons été vaincus alors qu'ils nous attendaient ; en 1875, au moment du Kulturkampf, nous n'avons pas voulu comprendre le sens de la lutte qu'il avaient engagée contre l'empire bismarckien. Vont-ils retrouver les mêmes désillusions? Un autre, avec plus d'énergie et beaucoup plus d'amertume, s'est emporté contre notre indifférence, me demandant si l'opinion française est bien exactement renseignée sur le puissant mouvement qui agite la rive gauche. A l'en croire, certains de nos concitoyens détachés en territoire occupé jugent sainement la situation, mais comptent uniquement sur le bon effet de nos procédés amènes. Or ce n'est pas si nous

restons passifs que la population nous tombera dans les bras, mue par un sentiment d'admiration et de reconnaissance, tandis que de bonnes mesures pratiques, comme l'interdiction au gouvernement de Berlin de percevoir sur la rive gauche l'impôt dit de « détresse d'empire », mettraient tout le monde de notre côté : « C'est notre argent qui va encore aller en Prusse, » soupirait mon interlocuteur.

Un autre encore, le cœur gros, m'a fait part des pensées qui l'obsédaient. Lui aussi m'a mis en garde contre la duplicité du gouvernement berlinois, un gouvernement où les noms peuvent muer au hasard des crises, mais qui demeure toujours identique à lui-même, m'a-t-il dit, comme le lézard lorsqu'il a changé de peau. Il a insisté sur la nécessité qu'il y avait pour la France à surveiller ceux qui ont allumé l'incendie de 1914. Il me les a montrés tels qu'ils sont assurément en réalité, tablant sur le relâchement des vainqueurs, sur l'indulgence de Londres et de Rome, sur l'aveuglement des parlements de l'Entente, qui veulent croire l'Allemagne guérie. Il m'a prédit que les coupables des atrocités commises pendant la guerre seront, sinon tous acquittés par la Cour suprême de Leipzig, du moins, et en mettant les choses au mieux, condamnés à des peines minimes. Il m'a affirmé encore une fois que le traité de Versailles ne serait pas exécuté, mais que, de Berlin, on essaierait de fabriquer du bolchevisme chez nous. Quant aux plans qui tendent à rendre le monde vassal de l'Allemagne, loin qu'on y ait renoncé, on les a seulement différés : « Vous autres Français, s'est-il écrié, vous avez affaire à des voisins dont les classes dirigeantes sont totalement dépourvues de conscience morale. Ne l'oubliez pas ! Nous en souffrons comme vous. »

Alors il a continué, heureux de pouvoir s'épancher, et il en est venu au point qui lui importait au plus haut degré : « Souvent vos autorités, a-t-il gémi, n'ont pas l'air de nous prendre au sérieux, et elles semblent douter de l'ardente volonté qui nous anime lorsque nous leur parlons d'opérer notre propre délivrance. Elles s'étonnent que, puisque nous formons un groupe de neuf millions d'habitants, nous n'agissions pas avec plus d'énergie. Elles ne croient pas que 80 pour 100 de la population, comme nous le prétendons, désire la rupture des liens qui nous rattachent à Berlin, que 40 pour 100 environ désire l'union avec votre pays. Elles sont surprises, quand il s'agit de manifester publique-

ment contre l'empire, que quelques dizaines de Rhénans seulement paraissent, là où la force numérique du parti de l'indépendance en ferait attendre des milliers. Elles ne se rendent pas compte que notre incertitude nous commande la plus extrême prudence. Chaque fois que nous voulons nous appuyer sur vous, vous vous dérobez. Au lieu de nous faire connaître vos intentions, vous vous bornez à nous assurer courtoisement que nous possédons toutes vos sympathies, ce qui n'est pas un programme. Aussi bien peut-être n'en avez-vous pas. Nous sommes comme des aveugles qui, les mains en avant, essaient de toucher des murs, mais ne rencontrent que le vide. Vraiment, c'est à en pleurer ! Le Dr Dorten n'obtient que des paroles vagues, et même il se demande si la consigne n'est pas de l'écarter. Mangin a été remplacé. Au moins qu'on nous le renvoie ! Son retour serait l'indication d'une politique, et nous reprendrions confiance. Malgré tout il est possible que d'ici à quelques semaines les événements se précipitent. L'histoire de la Pologne nous encourage à ne pas désespérer. Comme elle nous avons été colonisés par la Prusse. Comme elle nous avons été germanisés. Comme elle aussi nous entendons revivre, appuyés sur votre pays. Les choses vont peut-être prendre un cours plus rapide. Nous observons à la fois les démocrates du Würtemberg et les catholiques de Bavière. Sur un signal venu d'eux, et s'ils avaient des chances de réussir, alors nous passerions nous-mêmes aux actes. »

Cette conversation, que j'ai fidèlement notée, se place à la fin d'avril dernier. Je n'ai pu obtenir d'explication plus ample sur les éventualités auxquelles faisait allusion mon interlocuteur, qui songeait apparemment aux élections imminentes et aux suites qu'elles comporteraient. Visiblement il tremblait pour son propre sort au cas où la Prusse reprendrait un jour dans le pays rhénan la place qu'elle y occupait avant la guerre. Sa grande peur était que son nom fût divulgué, comme il m'a aussi prié de ne pas faire connaître tous les noms qu'il m'a cités à l'appui de ses dires. J'ai entendu de sa bouche un appel émouvant à la France, mais, au milieu des paroles par lesquelles il m'exprimait la détresse des Rhénans, j'ai bien cru comprendre que ceux-ci tenteraient au moins un effort décisif pour ne pas retomber sous le joug prussien. A San Remo, M. Millerand, sur une demande directe de nos alliés, leur a fait savoir que nous ne

songions pas à annexer la rive gauche, déclaration qu'il a répétée à la tribune de la Chambre. Assurément, nous ne désirons pas nous incorporer un territoire quelconque sans la volonté nettement exprimée de la population. Mais d'autre part, dans une autre séance, et plus récente, le ministre a prononcé que nous n'entendions pas, avant les délais fixés par l'acte de Versailles, évacuer le pays occupé, notre seule garantie que les obligations souscrites par l'Allemagne seront un jour exécutées. Cette promesse a dû retentir profondément dans les milieux séparatistes de la rive gauche et réconforter bien des cœurs qui désespéraient. Il reste donc que les Rhénans pourront manifester la résolution qu'ils ont prise de sortir de l'empire, et, par conséquent, qu'il leur sera possible de disposer d'eux-mêmes dans le sens qu'ils souhaitent. Y réussiront-ils? Leur dernier mot n'est pas dit.

JULIEN ROVÈRE.

6 juin 1920.

Post-scriptum. — Jusqu'à ce jour la bataille n'a pas été livrée. En pays rhénan, les élections n'ont pas été faites expressément sur la question de l'autonomie. Elles ont accru le nombre des nationalistes bourgeois, mais aussi donné un siège à la *Kristliche Volkspartei* et renforcé les socialistes indépendants, tandis qu'au contraire les majoritaires et le centre ont perdu du terrain. A Berlin, le ministère socialiste Bauer-Müller a démissionné, faisant place à un cabinet d'affaires, plus dépourvu encore d'autorité et qui sera sans doute éphémère. Les mois qui vont venir pourraient apporter des surprises et faire éclater l'incendie qui couve. De son côté, la conférence de Spa n'a pas mis fin au conflit des Alliés avec l'Empire : quelques signatures se sont seulement ajoutées à celles que nous possédions déjà.

Les conséquences sociales des taxes nouvelles

Le 28 juin 1905, pour l'anniversaire du traité de Versailles, le *Journal officiel* a publié la loi, sanctionnée la veille, portant création de nouvelles ressources fiscales. Ce n'est pas moins de 8 milliards et demi qu'elle demande ; si les impôts qu'elle crée ou majore produisaient moins, l'équilibre ne serait pas rétabli entre nos recettes normales et nos dépenses permanentes ; le Sénat voulait même réclamer tout de suite 10 milliards aux contribuables ; les députés ont maintenu leur chiffre.

Cet énorme prélèvement de l'État sur les ressources des particuliers, comment l'assurer et le répartir? C'est la tentation la plus naturelle de la surenchère électorale en démocratie, de faire payer par quelques-uns seulement les impôts que votent les élus de tous. Mais telle est en France la distribution des richesses que demander une annuité de plus de 8 milliards aux seules fortunes qui passent la moyenne, ce serait arriver à l'expropriation. La conséquence ne déplairait pas à tout le monde : socialiser immédiatement une partie des biens privés par un impôt progressif sur le capital, commencer à supprimer l'héritage en élevant les taxes successorales et, tout en conservant la propriété viagère, frapper les revenus de contributions si fortes que le propriétaire ne garde que l'apparence et le titre nu de son ancien droit, tel est, pour ne pas parler des monopoles, le programme socia-

liste. S'il était réalisé même partiellement, on aurait le droit de dire, plus véritablement que naguère les conservateurs anglais des projets de Lloyd George : « Ce n'est pas un budget, c'est une révolution. »

Le socialisme, dont la guerre a démenti toutes les doctrines et toutes les prévisions, trouverait dans la liquidation de la guerre l'occasion de sa revanche et le moyen de se réaliser par voie fiscale. Le gouvernement et la Chambre n'ont pas voulu faire une révolution, mais un budget doté de ressources faciles à percevoir, d'un rendement sûr et susceptible de rapporter de grosses sommes sans provoquer une crise sociale qui pourrait compromettre la production. Cet empirisme conservateur a conduit à demander les deux tiers des nouvelles ressources à l'impôt sur le chiffre d'affaires. Mais il était nécessaire pour toutes sortes de raisons de technique financière, de politique et aussi de justice, de demander encore près de deux milliards aux impôts qui frappent la richesse acquise. Notre fiscalité était déjà si pénétrée d'influences socialistes qu'en conservant le système et en majorant les tarifs comme il y était obligé, le législateur de 1920 pourrait bien avoir fait partiellement ce qu'il voulait ne pas faire.

La taxe sur le chiffre d'affaires est une nouveauté dans notre droit : on en attend 5 milliards, une annuité égale à notre rançon du traité de Francfort ; malheureusement, cette prévision ne repose sur aucune donnée statistique précise et l'essentiel du nouveau cahier de taxes est une pure expérience. Cette part d'inconnu est le grand risque du nouvel impôt qui est d'ailleurs simple, assez facile à percevoir et juste, sans se donner comme un instrument de justice sociale.

Chaque fois qu'une affaire sera conclue, le vendeur devra payer à l'État 1 pour 100 du prix de vente ; 1,10 avec le décime qui a été ajouté et qui reviendra au département et à la commune. Autant de reventes, autant de perceptions ; la matière première acquitte la taxe quand elle est achetée par l'industriel ; l'objet manufacturé la paie quand il est cédé au marchand en gros ; encore quand il est revendu au marchand de détail ; encore quand il est acheté par le consommateur. Si une marchandise passe par dix mains avant de trouver son acheteur définitif, elle acquitte dix fois l'impôt ; sans doute, chaque intermédiaire prend son

bénéfice ; le prix d'origine est très inférieur au prix final, en sorte que la taxe calculée chaque fois sur le montant de la vente n'atteindra pas, pour dix transactions, 10 pour 100 du dernier prix. Elle finit toutefois par grever lourdement l'objet et c'est cette multiplicité escomptée d'applications qui permet d'atteindre un si grand produit d'un taux si minime.

En apparence, la taxe sur le chiffre d'affaires frappe les commerçants obligés d'en faire l'avance, mais il est bien entendu qu'ils sont dans la circonstance moins des contribuables que des collecteurs et qu'ils augmenteront leurs prix de façon à faire payer, en définitive, la taxe par le consommateur. Ce sont les Chambres de commerce qui ont été les premières à réclamer l'impôt sur le chiffre d'affaires, persuadées que les commerçants ne le paieraient que pour le recouvrer aussitôt sur leur clientèle. Il n'est pas prouvé que l'incidence joue si parfaitement. On demande si le vendeur de marchandises taxées a le droit d'exiger le montant de l'impôt en plus du prix maximum? Même si la question est résolue favorablement, il y a beaucoup d'articles dont le prix au détail est fixé par l'usage à un chiffre rond. Un objet d'un franc ne sera pas facilement vendu 1 fr. 05, même s'il a cinq fois supporté la taxe d'un centime. Voici les journaux qui se vendent 0 fr. 15 et 0 fr. 20 ; ils seront grevés de quelques millimes et si la proposition faite après coup de les exempter ne réussit pas, ils n'auront que le choix d'ajouter la taxe à leurs frais généraux ou de se vendre cinq centimes de plus, le sou étant pratiquement notre plus petite unité monétaire. Suivant les circonstances économiques, il arrivera que la taxe sur le chiffre d'affaires sera une taxe sur le commerce, contrairement aux prévisions de ses promoteurs, ou bien au contraire, pour être sûrs de ne pas perdre, les commerçants augmenteront leurs prix de sommes supérieures et le renchérissement dépassera le produit de l'impôt.

Ce sont des inconvénients à prévoir, mais, en moyenne, la taxe jouera comme un impôt de consommation et s'incorporera dans le prix des choses, en l'augmentant d'autant. Elle commence à s'appliquer juste quand l'impôt extraordinaire sur les bénéfices de guerre cesse d'être exigible ; cette circonstance fait espérer que la hausse qu'elle devait produire, toutes choses égales d'ailleurs, ne sera pas

sentie et que les Français paieront ces 5 milliards sans trop s'en apercevoir.

C'est le précieux et dangereux privilège des impôts de consommation d'être peu sentis ; ils le rachètent par ce qu'ils coûtent à percevoir et l'injustice avec laquelle ils pèsent, progressifs à rebours, sur les contribuables les plus pauvres. On n'a pas manqué de faire à la taxe sur le chiffre d'affaires ces reproches classiques : elle ne les mérite pas. Les assujettis doivent déjà avoir une comptabilité ; la vérification et la perception entraîneront le minimum de frais ; quant à l'injustice, elle ne peut être alléguée que contre les impôts qui frappent des objets de consommation courante dont la fortune ne multiplie pas à proportion l'usage ; on critiquait ainsi l'impôt sur le sel en disant qu'il s'en consommait autant dans une grosse ferme que chez un maréchal de France.

Un impôt qui atteint toutes les consommations ne souffre pas le même blâme ; la somme de nos achats est évidemment proportionnelle à nos revenus, du moins à nos revenus dépensés. Si les sommes consacrées à l'épargne échappent à l'impôt, il n'y a pas à le regretter, et si toutes nos dépenses ne sont pas des achats, s'il faut y comprendre les louages de choses ou d'ouvrages, les loyers et les gages, cela n'empêche pas qu'en général chacun achète et consomme dans la mesure de sa fortune.

L'impôt sur le chiffre d'affaires est donc un véritable impôt sur le revenu dépensé ; impôt automatique et impersonnel qui atteint le contribuable sans le connaître, impôt rigoureusement proportionnel qui ne comporte ni progression, ni dégrèvement à la base. C'est pour cela qu'il peut être très productif avec un taux modéré ; c'est pourquoi sa justice semble rigoureuse et quelque peu contraire à la véritable équité. Mais le législateur a pourvu à faire payer même pour cette taxe le superflu plus que le nécessaire : le pain est exempté et les objets de luxe frappés d'une taxe supplémentaire de 10 pour 100 qui soulève bien des difficultés, mais qui introduit dans les impôts indirects un principe de discrimination comparable à la progression.

En définitive, l'impôt indirect sur le revenu que constitue par son incidence la taxe sur le chiffre d'affaires n'est nullement l'impôt de classe que dénoncent les socialistes et il est d'autant plus nécessaire que les impôts directs, global

et cédulaire, sur les revenus ont causé plus de déception.

L'impôt cédulaire est proportionnel ; l'impôt global est progressif. Mais deux tendances en ont compromis le rendement : l'opinion répandue par les promesses électorales dans la masse des contribuables, qu'ils ne devraient rien payer, et la volonté du législateur de saisir directement le revenu réel, par la déclaration du contribuable, sans recourir aux présomptions des signes extérieurs.

La loi du 31 juillet 1917 qui a supprimé les vieilles contributions a été une insigne maladresse fiscale et, ce qui est plus grave, a répudié la maxime traditionnelle que nul, sauf les indigents, ne devait être dispensé de « l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques ».

La suppression de la contribution personnelle mobilière coûtait à l'État 80 millions et libérait de tout impôt direct d'État la majorité des 8 466 000 citoyens qu'elle atteignait.

La transformation des patentes en impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels faisait tomber le nombre des assujettis de 1 918 000 à 772 000. Cependant l'élévation des salaires faisait apparaître une catégorie nouvelle de contribuables. Quand la loi du 15 juillet 1914 exemptait de l'impôt global les revenus de moins de 3 000 francs, quand la loi du 31 juillet 1917 exemptait jusqu'au même chiffre, à Paris, et jusqu'à 1 500 francs dans les plus petites communes, les traitements et salaires, on comptait que peu d'ouvriers seraient touchés. Vint la hausse ; presque tous auraient dû être imposés. Les syndicats organisèrent la résistance, les avertissements furent brûlés en cérémonie. Le gouvernement capitula : sans que la loi fût modifiée, M. Klotz enjoignit à ses percepteurs de ne pas poursuivre le recouvrement des cotes ouvrières.

M. François-Marsal et la commission des finances de la nouvelle Chambre ne crurent pas pouvoir réagir ; comme ils étaient incapables de faire payer les ouvriers récalcitrants et qu'ils ne voulaient leur consentir un privilège avoué, ils portèrent les exemptions de 3 000 à 6 000, ce qui en exonère le grand nombre.

La cherté croissante de la vie justifie fort bien par ailleurs ce nouveau chiffre ; mais il n'y avait déjà que 500 000 inscrits sur les rôles de l'impôt global. Maintenant qu'un célibataire ne sera taxé qu'à partir de 6 000 francs, un ménage qu'à partir de 9 000 avec une exemption supplé-

mentaire de 2 000 par enfant, à combien vont se réduire *ceux du dessus* qui resteront taxés? Il est à craindre que le caractère d'impôt de classe et d'exception ne soit fortement accentué. Quant à l'impôt cédulaire, l'exemption n'est pas générale : un petit commerçant n'a pas de minimum exonéré, un petit rentier non plus ; un artisan à son compte n'est exempt que pour 1 500 francs, le quart du dégrèvement de son camarade salarié à Paris. Ce sont de parfaites injustices, mais c'est l'héritage de fautes antérieures et il n'était pas possible de reporter dans toutes les cédules le minimum qu'il fallait inscrire sous peine de troubles dans la cédule des salaires et traitements assimilés. Ainsi naissent dans l'État des classes privilégiées.

En somme, le législateur de 1920 n'avait pas le temps de toucher à l'œuvre mal venue de 1917 ; il a dû se borner à relever les tarifs. C'est à peu près un doublement ; les revenus de la fortune acquise paieront désormais 10 pour 100 au lieu de 5 ; les bénéfices industriels et commerciaux, 8 au lieu de 4,50 ; les produits du travail, 6 au lieu de 3,75.

L'impôt global avait été voté au taux de 2 pour 100 en 1914, le maximum est passé successivement à 10 en 1916, à 12,50 en 1917, à 20 en 1918 ; le voici à 50 pour 100, seulement il ne joue qu'à partir de 550 000 francs. Par l'application d'un tarif dégressif, un revenu de :

30 000 livres de rentes paie	. . . .	680 fr.
100 000 —	. . . .	9 280 —
500 000 —	. . . .	147 080 —
1 000 000 —	. . . .	396 080 —

Le tarif supérieur se justifie comme un sacrifice demandé aux très grosses fortunes dans un moment de crise. En Angleterre et en Amérique, la *super tax* est un impôt extraordinaire et doit disparaître avec les circonstances qui l'ont rendue nécessaire. Comme impôt normal, le tarif de 50 pour 100 serait exagéré et, si peu de fortunes qu'il atteigne, — en 1919, 474 déclarations seulement faisaient ressortir un revenu de plus d'un demi-million, — il pourrait avoir, suivant les expressions du rapporteur, M. de Lasteyrie, des résultats économiques extrêmement sérieux en diminuant l'esprit d'initiative dans la grande industrie, en provoquant l'évasion des capitaux et en amenant de riches étrangers installés en France à aller fixer leur domicile dans d'autres pays.

Aux fortunes moyennes et déjà importantes, la loi ne touche au contraire que dans une mesure raisonnable et prudente ; dans une crise comme celle que la France traverse, à qui a 100 000 livres de rente, demander, impôt global et impôt cédulaire compris, un peu moins de 20 pour 100, c'est réclamer à la richesse un sacrifice sérieux, mais juste et nécessaire.

Reste à l'obtenir : en 1919, les revenus atteints par les impôts cédulaires et les rentes françaises qui en sont exemptes donnaient un total de plus de 25 milliards ; l'impôt global n'en saisissait que 8 ; 17 ne reparaissaient pas. Les exemptions et abattements ne rendent pas compte de ce manque, même en ajoutant les revenus des personnes morales — sociétés et établissements publics — qui ne sont pas sujettes à l'impôt global ; et comme les cédules ne sont pas exemptes de dissimulations et d'évasions au premier degré, on entrevoit combien de matière imposable se dérobe. L'État veut mettre à sa poursuite prédicants et magistrats ; il fait fausse route ; croire que des prêches de morale civique détermineront le gros des contribuables à offrir à l'impôt ce qu'ils pourraient y soustraire, c'est une forme de l'erreur essentielle qui, croyant l'homme bon et bâtissant la cité sur l'hypothèse de sa vertu, la laisse désarmée devant la réalité de ses faiblesses. Les juges, il ne suffit pas de leur donner des peines à prononcer ; il faut leur fournir les moyens de reconnaître et de prouver la dissimulation assez sûrement pour la décourager. Si l'on tient à savoir au juste, individuellement, les ressources de chacun, à faire le cadastre des fortunes, comme pour en faciliter la nationalisation future, il y faudra l'inquisition et elle échouera souvent. Si l'État ne veut que des ressources, il n'a qu'à revenir au contrôle par les signes extérieurs et aux évaluations forfaitaires. Il a bien fallu les admettre pour les bénéfices agricoles ; on n'imaginait pas les cultivateurs se mettant à tenir des comptes pour faciliter la tâche du fisc. Pour les bénéfices du commerce, la déclaration du chiffre d'affaires brut, désormais obligatoire, fera presque toujours appliquer en pratique le système facultatif des coefficients.

Dans les professions libérales, les signes extérieurs sont la seule garantie du trésor. En Italie, la première année de l'impôt, quinze médecins seulement dans le royaume déclarèrent un revenu de plus de 5 000 lires.

Enfin, le loyer, le personnel domestique, les automobiles, les locations et les équipages de chasse, le mobilier et les bijoux assurés contre l'incendie et le vol fourniraient pour l'impôt global des bases d'évaluation plus productives que la déclaration. Il appartiendrait à l'État de fixer les présomptions de manière à y trouver son avantage.

Tout le monde y aurait profit : les particuliers verraient restaurer cette notion, longtemps indiscutée, du secret des affaires privées. L'État, avec une habileté moyenne, y trouverait la garantie d'un rendement supérieur et il est essentiel que l'État, avec ses immenses besoins, retire beaucoup de contributions bien étudiées sur les revenus : c'est le seul moyen d'éviter qu'il prélève des impôts ruineux sur le capital.

« Impôts sur les fruits sont impôts, impôts sur les fonds sont pillage. » Il faut toujours en revenir à la parole du vieux Mirabeau.

« Mais, dira-t-on, l'impôt sur le capital a justement été écarté. » L'impôt général prélevé à la fois sur tous les biens de France, sans doute. Mais de nouvelles recettes sont demandées à ce que l'on a appelé dans la discussion l'impôt sur le capital à la française, aux droits de mutation qui frappent les biens quand ceux-ci changent de mains. Personne ne discute le principe des droits de mutation entre vifs à titre onéreux ; seulement la terre en portait le poids plus que les autres biens ; cela continue. Les ventes d'immeubles payaient 7 pour 100, elles payeront 10 ; les ventes de meubles et de fonds de commerce passent de 2 à 5.

Si les notions les plus simples n'étaient depuis longtemps brouillées, les mutations entre vifs à titre gratuit n'auraient jamais été traitées moins favorablement que les mutations à titre onéreux. La donation, acte de générosité, n'aurait jamais payé plus que la vente, contrat intéressé. Mais le législateur est arrivé à regarder les donations comme des avances d'hoirie et à leur appliquer des tarifs analogues à ceux des mutations par décès. Entre étrangers, la donation supportait depuis la loi du 31 décembre 1917 un impôt de 31 pour 100. La loi du 20 juin 1920 élève ce droit à 40 pour 100. Ne serait-il pas aussi simple d'interdire les actes que l'on frappe de ces droits prohibitifs? On aimerait savoir dans quelques années, combien de fois ce tarif aura eu l'occasion de jouer et ce qu'il aura rapporté au trésor.

On fera des donations manuelles ou déguisées, plutôt que d'acheter d'un prix si exorbitant les garanties attachées et un acte de donation.

On peut ne pas faire de donation ; la mort ouvre inévitablement les héritages ; les taxes qui les frappent sont sûres d'atteindre leur objet. Jusqu'en 1901, elles étaient modérées : 1 pour 100 en ligne directe, 11 pour 100 entre étrangers, quel que fût le montant de la succession. La loi du 21 février 1901 posa le principe de la progression ; les taux furent augmentés rapidement en 1902, 1911, 1917. La loi du 31 décembre 1917 imagina d'ajouter aux droits de mutation calculés sur la part de chaque héritier ou légataire une taxe successorale, prélevée avant toute chose sur l'ensemble de la succession, quand le mort laissait moins de quatre enfants vivants, représentés ou morts pour la France. L'addition des deux impôts pouvait donner à l'État la plus grande partie de la succession ; un amendement de M. Dominique Delahaye, tendant à limiter cette emprise au maximum de 50 pour 100, avait été rejeté.

Les tarifs successoraux de 1917 appelaient un dégrèvement ; les circonstances ne le permettaient pas ; tout au contraire, la commission était saisie de projets divers qui, tous, attaquaient un peu plus l'héritage.

Malgré la proposition de M. Klotz, elle maintint le tarif à paliers qui modère la progression en appliquant le même tarif aux mêmes tranches, qu'elles soient toute la succession ou seulement une partie de l'hérédité. Elle repoussa le principe de l'État héritier qui aurait permis au fisc de faire apposer les scellés, d'avoir une part indivise, d'être partie au partage, de demander des rapports là où il n'y aurait pas eu quatre enfants, pour commencer.

Ce principe était dans un sens plus dangereux que n'importe quel tarif : c'était la socialisation commencée. Sur les tarifs la commission céda aux adversaires de l'héritage. Elle fit pourtant un dégrèvement ; elle abaissa de près de moitié les droits successoraux entre époux. Au contraire, elle releva, mais seulement à partir d'un million, les droits en ligne directe. Aux successions de collatéraux et d'étrangers, elle appliquait des remaniements si sévères qu'elle attendait de l'ensemble un supplément annuel de 256 millions.

Le Sénat fut frappé de la négation du droit de propriété qu'impliquaient des taux aussi exorbitants.

« Niez-vous donc le droit de propriété dans ce pays, disait M. Ribot, le 28 mai. Le droit de propriété est-il confiné dans les limites de la famille? Certes, il faut respecter la famille ; mais enfin, l'homme ou la femme qui, toute sa vie, a péniblement amassé 100 000 francs, vous voulez lui interdire de céder ce capital à un ami. Ce serait faire violence aux sentiments les plus sacrés et les plus nobles du cœur humain, et personne ne se considérerait comme moralement soumis à votre loi. Comment ! vous allez prendre les deux tiers de cette fortune, sans parler des frais? et vous appelez cela faire de la fiscalité, faire de la finance? non, c'est instituer une école d'immoralité dans ce pays... c'est créer l'évasion par tous les moyens. »

Le Sénat n'imagina rien que de reporter sur la ligne directe déjà grevée ce dont il allégeait ces taux de confiscation. Les enfants payaient plus pour que les étrangers payent moins. Le résultat fut meilleur qu'on ne pouvait l'espérer. La Chambre rétablit son tarif en ligne directe et accepta pour le surplus le tarif sénatorial.

Le barème que nous lisons dans la loi du 27 juin est le fruit et le monument de cette victoire des modérés : c'est le plus indulgent qu'on ait osé soumettre aux votes du parlement : en aucun cas il ne prélève plus de 80 pour 100 !

Qu'on ne dise pas que ce taux ne joue qu'entre étrangers et pour les tranches supérieures à 50 millions. D'abord, il s'applique déjà aux cousins issus de germains, qui, dans l'état de nos mœurs, ne sont pas des étrangers. Puis ce taux maximum commande tous les tarifs : 100 000 francs laissés à un propre neveu paient 30 000 (29 760) ; légués à un ami, 40 000 (39 760).

La justice n'est pas seule lésée, l'intérêt national l'est tout autant.

« Je suis loin d'être un partisan de l'impôt sur le revenu, disait au Sénat M. Touron ; je n'hésite cependant pas à déclarer qu'il vaut mieux l'exagérer que de frapper démesurément le capital. En frappant le revenu, vous restreignez la dépense, en frappant le capital, vous tuez l'épargne. »

C'était un étonnement pour le moraliste de voir de vieilles gens sans enfants se priver d'une façon presque avaricieuse pour des héritiers qui ne leur touchaient pas toujours de bien près ; l'économiste voyait ainsi se former et s'accroître les réserves de capitaux qui étaient une des forces du pays. Si

les épargnants ont le sentiment que leur bien ira à l'État — l'État, abstraction sur qui bien peu de Français reportent l'amour qu'ils ont pour la patrie, — ils n'économiseront plus et mettront leur avoir en viager.

Surtout l'impôt successoral, aux taux excessifs que nous lui voyons, a le vice essentiel de l'impôt sur le capital ; il est l'impôt sur le capital appliqué chaque année au trentième environ de la fortune nationale ; il consomme en dépenses publiques des capitaux privés, c'est-à-dire exactement des richesses destinées à en produire d'autres. Les traditionnalistes l'ont combattu parce qu'il rend impossible la conservation des biens dans les familles. Le reproche est juste, mais l'essentiel, c'est le contre-coup néfaste sur la production. On se représente volontiers une famille obligée, pour payer les droits, de vendre une maison héréditaire. Voici une autre image, moins émouvante d'abord : l'héritier n'a pas aliéné le domaine, mais il a vendu comme bois de feu les arbres qui grandissaient, vendu au boucher une partie du cheptel ; il n'a plus de fonds de roulement ; il a emprunté sur hypothèque et, gêné, incapable d'essayer des améliorations agricoles, il continue une exploitation qui ne fait plus rendre à la terre tout ce qu'elle pouvait donner. Il est facile de vous faire de semblables images des fonds de commerce et d'industrie grevés à leur transmission de droits trop lourds, et vous comprendrez pourquoi jusqu'à la guerre l'absence des droits de succession en ligne directe et leur modération en ligne collatérale fut un des secrets de la force allemande.

Faut-il du moins prendre au sérieux la prétention de la loi de favoriser la natalité et d'encourager les familles nombreuses en grevant les successions laissées par ceux qui n'ont pas ou qui ont trop peu d'enfants? C'est une pure chimère. Les lois caducaires de Rome, qui étaient sérieuses, se préoccupaient de la fécondité de l'héritier et non du testateur. Imposer à celui-ci une amende d'outre-tombe que ses successeurs seuls paieront est une naïveté. Un père de douze enfants devra payer la taxe successorale sans atténuation s'il hérite d'un oncle qui n'avait pas de postérité. Une remise de 10 pour 100 à partir du quatrième enfant lui est bien accordée, mais seulement sur le droit de mutation. Observons que cette faveur concédée aux parents ne passe point aux enfants d'une famille nombreuse, si, devenus orphelins, ils

recueillent directement une succession. La seule vraie façon d'encourager les familles, c'est d'alléger les taxes successorales, de ne pas croire que les collatéraux même les plus proches sont des sortes d'étrangers dont les neveux doivent être aussi heureux de partager la succession avec l'État que s'ils avaient gagné un gros lot ; ils paieraient moins dans ce cas : la taxe sur les lots est doublée, mais ne représente encore que 20 pour 100. Dans toutes les familles nombreuses, il y a d'ordinaire des membres qui ne se marient pas et qui consacrent leur dévouement et leur patrimoine à alléger pour leurs frères et sœurs les charges de famille et les leur font ainsi plus facilement accepter. Restreindre la famille au groupe strict des parents et des enfants, c'est l'affaiblir, et qui l'affaiblit la stérilise.

L'intérêt de la population comme celui de la production et de l'épargne commandent donc de ne pas accepter comme définitives les dispositions de la loi du 27 juin sur les taxes successorales.

Le premier correctif à y apporter serait d'admettre l'application des tarifs en ligne directe dans les cas nombreux d'adoption de fait, même si les conditions de l'adoption légale n'ont pas pu être remplies. La loi, quand il s'agit de l'impôt sur le revenu, assimile déjà les enfants que le contribuable élève à ses enfants légitimes, naturels ou adoptifs.

Un dégrèvement général des tarifs s'imposerait ensuite. Pourquoi le dire impossible? Notre loi même a bien dégrevé les successions entre époux.

Cette réforme suppose seulement que la crise financière sera surmontée. On ne peut corriger, améliorer la loi du 27 juin que si la grande expérience fiscale qu'elle institue réussit dans l'ensemble. Cette expérience n'est pas tentée dans les meilleures conditions ; les trois régies financières — contributions directes, indirectes, enregistrement — sont appelées à y coopérer avant d'avoir été réorganisées ; des services constitués pour gérer un budget de cinq milliards doivent assurer la rentrée du quadruple d'impôts. Il est d'autant plus urgent d'y pourvoir que si, pour une raison ou une autre, l'expérience fiscale actuelle échouait, la crise financière serait une crise sociale.

M. DE ROUX.

La Sphère et la Croix

CHAPITRE II

La religion du juge.

Le bureau de rédaction du journal *l'Athée* avait cessé, depuis quelques années déjà, d'être une des curiosités de Ludgate Hill. Ce journal n'était pas là dans son atmosphère. Il montrait pour la Bible un intérêt inconnu dans le quartier et une connaissance de ce livre à laquelle n'aurait pu prétendre aucun de ses habitants. C'est en vain que le directeur de *l'Athée* affichait à sa porte de farouches et définitives réclamations au sujet de ce que Noé dans l'arche avait pu faire du cou de la girafe. Vainement il demandait, avec une violence rare, comme s'il posait la question pour la dernière fois, comment l'affirmation que « Dieu est un pur esprit » pouvait se concilier avec cette autre disant que « la terre est l'escabeau de Ses pieds ». C'est en vain qu'il affirmait avec énergie que l'évêque de Londres touchait douze mille livres par an pour dire qu'il croyait au miracle de la baleine avalant Jonas ou qu'il exposait, bien en vue, les calculs les plus étonnamment scientifiques sur la largeur du gosier d'une baleine. Tout cela n'était rien pour les passants. Son indignation spontanée, splendide et vraiment sincère, n'avait donc jamais ému quelqu'un au milieu de cette foule remplissant à toute heure Ludgate Hill? Non, cela ne s'était jamais produit. Le petit homme qui dirigeait *l'Athée* pouvait, certains soirs, bondir hors de sa bou-

tique et montrer le poing à Saint-Paul dans l'excitation de sa guerre sainte. Il aurait pu économiser son émotion. La croix, au sommet de Saint-Paul, et la boutique de *l'Athée* à sa base étaient, l'une comme l'autre, éloignées du monde. La boutique et la croix étaient également surélevées et seules dans les cieux vides.

Pour le petit homme qui dirigeait *l'Athée*, un fougueux petit Écossais, à la barbe et aux cheveux d'un rouge ardent, nommé Turnbull, ce déclin d'importance, aux yeux du public, ne paraissait ni triste ni insensé, mais simplement déconcertant et inexplicable. Les pires propos tenus par lui semblaient acceptés et surtout ignorés à l'égal des lieux communs d'un homme politique. Ses blasphèmes devenaient chaque jour plus passionnés et, chaque jour, la poussière les recouvrait, un peu plus épaisse. Cela donnait à Turnbull l'impression de se trouver dans un monde d'idiots. Il semblait vivre au milieu d'une race d'hommes qui souriaient quand on leur parlait de leur mort ou qui envisageaient distraitement la perspective du Jugement dernier. Les années succédaient aux années et le fait qu'un boutiquier de Ludgate avait condamné Dieu à mort devenait un événement de moins en moins important. Tous les esprits avancés décourageaient Turnbull. Les socialistes disaient qu'il maudissait les prêtres alors qu'il aurait dû maudire les capitalistes. Les artistes, que l'âme atteignait sa plus haute élévation non quand elle se libérait de la religion mais quand elle se libérait de la morale. Ainsi passaient les années jusqu'au jour où un homme arriva enfin qui traita la boutique laïque de M. Turnbull avec un véritable respect et le plus grand sérieux. C'était un jeune homme portant un plaid gris et ce jeune homme brisa la vitre de la porte.

L'assaillant était né dans la baie d'Arisaig, en face de Rum et de l'île de Skye. Ses traits hautains lui donnaient un peu l'air d'un faucon, ses cheveux noirs aux mèches serpentines portaient la marque de cet être à la fois historique et inconnu que l'on nomme rudimentairement celtique mais qui est probablement bien plus ancien que les Celtes, quels qu'ils soient. Il portait le nom et appartenait au clan des Macdonald. Sa famille avait pris, chose assez fréquente parmi les gens de cette classe, un surnom et le jeune homme s'appelait MacIan. Il avait reçu, dans un isolement assez strict, une éducation catholique très complète et très sévère, au milieu de ce petit coin de l'Écosse occidentale où vivent à l'écart des catholiques romains. Son destin l'avait conduit jusqu'à Fleet Street, à

la recherche d'un emploi vaguement offert, sans qu'il ait pu encore nettement comprendre qu'il y eût au monde des gens qui ne fussent pas catholiques. Il s'était découvert un moment devant la statue de la reine Anne, en face de la cathédrale de Saint-Paul, ayant l'impression très ferme que c'était une statue de la Vierge Marie. Il fut surpris du peu d'attention et de respect que montraient à la statue les gens affairés qui passaient près d'elle. Il ne comprenait pas que leur seul principe essentiel au point de vue de l'histoire, que l'unique loi vraiment gravée dans leurs cœurs, c'était la solennelle et réconfortante affirmation que la reine Anne est morte, croyance aussi fondamentale que sa foi en l'existence de Notre-Dame. Tous ceux à qui il avait parlé depuis qu'il avait effleuré nos modes et notre civilisation s'étaient montrés, curieuse coïncidence, ou sympathiques ou hypocrites. D'ailleurs si, par hasard, ils avaient émis d'évidents blasphèmes, il eût été incapable de les comprendre, absorbé qu'il était dans ce qui occupait uniquement sa pensée.

Sur cette côte fantastique de sa terre natale où il se promenait enfant, les falaises étaient aussi fantastiques que les nuages. Le ciel semblait s'humilier et se rapprocher de la terre. Les sentiers de son petit village se mettaient tout de suite à grimper comme pour monter au delà des nues. On eût dit que la voûte céleste tombait sur les collines et que celles-ci la soutenaient. Dans les somptueux couchants d'or, de pourpre et de vert paon, les petits nuages et les îlots se confondaient. Evan vivait comme un homme qui se trouve sur une frontière, la frontière qui sépare ce monde de l'autre. Comme tant d'hommes et de nations qui grandissent en contact avec la nature et les choses ordinaires, il comprit le surnaturel avant de comprendre le naturel. Il avait vu des anges se tenant agenouillés dans l'herbe avant qu'il eût regardé l'herbe. Il savait que les robes de Notre-Dame étaient bleues avant de voir que les églantines dont s'ornaient ses pieds étaient rouges. Plus sa mémoire plongeait au fond de l'obscure maison de l'enfance, plus il retrouvait de ces choses qui n'ont plus de nom pour nous. Toute sa vie, il considéra le monde du plein jour comme une sorte de débris divin, les fragments épars de sa première vision. Les cieux et les montagnes étaient les scories splendides d'un autre monde. Les étoiles étaient les joyaux perdus de la reine. Notre-Dame était partie et les avait laissées par hasard.

Les traditions familiales étaient tout aussi primitives et hors du monde. Son arrière-grand-père avait été massacré à Culloden,

certain en mourant que Dieu rétablirait le roi. Son grand-père, qui n'avait alors que dix ans, avait pris la terrible claymore des mains de son père et l'avait pendue au mur de sa chambre, la fourbissant et l'aiguisant pendant soixante années, pour être prêt lors de la prochaine révolte. Le plus jeune de ses fils, le père d'Evan, avait refusé de voir la reine Victoria. Quant à Evan, il ressemblait trait pour trait à ses pères, mais n'était pas mort avec eux et vivait au vingtième siècle. Il n'était pas du tout le pathétique Jacobite dont nous avons lu l'histoire, laissé en arrière par la marche de toutes choses, mais plutôt, il le croyait, un conspirateur farouche et avisé. Pendant les longues et sombres après-midi de l'hiver écossais, il avait tramé rageusement dans l'ombre des complots sans fin et tracé sur le sable désolé d'Arisaig les plans de la prise de Londres.

Quand il arriva pour s'emparer de la capitale, ce ne fut pas avec une armée de cocardes blanches, mais avec une canne et un petit sac. Londres l'intimida un peu, non qu'il la trouvât grande ni même terrible, mais parce que cette ville le déconcertait. Ce n'était ni la cité d'or ni même l'enfer, c'étaient les limbes. Une émotion le saisit quand, tournant le coin merveilleux de Fleet Street, il vit Saint-Paul se dresser dans le ciel : « Ah ! dit-il après un long silence, voici une chose qui fut bâtie sous les Stuarts ! » Puis, avec un sourire un peu aigre, il se demanda quel était le monument correspondant dû aux Brunswicos et à la Constitution protestante. Après réflexion, il opta pour une annonce juchée sur un toit et qui recommandait des pilules.

Une demi-heure après, ses émotions l'ayant quitté, il se trouvait à la même place, la pensée vide. Et ce fut au cours de cette flânerie sans but qu'il s'arrêta devant les bureaux de *l'Athée*. Il ne vit pas l'enseigne. L'aurait-il vue, que peut-être il ne l'eût pas comprise. Le document mis en montre n'aurait pu choquer l'innocent Écossais n'eût été le fait ennuyeux et bien imprévu que l'innocent Écossais le lut d'un bout à l'autre, ce que n'avaient jamais fait les abonnés les plus enthousiastes du journal et ce qui ne pouvait manquer, en tout cas, de créer une situation nouvelle.

Avec le spirituel instinct du journalisme qui caractérise toute son école, le directeur de *l'Athée* avait imprimé à la première page de sa feuille et placé très en évidence à la vitre de sa porte un article intitulé : « La Mythologie mésopotamienne et son influence sur le folklore syriaque. » M. Evan MacIan se mit à le lire distraitement

comme il aurait lu une feuille d'annonces. Il se vit ainsi octroyer une somme très considérable de renseignements que l'auteur avait accumulés avec cette précision crispante qu'ont les enfants par les lourds après-midi d'été. On sait qu'ils posent alors des questions longtemps après que le sujet ne les intéresse plus et qu'ils sont aussi assommés que leur bonne. Les rues étaient pleines de passants et vides d'aventures. MacIan pouvait perdre un instant et appuyant son long visage maigre contre la vitre froide de la porte, il lut tout ce que l'on pouvait lire sur les dieux de la Mésopotamie. Il apprit ainsi que les Mésopotamiens avaient un dieu nommé Sho (quelques-uns prononçaient Ji) et qu'on le donnait pour un être très puissant, similitude frappante avec certaines expressions touchant Iahveh, que l'on décrit aussi comme doué de puissance. Evan n'avait jamais entendu parler de Iahveh et, s'imaginant qu'il s'agissait de quelque autre idole mésopotamienne, continua sa lecture avec une morne curiosité. Il apprit que le nom de Sho, sous sa troisième forme de Psa, se trouve dans une ancienne légende où l'on parle d'un dieu qui, ainsi que Jupiter en tant d'occasions, séduisit une vierge et engendra un héros. Ce héros, dont le nom n'est pas essentiel à notre existence, fut, dit-on, le héros principal et le sauveur du système éthique mésopotamien. Suivait un paragraphe donnant d'autres exemples de héros et de sauveurs de ce genre nés de relations illicites entre les dieux et les mortels. Puis venait encore un autre paragraphe... mais Evan ne le comprit pas. Il le relut une seconde fois, le relut encore. Enfin il comprit. La vitre tomba sur le trottoir en fragments sonores et Evan, passant par le cadre vide de la fenêtre, bondit dans la boutique, brandissant sa canne.

— Qu'est-ce que c'est? s'écria le petit M. Turnbull, qui se leva d'un bond, ses cheveux rouges pareils à des flammes. Comment osez-vous briser ma vitre?

— Parce que c'était le plus court chemin vers vous, cria Evan en piétinant de colère. Debout, ignoble lâche, et à nous deux! Allons, répugnant maniaque, debout! Vous avez des armes ici?

— Est-ce que vous êtes fou? demanda Turnbull qui le regardait d'un air féroce.

— Et vous? cria Evan. Êtes-vous autre chose qu'un aliéné quand vous emplâtrez votre maison avec ces ordures qui outragent Dieu? Debout! et à nous deux, vous dis-je.

Le visage de M. Turnbull s'éclaira comme d'une aube nouvelle.

Sous ses cheveux et sa barbe rouge, il devint très pâle, subitement envahi d'une joie inconnue. Après vingt ans d'un labeur solitaire et stérile, voilà donc que lui venait sa récompense. Son journal avait mis quelqu'un en colère. Il bondit sur ses pieds comme un enfant ; il vit une jeunesse nouvelle s'ouvrir devant lui. Et comme il arrive assez fréquemment aux messieurs d'âge mûr quand ils voient une jeunesse nouvelle s'ouvrir devant eux, il se trouva en présence de la police.

Les policemen, après quelques questions sentencieuses, prirent au collet les deux enthousiastes, plus respectueux cependant pour le jeune homme qui avait brisé la vitre que pour le mécréant qui avait eu sa porte endommagée. Il y avait, chez Evan MacIan, un air de mystère élégant qui n'existait pas chez le petit boutiquier en colère, un air de mystère et de raffinement qui en imposait aux policemen, car ceux-ci, comme beaucoup d'autres types anglais, sont à la fois des snobs et des poètes. MacIan pouvait être un gentleman, ils le sentaient et, manifestement, le directeur de *l'Athée* n'en était pas un. Les éloquentes protestations, rationalistes et républicaines, du directeur parlant de son respect pour la loi, de son désir ardent d'être jugé par ses concitoyens, parurent à la police un baragouin tout aussi incompréhensible que l'aurait été le mysticisme d'Evan. La police n'a pas coutume d'entendre parler de principes, même des principes de sa propre existence.

Le juge, devant lequel on les conduisit, était un certain M. Cumberland Vane, un homme d'âge moyen, plein de bonne humeur, honorablement connu pour la légèreté de ses sentences et celle de sa conversation. Grand, tiré à quatre épingles, dans une incomparable toilette du matin, il avait l'air d'un gentleman, mais, à vrai dire, d'un gentleman de théâtre.

Il avait souvent jugé des crimes sérieux contre l'ordre et la propriété en les traitant d'un ton badin. Et, pour ce bris de la vitre d'un éditeur, sa verve se donna libre cours.

— Approchez, monsieur MacIan, dit-il en se renversant sur le dossier de son fauteuil, est-ce que vous avez l'habitude d'entrer chez vos amis en passant par la fenêtre? (*Rires dans l'assistance.*)

— Ce n'est pas mon ami, dit Evan d'un ton rogue.

— Ce n'est pas votre ami? dit le magistrat qui devint étincelant. Est-ce votre beau-frère? (*Hilarité bruyante et prolongée.*)

— C'est mon ennemi, dit simplement Evan, c'est l'ennemi de Dieu.

M. Vane se redressa brusquement sur son siège, visiblement gêné, et laissa tomber son binocle.

— Vous ne devez pas tenir ce langage ici, dit-il sèchement, ces choses ne nous regardent pas.

Evan ouvrit ses grands yeux bleus :

— Dieu, commença-t-il...

— Assez ! dit le juge en colère, il est tout à fait indésirable que l'on parle de telles choses dans... un... en public, et... devant un tribunal. La religion est... une... affaire trop personnelle pour qu'on en fasse mention dans un tel endroit.

— Vraiment? questionna l'Écossais. Alors, que viennent de faire tout à l'heure ces policiers en prêtant serment?

— Cela n'a pas de rapport, répondit Vane, qui devenait plus irritable, bien entendu il y a une forme de serment... qu'il faut traiter avec respect... avec respect, et c'est tout. Mais parler dans un lieu public des sentiments les plus sacrés et les plus intimes de quelqu'un... eh bien ! j'appelle cela du mauvais goût. (*Légers applaudissements.*) J'appelle cela de l'irrévérence. De l'irrévérence, monsieur, et je ne suis pas cependant très orthodoxe.

— Je le vois, dit Evan, mais moi je le suis.

— Vous vous éloignez du sujet, dit le juge qui fit un effort pour se contenir, puis-je vous demander pourquoi vous avez brisé la vitre de ce digne citoyen?

Evan pâlit légèrement en se rappelant la scène, mais il répondit, du même ton précis et glacé qu'il avait eu jusqu'alors :

— Parce qu'il a blasphémé Notre-Dame.

— Je vous répète une fois pour toutes, s'écria M. Cumberland Vane, en frappant sur la table, je vous répète une fois pour toutes, mon garçon, que je ne tolérerai pas ici vos divagations. Ne vous imaginez pas m'impressionner. Les gens qui ont le plus de religion ne sont pas ceux qui en parlent. (*Applaudissements.*) Vous avez à répondre à mes questions, et c'est tout.

— Je n'ai pas fait autre chose, dit Evan qui sourit légèrement.

— Hein? s'écria Vane, dont les yeux étincelèrent derrière son binocle.

— Vous m'avez demandé pourquoi j'ai brisé la vitre de sa porte, dit MacIan, le visage impassible. J'ai répondu : « Parce qu'il a blasphémé Notre-Dame. » Je n'ai pas d'autre raison à invoquer. Et, par conséquent, pas d'autre réponse à faire.

Vane continuait à fixer le jeune homme avec une dureté qui ne lui était pas habituelle.

— Vous ne prenez pas le bon chemin, monsieur, dit-il d'un ton sévère, vous ne prenez pas le bon chemin pour que... votre affaire soit examinée avec indulgence. Si vous aviez simplement exprimé le regret de votre acte, je me serais senti très disposé à le considérer comme un accès de mauvaise humeur. En ce moment même, si vous dites que vous êtes fâché d'avoir agi de la sorte, je pourrai...

— Mais je ne suis pas fâché le moins du monde, dit Evan. Je suis très content.

— Je crois vraiment que vous êtes fou, dit le juge indigné, car il avait fait de son mieux, comme un homme d'un bon caractère, pour discuter avec calme. Quel droit pouvez-vous bien avoir de briser les vitres des gens dont les opinions ne s'accordent pas avec les vôtres? Cet homme n'a fait qu'exprimer ce qu'il croyait sincèrement.

— Moi aussi, dit l'Écossais.

— Et qui êtes-vous? cria Vane au paroxysme de la colère. Vos opinions sont-elles nécessairement les bonnes? Êtes-vous nécessairement en possession de la vérité?

— Oui, dit MacIan.

Le magistrat éclata d'un rire méprisant.

— C'est une infirmière qu'il vous faut, conclut-il. Vous paierez dix livres d'amende.

Evan MacIan plongea la main dans une des larges poches de son vêtement gris et en sortit une bourse de cuir, de forme singulière, qui contenait exactement douze souverains. Il allongea en silence pièce par pièce, la somme exigée, et, toujours en silence, réintégra le surplus dans sa bourse. Enfin il articula :

— Puis-je dire un mot, Votre Honneur?

Cumberland Vane semblait à demi hypnotisé par le silence et les mouvements d'automate du jeune étranger : il fit un signe de tête qui voulait aussi bien dire oui que non.

— Je voulais déclarer simplement, Votre Honneur! fit MacIan en remettant sa bourse dans la poche de son pantalon, que le bris de la vitre en question fut, je l'avoue, un geste inutile et plutôt irrégulier. Son excuse, si vous le voulez, c'est qu'il ne s'agit là que d'un simple prélude à ce qui va suivre, une sorte de préface. N'importe quand et n'importe où je rencontrerai cet homme, et il montrait du doigt le directeur de *l'Athée*, que ce soit hors d'ici, dans dix minutes,

ou dans vingt ans sur une terre étrangère et lointaine, n'importe où et n'importe quand, je me battrai avec lui. N'ayez crainte, je ne me jetterai pas sur lui comme une brute. Je me battrai avec lui en gentilhomme, comme se battaient nos pères. C'est lui qui choisira les armes, les conditions : épée ou pistolet, à pied ou à cheval. Mais s'il refuse, j'écrirai sa lâcheté sur tous les murs de l'univers. S'il avait dit de ma mère ce qu'il a dit de la Mère de Dieu, il n'y a pas un seul homme digne de ce nom qui m'eût dénié le droit de le provoquer en duel. S'il avait dit cela de ma femme, vous-mêmes, Anglais, vous m'auriez permis de le rosser en pleine rue comme un chien. Votre Honneur ! je n'ai plus de mère, je n'ai pas de femme. Je n'ai que ce que les pauvres ont aussi bien que les riches, ce que l'homme seul possède aussi bien que celui qui compte de nombreux amis. Ce monde étrange où nous vivons m'est accueillant quand même parce que j'y trouve en secret un foyer. Ce monde cruel m'est aimable parce que, plus haut que les cieux, il y a quelque chose de plus humain que l'humanité. Si un homme ne doit pas se battre pour cela, pour quoi se battra-t-il? Je me battrais pour mon ami, mais si mon ami disparaît, je serai là encore. Je me battrais pour mon pays, mais si mon pays est perdu, je pourrais vivre encore. Mais si ce que rêve ce démon était vrai, je ne serais plus... j'éclaterais comme une bulle de savon et je disparaîtrais. Je ne pourrais vivre dans cet univers imbécile. Est-ce que je ne puis me battre pour ma propre existence?

Le juge recouvra l'usage de la parole et sa présence d'esprit. La première partie du discours, le défi ampoulé et brutalement pratique l'avait étourdi, mais les remarques dont Evan fit suivre ce défi, se ramifiant en phrases théoriques, donnèrent à son esprit vague et très anglais une sensation imprécise de soulagement, comme si le jeune étranger, bien que manifestement privé de raison, n'eût pas été aussi dangereux qu'il le craignît. Il eut une sorte de rire énervé.

— De grâce, mon garçon, dit-il, ne parlez pas tant. Laissez un peu parler les autres. (*Rires dans l'assistance.*) Je crois que tout ce que vous avez dit au sujet de votre duel avec M. Turnbull n'est qu'une plaisanterie. Néanmoins, pour éviter des accidents, je vous ordonne dès maintenant de faire la paix.

— Faire la paix? répéta Evan. Avec qui?

— Avec M. Turnbull, dit Vane.

— Certainement non, répondit Evan. Qu'a-t-il à faire avec la paix?

— Voulez-vous dire, commença le juge, que vous refusez...

La voix de Turnbull lui-même s'éleva pour la première fois.

— Me permettez-vous, Votre Honneur, dit-il, de faire remarquer que je puis, moi-même, régler jusqu'à un certain point cette ridicule affaire. Ce monsieur, plutôt forcené, promet qu'il ne m'attaquera pas de vulgaire façon, brutalement et sans me prévenir... S'il le faisait, vous pouvez être sûr que la police en entendrait parler. Mais il dit qu'il ne le fera pas ; il affirme qu'il me provoquera en duel et je ne saurais rien dire de plus fort sur son état mental que ceci : je crois tout à fait probable qu'en effet il m'offrira de me battre avec lui. (*Rires.*) Mais il faut être deux pour se battre en duel, Votre Honneur. (*Nouveaux rires.*) Il m'est absolument indifférent d'être désigné sur tous les murs du monde comme le lâche qui n'a pas voulu se battre dans Fleet Street à propos de la Vierge Marie ayant ou non sa pareille dans la mythologie mésopotamienne. Non, Votre Honneur. Vous n'avez pas besoin de lui ordonner de faire la paix avec moi. Je m'engage moi même à faire la paix et vous pouvez être assuré qu'il n'y aura pas de duel pour clore cette affaire.

M. Cumberland Vane eut un rire épanoui et se renversa dans son fauteuil.

— Vous êtes une brise d'avril, monsieur, s'écria-t-il. Vous nous apportez une bouffée d'ozone après toutes ces folies. Peut-être ai-je pris la chose trop au sérieux. J'aimerais être là quand il vous enverra sa provocation et voir votre sourire. C'est bien. Vous pouvez vous retirer, messieurs.

Evan sortit de la salle d'audience, libre mais singulièrement agité, comme un homme qui a la fièvre. Il aurait trouvé tout naturel de s'entendre condamner à un châtiment quelconque, mais le rire de son juge faisant subitement chorus avec le rire de l'homme qu'il avait insulté, lui donnèrent je ne sais quel sentiment de dépression ou, tout au moins, de défaite. Il était incontestable que le monde moderne tout entier regardait son monde à lui comme une chimère. Aucune cruauté n'aurait pu lui démontrer cette opinion mais leur indulgente bonhomie la mettait devant ses yeux avec une clarté affreuse. Comme il restait là, songeur, il s'aperçut tout à coup qu'un homme de petite taille, l'air grave, se dressait silencieusement en face de lui. Les yeux de cet homme étaient gris et terribles, et sa barbe rouge. C'était Turnbull.

— Eh bien ! monsieur, dit le directeur de *l'Athée*, où a-t-il lieu ce duel? Indiquez-moi l'endroit, monsieur?

Evan resta comme foudroyé. Il bégaya quelques mots presque à son insu et ce fut la réponse de l'autre qui lui fit deviner ce qu'il avait dit lui-même.

— Si je veux me battre? Si je veux me battre? criait le libre-penseur. Quoi? Monstrueux épouvantail de superstition, croyez-vous que vos saints crasseux soient les seuls qui puissent mourir? Est-ce que vous n'avez pas pendu, brûlé, bouilli des athées? Ont-ils jamais renié leurs idées? Croyez-vous que nous ne voulons pas nous battre? J'ai demandé nuit et jour, j'ai langui dans l'espoir d'une révolution athée, du désir de voir votre sang et le nôtre dans les rues? Le vôtre ou le mien?

— Mais vous avez dit..., commença MacIan.

— Je sais, dit Turnbull d'un ton méprisant. Et vous, qu'avez-vous dit? Maudit fou, vous avez dit des choses à nous faire enfermer pour un an. Si vous vouliez un duel, pourquoi en informer cet âne? Je vous ai fait sortir pour nous battre. Maintenant, allez-y, si vous l'osez.

— Je vous ai dit, dit MacIan, après une pause, je vous jure que rien ne pourra se dresser entre nous pour nous empêcher de nous battre. Je jure que je n'aurai rien dans le cœur et dans la tête tant que nos épées ne se seront pas croisées. Je le jure par le Dieu que vous avez nié, par la Vierge bénie que vous avez blasphémée, par les sept glaives plantés dans son cœur. Je le jure par l'île sainte où sont mes pères, par l'honneur de ma mère, par les secrets de ma race et par le calice du Sang de Dieu.

L'athée redressa la tête :

— Et moi, dit-il, je vous donne ma parole.

CHAPITRE III

Antiquités.

La lumière du soir, qui faisait du ciel un dôme d'or solide sous lequel planait un seul nuage de flamme, transformait les plus humbles coins de Londres. C'est ainsi qu'une petite rue sordide près de Saint-Martin-sur-Lane avait l'air d'être pavée d'or. La boutique du prêteur sur gages, au milieu de cette rue, brillait comme un phare et la pauvre petite librairie pseudo-française, une sorte d'échoppe emplie de grivoiseries moroses, se parait un instant d'une sorte de

coquetterie parisienne. Une autre boutique, située entre celle du prêteur et l'échoppe aux brochures indécentes, étalait sous ce rayonnement je ne sais quel faste de beauté ancienne. C'était, en effet, par hasard, une boutique qui n'était pas dénuée d'attraits. Des lueurs de bronze clair et d'acier bleu emplissaient sa vitrine, lueurs où scintillaient comme des étoiles les feux de prétendus joyaux. C'était, en somme, une boutique de bric-à-brac et d'antiquités. Une rangée d'épées du dix-septième siècle formait comme une grille ornée devant la vitrine. Derrière cette grille brillaient d'un éclat plus sombre des meubles en chêne sculpté et de vieilles armures. Au-dessus pendaient en désordre des outils ou ustensiles venus des mers du Sud et dont les naturels avaient dû se servir pour tuer leurs ennemis ou simplement les faire cuire, chose qu'aucun blanc n'aurait pu définir avec précision. Mais ce qu'il y avait de saisissant pour l'œil qui, dans cette riche soirée, se serait arrêté sur la boutique, c'était ce détail de deux portes ouvertes : l'une donnant sur la rue et l'autre sur un curieux petit jardin, un carré de verdure dont le soleil faisait un carré d'or. Rien de plus beau que de regarder ainsi comme à travers la voûte d'une maison, comme si le ciel était devenu une chambre intérieure et le soleil une lampe cachée qui l'éclaire.

J'ai suggéré cette idée que la lumière du couchant embellissait tout. Dire qu'elle embellissait le propriétaire de ces antiquités serait peut-être rendre à son pouvoir un tribut exagéré. Elle l'eût facilement embelli s'il n'eût été que sale et misérable, un juif du type souffre-douleur. Mais c'était un juif d'un type beaucoup moins admirable, un juif portant un nom très sonore. Bien qu'il n'y ait pas de règle certaine pour séparer le froment de l'ivraie, il en est une un peu rude mais sûre qui veut que le beau juif se nomme Moïse Salomon et que le juif honteux s'appelle Thornton Percy. L'antiquaire appartenait à la branche Thornton Percy du peuple élu, à ces dix tribus perdues dont tout le travail consiste à se perdre. C'était un homme encore jeune mais déjà corpulent, avec des cheveux noirs luisants, vêtu avec recherche mais sans élégance, offrant un sourire perpétuel qui semblait d'abord aimable et qui n'était que sournois. Le nom peint sur la boutique était Henry Gordon, mais deux Écossais qui se trouvaient ce soir-là dans sa boutique ne purent lui découvrir aucune trace d'accent écossais.

L'un de ces deux clients, celui qui semblait commander (M. Henry Gordon eut l'impression qu'il l'avait vu quelque part), était un petit

homme résolu, avec de beaux yeux gris, cravaté de rouge, ayant une barbe rousse, coupée en carré, qu'il portait agressivement en avant comme s'il mettait au défi qu'on vînt la lui tirer. L'autre, un grand jeune homme blême et silencieux, se tenait en comparaison tellement à l'arrière-plan, qu'il avait l'air, dans son vêtement gris, d'une sorte de fantôme.

Les deux Écossais s'intéressaient aux épées du dix-septième siècle. Ils se montraient très difficiles. Toute une panoplie de ces armes était étalée devant eux et ils les remuèrent bruyamment sur le comptoir jusqu'à ce qu'ils en aient trouvé deux ayant exactement la même longueur. Peut-être désiraient-ils cette symétrie pour quelque trophée décoratif. Cependant ils en tâtèrent la pointe, les soupesèrent et courbèrent la lame en cercle pour en éprouver la souplesse, ce qui, pour des objets décoratifs, était pousser le réalisme un peu loin.

— Celles-ci feront l'affaire, dit le singulier personnage à la barbe rouge. Peut-être ferai-je mieux de les payer de suite. Et, puisque c'est vous, monsieur MacIan, qui êtes l'agresseur, il convient, je crois, que vous expliquiez la situation.

Le grand jeune homme en gris fit un pas en avant, et, d'une voix nette et tranchante, mais en quelque sorte sans timbre, comme celle d'un homme qui s'acquitte d'une ennuyeuse formalité :

— Le fait est, monsieur Gordon, dit-il, que nous devons remettre notre honneur entre vos mains. Des paroles ont été échangées entre M. Turnbull et moi sur un sujet très grave et d'une importance incalculable. Nous devons nous battre. Malheureusement, comme la police en quelque sorte nous poursuit, nous sommes pressés et nous devons agir tout de suite et sans témoins. Mais si vous voulez être assez aimable pour nous accepter dans votre petit jardin et surveiller le combat, nous vous serons très...

Le boutiquier, sortant de sa stupeur, éclata :

— Vraiment, messieurs, êtes-vous fous? Un duel! Un duel dans mon jardin! Allez-vous-en, messieurs, allez-vous-en. Mais quoi, quel est le sujet de votre querelle?

— Nous nous sommes disputés, dit Evan, de la même voix blanche, sur la religion.

Le gros homme tomba sur sa chaise en proie à une crise de fou rire.

— Eh bien! voilà une drôle d'affaire, dit-il. Ainsi, vous voulez commettre un assassinat pour un motif de religion? Eh bien! ma religion à moi a un peu de respect pour l'humanité, et...

— Excusez-moi, interrompit brusquement et d'un ton furieux Turnbull qui montrait du doigt la porte du prêteur sur gages, cette boutique est-elle à vous?

— Mais... oui... dit Gordon.

— Et celle-ci? répéta l'homme à la barbe rouge, désignant de l'autre côté la librairie pornographique.

— Et après?

— Eh bien! alors, s'écria Turnbull avec mépris, je regrette de vous avoir ennuyé à propos d'honneur. Regardez-moi, mon brave, je crois à l'humanité. Je crois à la liberté. Mon père est mort pour elles sous les épées de la Yeomanry. Je vais mourir pour elles s'il en est besoin, d'un coup de cette épée qui est là sur votre comptoir. Mais il est quelque chose qui me fait douter de moi et c'est votre large face sordide. Il est difficile de croire que vous n'étiez pas destiné à être tenu en laisse comme un chien ou écrasé comme un cafard. N'essayez pas de m'imposer votre philosophie d'esclave. Nous allons nous battre, et nous battre dans votre jardin, avec vos épées. Taisez-vous! Si vous élevez la voix, je vous passe cette lame à travers le corps.

Et Turnbull en effet appuya la fine pointe de son épée sur le gilet éclatant du juif qui s'était levé haletant de rage et de peur.

— MacIan, dit Turnbull, d'un ton familier comme s'il parlait à un associé, MacIan, attachez ce drôle et bâillonnez-le. Taisez-vous, vous dis-je, ou je vous cloue là avec mon épée.

L'homme était trop effrayé pour crier, mais il lutta désespérément tandis qu'Evan MacIan, dont les longues mains maigres étaient d'une force peu commune, le ligotait avec des cordons d'anciennes tapisseries, lui introduisait dans la bouche un tampon d'étoupe et l'envoyait rouler sur le plancher.

— Il n'y a rien de bien solide ici, dit Evan en regardant autour de lui. J'ai peur que, avant une demi-heure, il ne se soit débarrassé de son bâillon.

— Oui, dit Turnbull, mais l'un de nous à ce moment-là sera mort.

— Soit, dit le Highlander, jetant un regard de doute sur l'homme ligoté qui se débattait sur le plancher.

— Et maintenant, fit Turnbull qui frisa sa moustache et tâta ensuite la lame de son épée, allons dans le jardin. Quel beau soir d'été!

MacIan ne dit rien mais prit son épée sur le comptoir et sortit dans le petit jardin plein de soleil.

Les combattants plantèrent dans le gazon leurs armes que la lumière du couchant faisait briller comme deux flammes blanches, et enlevèrent leurs chapeaux, leurs vestes, leurs gilets et leurs souliers. Evan dit tout bas une courte prière en latin, tandis que Turnbull faisait mine d'allumer une cigarette qu'il rejeta l'instant d'après quand il vit MacIan debout et prêt au combat. Mais MacIan n'était pas prêt. Il restait là, debout, les yeux fixes, comme un homme entré en extase.

— Qu'est-ce que vous regardez comme cela? dit Turnbull. Est-ce que vous voyez les gendarmes?

— Je vois Jérusalem, dit Evan, couverte des boucliers et des étendards des Sarrasins.

— Jérusalem! dit Turnbull en riant. Nous avons fait prisonnier son seul habitant.

Et, ramassant son épée, il la fit siffler comme une badine.

— Je vous demande pardon, dit sèchement MacIan. Commençons.

Il fit avec son arme un salut militaire que Turnbull copia ou parodia avec une impatience pleine de dédain et, dans le silence du jardin, les épées en se croisant rendirent un son clair. A l'instant où les lames se touchèrent, chacun des deux combattants sentit son épée tressaillir de la poignée jusqu'à la pointe d'une vitalité personnelle. Evan avait montré jusque-là un air indifférent, une sorte d'apathie qui aurait pu être celle d'un homme sans désir et sans volonté. Mais c'était en réalité l'apathie bien plus terrible d'un homme qui désire une chose et qui ne se soucie de rien autre. Et c'est ce que l'on vit tout à coup, car au moment précis où Evan engagea l'épée, ce fut pour combattre avec une infernale violence. Son adversaire parait et ripostait avec une promptitude désespérée, mais ses parades et ses ripostes suffisaient tout juste à le couvrir. Evan semblait s'être débarrassé de quelque chose de lourd et d'insupportable dès la première botte qu'il essaya, devenu subitement plus léger, plus froid et plus agile. Après une première passe, il se remit en garde, toujours farouche, mais cette fois avec plus de prudence. Turnbull attaqua. MacIan eut l'air d'attraper au vol la pointe de son épée et, la rejetant loin de lui, allait riposter, prompt comme la foudre quand un bruit subitement perçu le paralysa, un bruit qui se fit entendre malgré le cliquetis des épées. Turnbull, peut-être saisi d'un étonnement égal, peut-être par chevalerie, s'arrêta, lui aussi, au lieu de percer de son épée son ennemi sans défense.

— Qu'est-ce que c'est que cela? demanda Evan d'une voix rauque.

Un bruit sourd, comme celui d'une malle que l'on traîne sur un plancher, venait de la boutique sombre, ouverte derrière eux.

— Le vieux juif a brisé une de ses cordes, dit Turnbull, et il rampe pour sortir. Dépêchons-nous ! Il faut en finir avant qu'il ne se débarrasse de son bâillon.

— Oui, oui, vite ! En garde ! s'écria le Highlander. Les épées sonnèrent de nouveau l'une contre l'autre et les deux hommes reprirent la lutte, avec les mêmes visages pâles et attentifs. Evan, dans son impatience, recouvra en partie son énergie sauvage. Il faisait, comme disent les duellistes français, des « moulinets » et bien qu'il fût probablement un peu plus habile que son adversaire, il sentit par deux fois passer la pointe de Turnbull si près de son visage qu'elle faillit lui égratigner la joue. La seconde fois, il comprit la possibilité réelle d'être battu et se ramassa sur lui-même, ranimé par la colère. Il rétrécit pour ainsi dire le champ d'opération de son épée ; il se battit (comme disent les maîtres d'armes) dans un anneau, repoussant les attaques de Turnbull avec une régularité affolante et presque automatique, comme le déclic d'une machine. Toutes les fois que l'arme de Turnbull cherchait à passer par-dessus la ligne blanche qui s'agitait devant ses yeux, elle semblait être prise dans les mailles compliquées d'un filet. MacIan repoussait toutes les attaques l'une après l'autre. Puis tout à coup il fonça sur son adversaire. Turnbull fit un bond en arrière mais Evan le poursuivit, son épée travaillant comme un piston diabolique. Et, tout à coup, plus fort que le bruit de la lutte, éclata dans le silence du soir une sorte de bêlement, le cri rauque d'un homme au paroxysme de la souffrance : « Au secours ! au secours ! à l'assassin ! à l'assassin ! » Le bâillon avait été arraché.

— Continuons, cria Turnbull qui suffoquait. L'un de nous deux peut être tué avant que l'on ne vienne.

La voix du boutiquier devenait si forte qu'elle couvrait non seulement le bruit des armes, mais encore tous ceux d'alentour et cependant, à travers ces cris déchirants, l'oreille percevait maintenant une rumeur grandissante. A l'instant même où il allait se jeter sur Turnbull, Evan vit dans les yeux de celui-ci une expression si singulière qu'il abaissa son épée. L'athée fixait de ses yeux gris aux prunelles dilatées, par-dessus l'épaule de son adversaire, la porte de la boutique

donnant sur la rue. Cette porte était ouverte et son cadre s'emplissait de visages singuliers.

— Il faut filer, MacIan, dit-il brusquement. Pas une seconde à perdre. Faites comme moi.

Rapide comme l'éclair, il ramassa ses vêtements et ses bottines et plaçant son épée sous le bras, il bondit au fond du jardin, escalada le mur et sauta. Trois secondes après, MacIan l'avait rejoint, serrant contre lui dans un geste désespéré son épée, ses habits et ses chaussures.

Ils étaient tombés dans une ruelle très étroite et tout à fait solitaire, mais très proche d'une rue fréquentée. A ce moment, un hansom-cab passait à vide au coin de la ruelle. Turnbull siffla à deux reprises. Tout en sifflant il put entendre les voix des policiers et des voisins qui avaient fait irruption dans le jardin.

La voiture tourna brusquement et pénétra dans la petite ruelle en heurtant ses roues à l'angle du trottoir. Mais quand le cabman vit ses clients, deux hommes aux cheveux en désordre, à demi vêtus et déchaussés, chacun une épée nue sous le bras, il changea d'allure et s'arrêta net, le regard soupçonneux.

— Parlez-lui une minute, murmura Turnbull qui se rejeta dans l'ombre du mur.

— Nous avons besoin, dit MacIan au cocher sur un ton de parfaite assurance, que vous nous conduisiez à St. Pancras Station très vite.

— Excusez, dit le cabman, mais j'aimerais savoir d'où vous venez.

Il venait à peine de poser sa question que MacIan entendit une grosse voix qui disait : « Je crois qu'il faut grimper en haut de ce mur pour les voir. Faites-moi la courte échelle. »

— Cocher, dit MacIan avec un flegme imperturbable, si vous désirez absolument savoir d'où je viens, je vous le dirai en grand secret. J'arrive d'Écosse. Et je vais à St. Pancras Station. Ouvrez la portière.

Le cabman, d'abord interloqué, se mit à rire. La grosse voix reprit : « S'il vous plaît, monsieur Price, aidez-moi mieux cette fois. » Et Turnbull sortit de l'ombre. Il avait enfilé en hâte son veston, laissant son gilet sur le trottoir, et grimpa sur le cab, derrière le cocher. MacIan n'eut pas la moindre intuition de ce qu'allait faire Turnbull, mais un instinct de discipline que lui avaient légué plusieurs générations de soldats le fit s'attacher à son rôle qui était de se confier à son compagnon.

— Ouvrez la portière, cocher, répétait-il avec quelque chose de cette obstination solennelle qu'ont les ivrognes ; ouvrez la portière. Vous ne m'avez donc pas entendu?

Le casque d'un policier apparaissait à la crête du mur. Le cocher ne le voyait pas, mais toujours soupçonneux il reprit :

— Faites excuse...

Plus rapide qu'un chat, Turnbull l'enleva de son siège et le fit dégringoler dans la rue.

— Donnez-moi son chapeau, dit-il d'une voix à laquelle l'autre obéit comme à un clairon, et montez avec les épées.

Et au moment même où le visage écarlate et furibond d'un policeman apparaissait au sommet de la muraille, Turnbull enveloppa le cheval d'un terrible coup de fouet et la voiture partit comme une flèche.

Ils avaient déjà enfilé sans incident sept rues et trois ou quatre places, quand, dans le voisinage de Maida Vale, Turnbull ouvrit la petite trappe, en haut du cab.

— Monsieur MacIan, dit-il d'un ton bref et courtois.

— Monsieur Turnbull, répondit sans bouger son compagnon.

— Dans les circonstances où nous nous trouvons maintenant, il n'y a place que pour l'action brusque et violente. J'espère donc que vous n'avez pas lieu de vous plaindre de moi si j'ai différé jusqu'à ce moment l'entretien qu'il nous faut avoir sur notre position présente ou notre action future. En ce qui concerne notre position présente, monsieur MacIan, j'imagine qu'il n'est pas nécessaire de la décrire. Nous avons enfreint la loi et nous sommes en fuite devant ses représentants. Notre action future est une chose sur laquelle je garde quant à moi des opinions bien arrêtées. Je n'ai pas le droit de préjuger des vôtres, bien que je me sois formé une idée très nette de votre caractère et de ce que vous pourrez penser. Néanmoins, je dois en toute justice vous demander si vous désirez continuer nos rapports interrompus.

MacIan renversa sur les coussins son visage blême et fatigué.

— Monsieur Turnbull, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit auparavant. Une chose profondément gravée dans mon esprit, c'est que vous et moi, seuls occupants de ce cab vagabond, nous sommes les deux personnages les plus importants de Londres et peut-être d'Europe. J'ai regardé toutes les rues que nous venons de traverser, toutes les boutiques, toutes les églises que nous avons rencontrées.

Tout d'abord, j'ai été un peu étourdi. Je ne pouvais comprendre ce que tout cela signifiait. Mais maintenant je le sais. Toutes ces choses nous représentent. Toute cette civilisation n'est qu'un songe. C'est vous et moi qui sommes là réalité.

— Le symbolisme religieux, dit à travers la trappe M. Turnbull, n'intéresse pas beaucoup d'ordinaire, vous le savez sans doute, les penseurs de l'école à laquelle j'appartiens. Mais je puis reconnaître une certaine part de vérité dans celui dont vous faites usage en cette occasion. C'est pour cette vérité même qu'il nous faut combattre : c'est parce que, ainsi que vous le dites avec raison, nous avons trouvé la réalité de l'un et de l'autre. L'un de nous doit tuer l'autre ou le convertir. Je croyais que tous les chrétiens étaient des hypocrites et je me sentais pour eux plein de mansuétude. Mais je sais que vous êtes sincère et je vous ai en haine. De même, vous croyiez que tous les athées ne voient dans l'athéisme que la liberté d'être immoral et cependant au fond de votre cœur vous étiez plein de tolérance pour eux. Maintenant vous *savez* que je suis un honnête homme et vous me haïssez follement comme je vous hais. Oui, c'est ainsi. Vous ne pouvez pas avoir de haine pour les méchants. Mais un brave homme qui est dans l'erreur... eh bien ! on a soif de son sang. Oui, vous m'ouvrez tout un horizon.

— Faites attention de n'écraser personne, dit Evan, toujours sans bouger.

— Encore une idée intéressante, dit Turnbull, et il ferma la trappe.

La voiture filait toujours. Ils étaient partis avec une telle promptitude que la poursuite de la police n'avait pu, selon toute probabilité, s'engager avec quelque chance de succès.

Turnbull prenait de préférence les grandes voies. Ce fut en passant par l'une des plus tranquilles qu'Evan entreprit de remettre ses souliers.

Dans le haut d'Albany Street, le singulier cabman ouvrit de nouveau la trappe.

— Monsieur MacIan, dit-il, je pense que nous avons nettement établi que, pour employer le langage conventionnel, l'honneur n'est pas satisfait. Notre action ininterrompue doit reprendre. Ceci, je pense, est compris.

— Parfaitement, répondit l'autre, le lacet de son soulier entre les dents.

— Dans ces conditions, reprit Turnbull et sa voix avait un léger tremblement qui ne lui était pas familier, j'ai une suggestion à faire, si cela peut s'appeler une suggestion, car vous avez probablement eu la même pensée que moi. Jusqu'à ce que l'événement désiré se produise, nous sommes pratiquement dans la position sinon de camarades, du moins d'associés. J'estime donc que, tant que l'affaire ne sera pas close, se quereller serait inconvenant et inesthétique, tandis que l'échange ordinaire de politesses entre honnêtes gens serait non seulement élégant, mais étonnamment pratique.

— Vous avez parfaitement raison, repartit MacIan de sa voix mélancolique, en disant que mes pensées ont dû rejoindre les vôtres. Tous les duellistes doivent se conduire entre eux comme des gentlemen. Mais la bizarrerie de notre position mutuelle fait que nous sommes quelque chose de plus que des duellistes ou des gentlemen. Nous sommes, au sens le plus étrange en même temps que le plus exact du mot, des frères... d'armes.

— Monsieur MacIan, répondit Turnbull très calme, n'en disons pas davantage. Et il referma la trappe.

Ils avaient atteint Finchley Road quand il la rouvrit.

— Monsieur MacIan, puis-je vous offrir un cigare?

— Merci, répondit Evan... Vous êtes très aimable.

Et il se mit à fumer dans le cab.

G. K. Chesterton.

(*A suivre.*)

(Traduit par Ch. Grolleau, avec l'autorisation des éditeurs Wells Gardner, Darton et Co.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA FRANCE ET LE SLAVISME

C'EST en 1051 que notre roi Henri Ier épousait la princesse Anne de Russie, mais ce n'est pas avant le dix-septième siècle que l'État de Pierre le Grand s'est introduit, pour n'en plus guère sortir, dans la politique européenne. 1796 vit des débarquements de soldats russes en Hollande ; quinze ou seize ans plus tard, Napoléon aurait pu se vanter, au Kremlin, de n'avoir pas commencé le premier le petit jeu qui devait amener en 1814 et 1815 le tsar Alexandre à Chaumont, pour notre perte, puis à Paris, pour notre salut.

La Restauration et le régime de Juillet, en dépit de quelques intrigues russophiles, furent traversés, comme d'une veine rouge sang, par la terreur du cosaque ; tandis qu'on tremblait devant le pouvoir autocratique, la Prusse nouait silencieusement ses fils. Quiproquo funeste, dont Napoléon III devait périr, en nous entraînant dans sa débâcle.

Dès les premiers revers lorrains des armées impériales, l'idée se fait jour à Paris que l'appui russe, par position, assurerait tôt ou tard notre revanche. C'est l'époque où la confusion des valeurs fait transposer en style politique, toujours précis, les vagues indications de l'ethnographie, aussi ne dit-on pas l'Empire russe, on dit le slavisme.

L'histoire n'approuve pas ce terme ; elle ignore les Slaves. Tour à tour, elle nous montre des Bulgares, qui furent, après la quatrième

croisade, nos ennemis farouches ; des Serbes, pour lesquels, un siècle plus tard, nous prions à genoux, alors que l'État serbe, détruit sur le champ de bataille de Kossovo, n'existe déjà plus depuis quinze jours ; des Polonais, qui, pendant quatre siècles, vont alimenter nos combinaisons diplomatiques, puis nos discordes civiles, nos romans, nos pièces de théâtre ; des Monténégrins, adversaires de Napoléon, mais nulle part elle ne nous présente de bloc slave, propre à servir d'élément massif dans une politique rationnelle et pratique.

Si l'on ouvre les fenêtres du « slavisme » pour le contempler à l'intérieur, on constate aussitôt chez lui autant de discordes qu'au sein de l'univers germanique, et certainement plus qu'entre les nations dites latines. Russes contre Polonais, Serbes contre Bulgares, Bulgares contre Russes, Ruthènes contre Polonais, Slovaques et Polonais contre Tchèques, *au sein du slavisme le déchirement est la règle.* D'où il résulte qu'on ne peut l'utiliser que par morceaux, et qu'il suffit de montrer de la préférence envers l'un d'eux pour que ses antagonistes naturels se retournent automatiquement contre vous.

En réalité, il existe, au sein du slavisme, des nations qui se jalousent et s'affrontent périodiquement, comme dans les autres parties du monde politique. A une époque où ces jalousies redoublent de fureur, mais où l'on s'obstine à ne pas évaluer cette fureur en termes exacts, il est nécessaire de s'appesantir sur ces vérités de premier ordre.

Cette nécessité ressort avec d'autant plus de force que, si l'on gratte les dehors de l'histoire européenne depuis cent ans pour en dégager l'ossature, on sera plutôt porté à faire aux querelles slaves une part plus grande que plus petite. De quel poids n'a pas pesé, dans l'équilibre russo-allemand, le fardeau polonais ! Et les révoltes croates en Hongrie ! Et la poussée serbo-bulgare ! La crise actuelle n'a-t-elle pas été ouverte en 1912, dès octobre, par l'initiative monténégrine — au fond, par l'initiative russe?

Ce qui a pu, jadis, donner le change, ce sont les prétentions russes à absorber le monde slave. Il fut un temps en effet où *pan lavisme* avait une signification nettement politique : ce mot disait la volonté russe de démembrer à son profit non seulement l'Autriche-Hongrie, mais la Turquie. Déjà maîtresse de la Pologne, la Russie serait devenue la seule expression politique et des Tchèques, et des Serbes, et des Bulgares. Ce rêve insensé tomba très vite, même en Russie. En France, il dure encore, depuis 1878, sous sa forme ethnographique ; il inspire de hautes mesures administratives et une conception de

l'équilibre européen. Veillons grandement à n'en être pas dupes.

Le degré de cohésion fourni par l'ethnographie à ses divers ressortissants serait exactement mesuré, à l'heure qu'il est, par les rapports russo-polonais ou, mieux, par les relations plutôt tendues de Wrangel et de Lénine (le premier étant d'ailleurs un baron balte, de souche allemande, et le second un Mongol, le dernier filleul de Tamerlan), ou, en moins tragiques, par les démêlés tchéco-polonais dans la région de Teschen, sans parler du séparatisme sibérien ou de l'étouffement des nationalités slovaque, monténégrine et galicienne.

De Vladivostock à Varsovie et d'Arkhangel à Cettigné, vous apercevez bien des Slaves qui se dévorent, mais de slavisme, c'est-à-dire, si les mots ont un sens, d'un ensemble organique travaillant dans une direction concertée ou préétablie, vous ne pouvez rien voir, et pour cause. Guerre russo-polonaise, guerre ukrano-russe, différends polono-tchèques, asservissement monténégrin et slovaque au bénéfice des Serbes et des Tchéco-Moraves, ce prétendu slavisme, où les religions les plus disparates, les civilisations les plus anachroniques, les pénétrations les plus bizarres se coudoient et s'opposent, ne soutient pas le regard sans s'effriter.

Par contre, s'il n'existe pas de slavisme, il fleurit au sein des nations slaves un luxe incomparable de rivalités étrangères et d'alliances très bigarrées, qui font de cet ensemble désordonné une machine à sursauts et à hurlements, sensible aux directions motrices les moins compatibles. Dans ce qui fut l'Autriche-Hongrie, nous discernons présentement, sous le nom de *Petite Entente*, une chaîne de sûreté tcheco-austro-croato-slovéno-serbo-roumaine, destinée à entraver par tous les bouts les velléités de revanche hongroise. Dans ce qui reste encore un peu la Russie, le spectacle n'est pas moins chaotique ; il est seulement moins sincère. Une bande de juifs allemands asservit la masse russe à des fins de bouleversement mondial et le fanatisme pangermaniste utilise de son mieux contre la France cette extraordinaire aventure.

Si l'histoire obéit à des forces à peu près permanentes, il y a de grandes chances pour que la collusion germano-russe dure et se fortifie, depuis qu'il y a de nouveau une Pologne à partager. Un précédent — terrible pour la France, puisqu'il détermine le sauvetage de la Prusse — exige d'ailleurs d'être soigneusement médité. Si Frédéric II put échapper au désastre (1762), ce fut par la trahison subite de la Russie, lors de l'avènement de Pierre III, qui fit cra-

quer du haut en bas la coalition qui l'accablait. Une politique amicale prévalut dès lors entre les monarques prussiens et ce tsar pangermaniste. Dix ans plus tard, elle s'affermissait par le partage de la Pologne. Napoléon eut beau passer comme une bourrasque, un siècle s'écoula sans que l'Allemagne et la Russie en vinssent aux mains. Peut-être les historiens russes de l'avenir considéreront-ils comme le résultat d'intrigues de cour l'alliance française de 1894 et la guerre russo-allemande qui s'ensuivit. En tout cas, il n'a pas fallu trois années d'épreuves pour dénouer le lien, déjà trentenaire pourtant, qui réunissait Pétersbourg à Paris. Comme en 1762 Pierre III, Lénine, en 1917, jeta d'abord les yeux sur Berlin pour se consolider à Moscou. Il y a une fatalité géographique : du moment qu'on agit contre Berlin à Varsovie, le maître de Moscou regardera du côté de Berlin, qu'il s'appelle Pierre le Grand, Pierre III, Lénine ou Wrangel. La Russie n'avait pu s'allier avec la France qu'à la faveur de la disparition polonaise : alliance contre nature, l'événement l'a bien prouvé. Rien ne nous assure que la Russie ne soit pas, par position, l'alliée nécessaire de l'Allemagne, donc notre ennemie. Je ne dis pas cela pour sauver Lénine.

René Johannet.

La nouvelle phase de la question d'Égypte.

Depuis la leçon de la guerre d'Indépendance américaine, l'Angleterre a montré une étonnante souplesse dans le traitement des affaires coloniales. Elle a trouvé les formules ingénieuses pour contenir les aspirations d'indépendance de ses grandes possessions d'outre-mer. Je ne crois pas qu'un autre pays aurait eu l'audace d'accorder une pleine autonomie aux républiques boers cinq ans à peine après la paix de Vereeniging. Appelez cela libéralisme ou habileté : la tradition est établie. Ce n'est pas la solution que l'on prépare au problème égyptien qui la démentira.

Ce cas est peut-être moins ardu que ne le donnerait à penser la lenteur de l'évolution. On aurait pu aller beaucoup plus vite si les deux parties n'avaient temporisé pour voir venir les événements. Le seul fait de ce double calcul prouve que l'excitation des passions n'est pas très vive. Des qualités nécessaires à un peuple qui revendique le droit de disposer de lui-même, les Égyptiens ont montré

qu'ils en avaient au moins une : la patience. Le mérite n'est pas mince, car les tentations n'ont pas manqué.

Dès le début de la crise mondiale, l'Angleterre a froissé au vif le sentiment national égyptien en proclamant son protectorat. C'était sans doute une mesure de guerre à peu près inévitable. La Turquie, en s'alliant à l'Allemagne, avait brisé le lien unique qui unissait la vallée du Nil à l'empire ottoman. Sitôt cette jointure rompue, une ère nouvelle s'ouvrait. La première tâche devait être de régulariser l'occupation prolongée pendant trente ans par une série d'artifices et de compromissions. Pris au dépourvu, les Anglais ne s'étaient pas mis en frais d'imagination. Et pourtant ils ne pouvaient pas ignorer l'étendue d'un mouvement nationaliste très développé depuis la retraite de lord Cromer, et surtout depuis la révolution jeune-turque. Si Mustapha Kemal était mort, les incidents de Dewhawaï n'étaient pas oubliés. Voit-on une insurrection coïncidant avec la première offensive turque vers le canal de Suez, au moment où les Alliés, durement éprouvés en France, étaient mal embarqués aux Dardanelles?

A défaut de loyalisme, les Égyptiens ont eu la sagesse de comprendre que la cause de l'Entente était la leur. Quelles espérances devait éveiller en eux le programme wilsonien ! L'Amérique mettait à la tête de l'ordre nouveau le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Au même moment, le gouvernement britannique se posait en champion de l'indépendance totale. D'un bout à l'autre du monde s'annonçait tout une floraison de renaissances nationales. L'Égypte attendait frémissante.

On sait les surprises qui l'attendaient : l'adhésion inattendue de M. Wilson au protectorat britannique, l'exclusion de la délégation égyptienne à la conférence, dont les portes s'ouvraient toutes grandes devant le représentant d'un État du Hedjaz. Il y avait de quoi provoquer un sursaut violent chez un peuple qui revendiquait l'héritage d'une race illustre, qui a fait son apprentissage de la liberté et qui a su réaliser une fusion remarquable d'éléments très divers.

Musulmans et Coptes font bloc. C'est un des traits les plus caractéristiques de la crise parce qu'il laisse les Anglais complètement isolés en face de douze millions d'hommes. C'est aussi un fait que cette crise aurait pu se manifester par des éclats, sinon immédiatement, du moins dès que les complications asiatiques ont réclamé les disponibilités militaires britanniques. En pleine période d'effervescence nationaliste, la Grande-Bretagne a gardé l'Égypte avec 11 000 soldats anglais et 20 000 hindous, malgré la présence d'une

armée égyptienne non moins douteuse. Rien ne montre mieux la tactique prudente adoptée par les chefs nationalistes.

A part quelques attentats isolés, l'agitation a été contenue juste dans les limites suffisantes pour tenir en éveil l'attention du monde. Cet effort a tendu à convaincre les Anglais de l'impossibilité de résoudre le problème autrement que par des concessions énormes au sentiment national. La manœuvre a atteint son apogée l'an dernier au moment de la mission d'enquête Milner. Les gens de Cromer avaient fini par comprendre les dangers d'une politique purement passive. Ils avaient chargé le plus réputé de leurs coloniaux d'étudier un compromis. Lord Milner est resté trois mois en Égypte. Il est revenu sans avoir trouvé personne à qui parler. Une seule réponse était faite : « Nous voulons notre indépendance... Si vous voulez causer, adressez-vous à la délégation chargée de défendre notre cause. Cette délégation est à Paris, présidée par un ancien chef du gouvernement, Zaghoul pacha. »

Les Anglais ont hésité six mois. Peut-être auraient-ils cédé à l'entraînement de la répression s'ils n'avaient eu beaucoup d'affaires sur les bras dans l'Inde, en Irlande et surtout si les événements de Perse et de Mésopotamie n'avaient mis un rude frein aux aspirations mégalomanes de l'entourage de lord Curzon. La voix de la sagesse l'emporta. Il n'y avait qu'à dresser le bilan. Il est fort simple.

Les chefs du mouvement égyptien n'ont pas la prétention de se passer du concours européen à condition que ce concours ne leur soit pas imposé. Leur intelligence ne saurait méconnaître ce que leur pays doit à l'Angleterre. L'œuvre est loin d'être parfaite. Nul n'en a relevé les faiblesses avec plus de netteté que sir Valentine Chirol qui a signalé parfaitement la situation des fellah et la faillite de l'enseignement. Il n'en sait pas moins reconnaître que l'administration leur a donné l'ordre et la sécurité matérielle. Jamais la richesse du pays n'a été plus grande qu'au lendemain de la guerre qui lui a fait gagner des milliards. Les griefs des Égyptiens sont foncièrement politiques. Ils visent avant tout l'institution d'un État libre. Et cet État devra tenir compte des intérêts engagés, reconnaître les dettes du passé ; rien de plus certain. Mais il doit aussi être admis dans la famille des nations. Dans ce programme, les questions d'amour-propre et de forme tiennent de beaucoup la plus grande place.

Pour les Anglais au contraire, les considérations pratiques priment tout. Que sont-ils venus faire sur les bords du Nil? Chercher des agrandissements territoriaux? Nullement. Faire l'éducation d'un peuple? Encore moins. Protéger le canal de Suez et la grande route de l'Inde : voilà l'enjeu de l'intervention dans les troubles d'Arabi

pacha. Aussi longtemps que l'œuvre de Lesseps n'a pas été accomplie, Londres s'est peu soucié des sympathies françaises du khédive, ni des déboires de ses créanciers. Le jour où l'Angleterre mit la main sur le canal de Suez par le coup de maître de Beaconsfield, l'affaire d'Égypte est née. Longtemps elle est restée purement maritime. Ce n'est qu'après la débâcle du madhisme à Omdourman que le projet du barrage d'Assouan vint ouvrir la perspective d'un intérêt économique qui allait bientôt primer les considérations stratégiques. La régularisation du Nil permettrait de développer la production cotonnière de manière à compenser la raréfaction des exportations américaines. Sans le coton d'Égypte, l'industrie de Manchester serait morte. Elle périrait demain si l'Égypte était libre de chercher d'autres clients ou simplement de créer des manufactures. Et voilà la raison matérielle qui a retardé le règlement de la question égyptienne. Le côté militaire est devenu secondaire. La guerre sous-marine a révélé les faiblesses des chemins de la mer. D'ailleurs, la surveillance du canal de Suez peut être organisée sans porter atteinte à une Égypte indépendante. Le canal est internationalisé. Ne serait-ce pas l'occasion de faire intervenir cette Société des nations dont les Anglais font tant de cas quand leurs intérêts ne sont pas directement en cause? On se tient plus rassuré à Londres d'avoir établi une nouvelle sentinelle. C'est le *Manchester Guardian*, le grand apôtre du libéralisme pacifiste et anti-impérialiste, qui tire ces déductions de la Palestine. On n'est jamais trahi que par les siens.

Le problème économique serait plus grave si des esprits plus prévoyants que ceux des politiciens ne lui avaient préparé une solution très élégante. Faut-il rappeler que les Anglais ont entrepris d'établir un nouveau barrage beaucoup plus important encore que celui d'Assouan aux environs du confluent du Nil blanc et du Nil bleu. Les eaux travailleraient ainsi deux fois, fertilisant d'abord le Soudan, puis l'Égypte. Il n'a pas manqué de gens pour sonner l'alarme en affirmant que le fleuve même, qui est le symbole de la fécondité, ne saurait suffire à cette double tâche. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que, aussi longtemps que les Anglais seront au Soudan, ils pourront passer aux Égyptiens toutes les fantaisies politiques, ils gardent l'argument irrésistible.

On comprend que, dans ces conditions, les négociations qui ont fini par s'engager entre lord Milner et Zaghoul pacha aient eu pour conclusion tout autre chose qu'une rupture. A lire attentivement le projet d'accord qui est divulgué par le *Times* au milieu d'août, on peut se demander si les Égyptiens ont obtenu beaucoup plus que des concessions de mots. Comparons ce qu'était hier et ce que sera

demain, si la combinaison préparée est approuvée par le Parlement anglais et surtout par les nationalistes du Caire. La réserve est au moins prudente.

Avant la guerre, l'Égypte avait une façade d'État constitutionnel, avec un ministère, une assemblée législative, des assemblées provinciales, une armée indigène. Derrière, il y avait un état-major anglais dirigé par un résident général et une armée d'occupation. Il y avait aussi une série d'entraves, notamment en matière financière, résultant de la survivance des Capitulations.

D'après la nouvelle formule, l'Égypte doit jouir, en matière de politique intérieure, d'une entière indépendance. Les Capitulations seront supprimées. cependant, un agent britannique restera à la tête des services de la Dette et un autre sera chargé de la protection des étrangers. Ce détail, qui n'a l'air de rien, veut dire simplement que les Anglais trouvent moyen de se débarrasser du contrôle des autres puissances, tout en mettant la clef de la caisse dans leur poche.

Actuellement, dix-sept puissances ont le droit de s'opposer à toute taxe susceptible d'atteindre les résidents étrangers qui détiennent la plus grande partie du commerce. Tout le budget repose sur la taxe foncière, les douanes, l'excise et le tabac. Qu'une réforme s'impose, cela va de soi, et aussi qu'une Égypte indépendante doive assurer des garanties à ses créanciers. C'est affaire à régler entre eux. L'Angleterre veut prendre les devants.

En matière militaire, le changement se réduira à ceci : avant 1914, un contingent britannique de 5 000 hommes était réparti dans toute la vallée du Nil. Demain, les forces anglaises nécessaires à la garde du canal seraient cantonnées dans la région de Kantara. Il est difficile de supposer qu'elles soient inférieures au contingent d'avant guerre ; Alexandrie sera sous leur main. La Grande-Bretagne tiendra toujours la source et les bouches du Nil.

Reste la souveraineté autonome. C'est là surtout que les négociateurs ont dû déployer toute leur ingéniosité. L'Égypte ne sera plus un État protégé. Elle aura sa diplomatie propre. Mais elle doit contracter une alliance étroite avec l'Angleterre qui garantit son intégrité territoriale. De plus, elle s'interdit toute action extérieure contraire aux intérêts britanniques. Cette indépendance ressemble à la vassalité comme une sœur.

L'avènement du nouveau régime pose une question internationale puisqu'il suppose l'abrogation des Capitulations. Nous avons montré que les Anglais ont anticipé sur cette abrogation pour se faire réserver un traitement de faveur. Mais ce n'est pas à ce point de vue que nous devons nous placer, nous Français. En effet, nous avons pris depuis

la conclusion de l'Entente cordiale en 1914 des engagements qui nous interdisent de gêner l'action britannique en Égypte, sous réserve de réciprocité au Maroc. C'est ainsi que nous avons reconnu immédiatement le protectorat britannique. La défaite allemande a permis à la France de faire lever par le traité de Versailles une partie des hypothèques qui pesaient sur le Maroc. Une partie seulement. Ainsi le régime d'internationalisation de Tanger, qui est un véritable scandale, subsiste encore. L'an dernier, un arrangement avait été sur le point d'intervenir entre Paris et Londres pour liquider complètement les affaires d'Égypte et du Maroc. Au dernier moment, la signature fut ajournée, et non par la mauvaise volonté du gouvernement français. Maintenant que l'Angleterre est en train de s'abriter derrière l'indépendance de l'Égypte, il importe de régler sans retard cette affaire, faute de quoi nous nous trouverions entre deux dettes. L'Angleterre alléguera que cela ne la regarde plus, et l'Égypte invoquera son impuissance. On nous assure que le gouvernement britannique est disposé à éviter toute difficulté en abordant très nettement les débats qui doivent se greffer sur l'abolition des Capitulations. Acceptons-en l'augure, et surtout hâtons-nous de profiter de ces bonnes dispositions, car il n'y a pas de temps à perdre.

Saint-Brice.

Le conflit japonais aux États-Unis.

Les journaux américains ne cessent depuis quelque temps d'attirer l'attention de leurs lecteurs sur le problème japonais, qui a pris avec, et depuis la guerre, une importance que nul ne peut ignorer. On commence enfin à se rendre compte en Amérique que le Japon a fait depuis plusieurs années beaucoup plus d'efforts vers une coopération étroite avec les États-Unis que ces derniers n'en ont tentés de leur côté. La nécessité économique qu'il y a à établir des relations amicales et stables entre les deux pays apparaît clairement. Pendant les cinq dernières années, les exportations américaines au Japon se sont élevées de 500 pour 100, et les importations de produits japonais accusent une hausse de 300 pour 100. Devant de pareils chiffres, on ne saurait nier l'intérêt qu'il y a pour les deux pays à se mieux comprendre et à s'apprécier.

Il existe aux États-Unis un petit groupe intolérant qui ne cesse d'inciter leurs concitoyens contre les Japonais. Cette antipathie se manifeste surtout dans les États côtiers du Pacifique, où l'immigra-

tion japonaise est particulièrement intense. Cette méfiance se fait aussi sentir dans tous les autres points de la Confédération où les Japonais sont nombreux, — et ainsi posé, le problème apparaît d'une importance non pas sociale, ni même nationale, mais internationale.

Déjà, il y a une vingtaine d'années, Lafcadio Hearn ne cessait d'avertir ses lecteurs qu'une civilisation aussi prodigue que la civilisation américaine ne saurait lutter contre la civilisation si strictement économe du Japon. Il est indéniable que tout en dépensant moins que l'Américain, le Japonais produit plus. C'est aussi, dira-t-on, le cas des Irlandais, des Hongrois, des Italiens, voire même des Allemands qui débarquent aux États-Unis. Pourtant ces étrangers sont accueillis par les véritables Américains qui les acceptent volontiers parmi eux. Mais les Japonais sont l'objet d'une vive antipathie. Ils ne se mélangent pas aux autres éléments de la population et sont soumis à un ostracisme que seul le ressentiment provoqué chez les Américains par la concurrence économique explique d'une façon satisfaisante.

Cette antipathie contre les jaunes existe de longue date. Elle s'exerça jadis contre les Chinois, qui se virent interdire l'accès des États-Unis. Puis, la main-d'œuvre s'étant fortement ressentie du manque de travailleurs jaunes, le gouvernement américain se décida à encourager l'immigration japonaise. En 1907, celle-ci fut interdite à son tour, et pendant six ans on nota une diminution très sensible dans le nombre de Japonais débarquant en Amérique.

Le sentiment anti-japonais est très amer en Californie à l'heure actuelle, et l'on y trouve mille organisations qui se livrent à une propagande effrénée, souvent injuste. Il y a la *California Oriental Exclusion League* (Ligue californienne pour l'exclusion des Orientaux) et le *Native Sons of the Golden West Anti-Japanese Committee*, dirigés par les sénateurs Phelan et Inman qui ne négligent nulle occasion pour exciter le chauvinisme de leurs concitoyens. Il y a aussi le sénateur Johnson, un des plus ardents adversaires des Japonais, — et qui, ayant recouvert toute liberté par la défaite que vient de lui infliger la nomination de Harding à la candidature présidentielle, va sans doute reprendre la campagne contre les fils du Soleil Levant.

De fait, les mesures anti-japonaises prises en Californie ressemblent étrangement à de la persécution et surprennent de la part d'un peuple qui s'érige volontiers en champion de la liberté individuelle et nationale. Les vexations auxquelles les Japonais sont soumis sont nombreuses ; il leur est, par exemple, interdit d'acheter des terres en

Californie s'ils ne sont pas nés en Amérique ; ils ne peuvent non plus louer des terrains à baux pour plus de trois ans. Une proposition de loi, interdisant à tout Japonais *né* en Amérique de posséder ni de louer des terres, trouve de chauds partisans, — et certains demandent même que le droit de cité soit repris à tout Asiatique et que l'immigration japonaise soit totalement prohibée. Il serait vraiment difficile de pousser l'exclusivisme plus loin !

Il y a en ce moment 120 000 Japonais aux États-Unis, dont deux tiers en Californie. Sur 100 000 000 d'habitants, c'est peu, dira-t-on. Certes. Mais ces 120 000 Japonais sont très ambitieux, et d'une industrie et d'une énergie déconcertantes, excessives disent les Américains. Fermiers, ne parviennent-ils pas à faire rendre à des terres, jusqu'ici considérées impropres à la culture, des récoltes magnifiques? Travailleurs, ne dédaignent-ils pas la journée de huit heures, pour fournir un travail intensif qui leur est, au reste, contrairement aux Chinois, aussi bien payé qu'à leurs collègues américains. Il est évident que dans ces conditions l'arrivée d'un grand nombre de « coolies » japonais, risquerait de provoquer une certaine perturbation dans le monde du travail. D'autre part, comment combler, sinon par l'immigration japonaise, le déficit de 4 000 000 de travailleurs dont les États-Unis souffrent en ce moment suivant le récent rapport de l'*Inter-Racial Council?*

Le problème est complexe : les arguments pour et contre la reprise de relations étroites entre les États-Unis et leur puissant voisin jaune du Pacifique sont nombreux et troublants. Les *pro*-Japonais déclarent que les travailleurs jaunes sont rebelles au socialisme et à l'anarchie ; ils obéissent strictement aux lois américaines, ils sont disciplinés et respectent les traditions. Plus nombreux, ils fourniraient peut-être un contrepoids précieux aux méfaits des socialistes. A l'encontre des nègres, chez qui les théories socialistes progressent et qui possèdent même un magazine révolutionnaire, *le Messager*, les Japonais se refusent à écouter les meneurs qui ne réussissent pas à faire comprendre à ces travailleurs acharnés, pour qui le salaire égal à celui des blancs représente un gain considérablement supérieur à ce qu'ils recevaient chez eux, la nécessité de grèves qui « facilitent l'extension du socialisme radical ».

Mais à ces arguments, les adversaires de l'immigration japonaise répondent que le Nippon ne s'assimile pas à la population. « L'américanisation » ne paraît pas avoir de prise sur lui. Il reste Japonais avant tout, — tout en devenant un excellent citoyen américain. Or, l'américanisation se heurte en ce moment à mille difficultés : la guerre a fortement consolidé les groupements de races différentes

dont l'ensemble constitue les États-Unis. Il existe actuellement 420 sociétés de nationalités diverses, possédant 42 000 branches auxquelles sont affiliés la plupart des citoyens d'origine étrangère. Ces groupements sont comparables à autant de petites républiques qui s'intéressent avant tout aux affaires se passant dans leur pays natal. L'arrivée d'une forte population japonaise aggraverait une situation déjà difficile en introduisant dans l'amalgame américain un élément de plus impropre à la fusion. Mais par une étrange contradiction, les Américains ne font rien pour remédier à cette non-assimilabilité qu'ils déplorent. Ils se montrent aussi intransigeants pour les Japonais qu'ils l'étaient autrefois pour les nègres. La présence de petits Japonais dans les écoles a suscité des grands cris. « Nous ne voulons pas que nos enfants fréquentent des Japonais », c'est le refrain des parents californiens en particulier, qui ne se rendent peut-être pas compte combien ils entravent par leur hostilité l'effort fait par le gouvernement en vue de favoriser l'américanisation des éléments étrangers.

Or, il est indéniable que par la force même des choses, les relations entre le Japon et les États-Unis doivent continuer à grandir. Le destin les a associés : ils sont gardiens du Pacifique. Ce n'est pas une petite tâche. Il leur faut donc reconnaître loyalement leurs différences et s'efforcer ensuite de trouver les points de contact qui leur sont communs.

MARC LOGÉ.

LES LETTRES

LA CHRONIQUE DU G. Q. G.

La critique littéraire a, elle aussi, et peut-être elle surtout, son mot à dire sur les deux volumes, déjà célèbres, que M. Jean de Pierrefeu a consacrés à l'histoire du grand quartier général (G. Q. G.) pendant les trois dernières années de la guerre. Et ce mot doit être avant tout de louange et de sympathie. La lecture de ce brillant ouvrage est extrêmement entraînante ; on en dévore avec délice les cinq cents pages. Chargé, comme chacun sait, de la rédaction quotidienne du communiqué officiel, besogne délicate qui demandait à la fois le tour de main du littérateur, le tact d'un excellent journaliste exercé à pressentir et à ménager les impressions du public, la souplesse d'une intelligence habile à s'assimiler, sans être du métier, la définition des mesures et des événements militaires, M. de Pierrefeu a rempli ses fonctions avec le succès le plus certain puisqu'il les a quittées sur des communiqués de victoire. Elles lui ont permis de se rendre familier avec les gens et les choses de l'état-major général, de parcourir d'un regard fort éveillé les coins et recoins de la grande usine intellectuelle où s'élaborait au jour le jour la bataille. Il n'en a évidemment pas appris les techniques savantes et spécialisées ; mais il en a observé la marche et l'économie générales, il en a regardé vivre et agir, dans les travaux du bureau et dans la familiarité relative du repas commun et des relations personnelles, les ouvriers éminents, triés sur le volet, de l'École de guerre. Et il a porté dans ces observa-

tions beaucoup d'esprit, une grande finesse d'imagination interprétative, les dispositions d'un moraliste très bienveillant pour les individus, indépendant, éclairé, élevé dans la peinture et l'appréciation des principes, mœurs, travers, plis professionnels de ce noble milieu de soldats. A l'égard des grandes questions synthétiques que l'histoire pose et posera sur la façon dont cette guerre a été menée, questions que M. de Pierrefeu a mêlées assez largement aux annales pittoresques et piquantes du G. Q. G., il a fait preuve d'une réflexion assez étendue pour que ses jugements, s'ils sont loin d'obtenir toujours notre aveu, se recommandent du moins à notre méditation. Il est bon, je crois, qu'on l'ait lu, quand on cherche pour soi-même la vérité sur les ressorts du formidable drame que des hommes ont joué, mais qu'ils n'ont pas dirigé pour autant et dans le développement duquel il est encore bien difficile de délimiter la part respective de leur génie ou de leurs erreurs et celle de la force invincible des choses. D'une grande liberté de tour et de composition, ce livre va et vient avec grâce du genre de l'histoire à celui des mémoires et à celui de la chronique de cour (car c'était une sorte de vie de cour, mais de cour fort austère, que la vie d'état-major). Écrit d'une plume rapide, agile, agréablement colorée, qui alterne les récits, les portraits, les tableaux, les anecdotes, les raisonnements, il est d'un excellent élève de Voltaire. Je ne sais pas de meilleur éloge, à moins de dire qu'il est de Voltaire lui-même. Je ne vais pas jusque-là.

Et puisque nous parlons littérature et style, me sera-t-il permis de vider, au passage, avec M. de Pierrefeu une chétive et innocente querelle? Il y a quelques années, il publia, au sujet de certain roman de ma façon, un communiqué plus que sévère qui me vouait au désastre et où, à tort ou à raison, il me reprochait de m'être servi de clichés. C'est une sainte horreur que l'horreur des clichés, quoique, poussée trop loin, elle puisse constituer elle-même une erreur littéraire d'ordre assez puéril ; car il est impossible d'écrire en bannissant absolument les expressions toutes faites. Mais je constate avec plaisir que, si notre brillant confrère incline à ce dernier excès, c'est plutôt pour l'usage des autres que pour le sien. Je lis, en effet, dans un de ses récits les plus émouvants, que « la foudre tombant aux pieds du général ne l'aurait pas ahuri davantage » et encore que « le général, au sortir de cet entretien, chancelait comme un homme ivre ». Ces formules classiques m'ont réjoui. Et Voltaire eût certainement trouvé quelque chose de plus neuf. Mais notre narrateur a bien fait de se

contenter de cela plutôt que de peiner sur sa forme comme les écrivains de l'école de Flaubert. Ce sont les accidents de la rapidité, qui est en elle-même chose d'un si grand prix, quand du moins elle est animée d'une intelligence aussi alerte que la sienne, que mieux vaut n'en pas regarder les résultats à la loupe.

La liberté de l'allure littéraire n'est pas la seule que je goûte dans cet ouvrage. J'y apprécie plus encore la liberté de la pensée. Tempérée en ce qui concerne les personnes par le plus délicat souci de justice et d'équité ; en ce qui concerne les actes, par le tact du patriotisme le plus pur, cette liberté dans l'analyse et le jugement est du plus salutaire exemple. Elle répond à ce besoin de vérité sans convention et sans fard qui, à l'heure présente, après les immenses périls que nous avons traversés et d'où nous ne sommes pas encore sortis, constitue l'une des plus vives et des plus saines exigences de l'opinion nationale et se concilie sans peine avec le besoin de respect et de piété publique que les Français éclairés n'éprouvent pas moins impérieusement à l'égard des institutions et des hommes qui ont sauvé la nation de la mort. Ces deux notes, ces deux tendances font très bon ménage dans l'esprit clair et l'âme élégante de M. de Pierrefeu et, bien loin qu'elles se nuisent réciproquement, on peut dire que chacune des deux sert l'autre et lui donne son prix. Il cherche le vrai dans l'intérêt de son pays. C'est pourquoi, là même où l'on voit qu'il se trompe ou, tout au moins, s'aventure, on ne l'écoute pas avec moins d'estime ni, si j'ose dire, dans un sentiment moins amical que quand il donne la pleine impression du vrai.

Un des points sur lesquels il n'a pas réussi à me contenter l'esprit, c'est ce qu'il appelle « la tragique aventure de Nivelle ». Je n'admets pas cette formule qui a paru à M. de Pierrefeu d'une exactitude suffisamment adéquate pour qu'il l'inscrivît, en sous-titre, sur la couverture de son premier volume. Je le lui dis en toute franchise : elle m'a paru au-dessous du sujet en ce sens qu'elle engage un peu légèrement plusieurs idées dont la justesse est bien loin d'être établie aux yeux d'un auditeur impartial du débat. L'offensive d'avril 1917 a été, par son échec et par les mutineries que cet échec a eues pour conséquence, un événement tragique. Mais cet événement a-t-il eu le caractère d'une « aventure »? Et si aventure il y a eu, a-t-elle été courue par la seule initiative du général Nivelle, de telle façon qu'elle ne soit que la sienne et non pas celle de plusieurs autres en même temps? Ce sont là deux questions très graves et M. de Pierrefeu

sera le premier à comprendre que nous ne fassions pas grâce d'un *iota* dans les démonstrations par lesquelles on prétend les résoudre et, à plus forte raison, que nous n'acceptions pas des conclusions et jugements que des démontrations rigoureuses sur ces deux points n'auront pas précédés.

M. de Pierrefeu me dira-t-il qu'il les a déjà fournies dans la forte brochure qu'il a publiée sur cette affaire et qui a sa place importante dans la littérature nombreuse dont l'offensive de 1917 a été l'objet? Je n'ai pas le sentiment de les y avoir trouvées. Mais je dois dire d'ailleurs que les défenseurs de la thèse contraire, les apologistes ardents ou modérés du général Nivelle et de son œuvre n'ont pas non plus déterminé chez moi une conviction. Je suis donc à cet égard dans l'état d'esprit du sceptique, mais du sceptique qui voudrait cesser de l'être et qui n'est pas sans quelque idée des conditions de preuve auxquelles devraient satisfaire ceux qui entreprennent de l'éclairer. On peut n'être pas capable de résoudre un certain problème et être capable de quelque juste remarque sur la manière défectueuse dont les docteurs compétents le posent, sur l'absence de telle ou telle donnée essentielle parmi les facteurs auxquels ils le ramènent. Or, sur la question de savoir si l'entreprise d'avril 1917 était raisonnable en elle-même et de nature à aboutir, en dépit de ses conditions d'exécution défectueuse, au cas qu'elle eût été poursuivie avec assez de persévérance et de liberté, sur cette première question, dis-je, les partisans de cette entreprise tirent grand argument de l'état de faiblesse relative où se trouvait alors l'ennemi et qui l'eût réduit à la nécessité de céder sous une pression plus longtemps et plus franchement soutenue. C'est là-dessus que le général Mangin s'appuie dans ses admirables études pour prononcer que la guerre eût pu être terminée un an plus tôt. Et c'est un point capital sur lequel M. de Pierrefeu aurait dû répondre aux adversaires de son opinion. Pour nous, c'est tout au moins un énorme point d'interrogation.

Quant à la question des responsabilités, l'insuffisance d'étendue de son investigation est plus manifeste encore. Il y a un fait absolument acquis : c'est que le général Nivelle, quelle qu'eût été la valeur ou quels qu'aient été les vices de sa conception et de sa direction, n'a agi qu'entouré et obsédé des signes de la méfiance et de l'inquiétude que ce qu'il voulait faire inspirait à son chef, le ministre. Il n'a pas été homme à vaincre cette inquiétude et cette méfiance, soit ! et c'est peut-être à porter à son passif. Mais le ministre n'a pas été

homme à lui enlever un commandement qu'il jugeait placé en des mains peu sûres. Et c'est encore plus grave et plus accusateur. S'il y a eu « tragique aventure de Nivelle », il n'y a pas moins eu « tragique aventure de Painlevé ». Et à qui nous fions-nous pour en juger de la sorte? Au plus sûr témoin, à M. Painlevé lui-même. L'apologie qu'il a publiée sur la question est un réquisitoire redoutablement motivé contre le général Nivelle ; mais c'est un réquisitoire irrésistible contre M. Painlevé, qui se montre partout ou bien balancé et irrésolu entre des pensées contraires ou bien inférieur aux difficultés d'agir selon ce qui était le fond de sa pensée.

Je trouve chez M. de Pierrefeu une observation importante dont il se servirait peut-être comme de réplique sur ce dernier point. Au début du printemps de 1917, dit-il, il y avait dans les milieux militaires, dans l'opinion publique un courant si fort et si enthousiaste en faveur d'une offensive très prochaine qu'il eût été impossible de ne le point suivre. Impossible? C'est beaucoup s'avancer. A la fin de mai 1918, il y a eu dans toute la France, à commencer par le Parlement, un courant bien plus fort sans nul doute de découragement et de dépression. Le sentiment le plus dangereux qui ait été éprouvé pendant tout le cours de la guerre commençait de s'insinuer dans l'esprit des Français les plus patriotes et, on peut le dire, de tous les Alliés : un doute terrible sur la valeur du commandement suprême établi au prix de tant de peines et d'épreuves et qui était notre dernière espérance. Les plus confiants, les plus croyants ont pu craindre alors le désarroi de l'énergie nationale. Pourtant elle a été relevée et le mauvais courant a été promptement dominé et vaincu. Pourquoi? Parce que le maître de la guerre ne s'appelait plus Painlevé, mais Clemenceau. Il y avait un homme.

Si l'on établissait une sorte de consultation nationale pour savoir quelles sont les trois individualités qui ont joué le plus grand rôle dans la réalisation de la victoire, nul doute que les trois noms de Joffre, Clemenceau et Foch obtinssent solidairement une majorité immense. Je ne crois certes pas que M. de Pierrefeu voulût s'inscrire contre ce suffrage. Il nous demanderait seulement d'y ajouter deux compléments nécessaires ; et tout d'abord de faire sa juste part à une personnalité abstraite et générale qui, tandis que le commandement changeait de mains, tandis que les événements succédaient aux événements et les revers aux succès, ne cessait de poursuivre dans le mystère et le silence sa formidable besogne de coopération ;

cette personnalité sans nom et quasi fabuleuse, c'est ce qu'il appelle « la machine à gagner la guerre », comprenant par là la fabrication de matériel et le travail continu de l'état-major pour inventer et organiser les tactiques et tous modes d'action nouveaux rendus nécessaires par les expériences de la bataille. Dans l'appréciation des mécaniciens, nous dit-il fort justement, n'oubliez pas de compter l'état où ils ont trouvé la machine. Le second complément que réclamerait M. de Pierrefeu serait un quatrième nom propre, un grand nom, celui de Pétain ; et si on lui disait que quatre, c'est trop, qu'il faut s'en tenir à la trinité, il se résignerait, je crois, en ce qui le concerne, à écarter l'un de ces trois grands favoris de la gloire plutôt que de refuser sa part de la suprême couronne à celui de nos grands hommes de guerre qu'il a le plus admiré et le plus aimé.

Le deuxième volume de M. de Pierrefeu est tout rempli de la louange de Pétain. Le chapitre qui a pour titre *l'Avènement de Pétain* débute ainsi :

Me voici parvenu au point capital de mon récit. De l'arrivée du général Pétain date une ère nouvelle pour l'état-major. Ce sera l'honneur de ma vie d'avoir approché ce grand homme qui, par nos descendants, sera considéré comme l'organisateur de la victoire. Jusqu'alors il me semblait que les événements menaient les hommes. L'on vivait ce paradoxe d'une grande époque sans grandes figures. Seule, la foule anonyme des combattants se haussait aux dimensions de l'épopée. Certes, la France regorgeait d'hommes de talent, mais aucun n'était encore apparu capable d'embrasser d'un coup d'œil l'événement formidable, de le juger en face, de se mesurer avec lui. A tous il manquait ce je ne sais quoi de simple et de profond dans le regard qui domine l'avenir, ce don de dégager les grandes lignes, cette sérénité de jugement qui, par delà l'apparence, s'établit dans la réalité.

Le maréchal Pétain s'est assuré des titres de gloire trop sûrs et trop manifestes pour avoir jamais eu des détracteurs. Mais, si tout le monde reconnaît qu'il a fait merveille à certains moments de la guerre, il y a eu, parmi les hommes les plus compétents, de fortes différences d'avis sur la valeur de ses conceptions et de ses méthodes par rapport à certaines des situations militaires où nous nous sommes trouvés, à certaines des exigences de la lutte. M. de Pierrefeu connaît ces critiques et il y répond. Je me garderai d'entrer dans une controverse qui dépasse mes connaissances et me contenterai de dire qu'elle est conduite de la façon la plus fine et la plus éloquente en sa discrétion. C'est un bien noble sentiment que celui qui pousse M. de Pierrefeu à briser la sourdine qui, dans le concert des gloires

nationales, étouffe un peu la sonorité du nom de Pétain. Les plus belles pages de son livre sont, à mon gré, celles que ce sentiment lui inspire. On regretterait qu'il n'y eût pas eu auprès de Foch (qui, selon mon jugement tout instinctif, reste le plus grand homme et la plus puissante personnalité de la guerre) un témoin et un historiographe de qualité aussi distinguée, que les manifestations familières de son tour d'esprit auraient saisi et enlevé comme les propos de Pétain ont charmé M. de Pierrefeu.

Quelque opinion que l'on ait de tant de jugements importants contenus dans son livre, le détail, je le répète, le très abondant détail en est délicieux. Tous ces portraits d'officiers tracés d'une main malicieuse et amie, ces savoureuses anecdotes sur Joffre, cette psychologie sympathique et déliée du « breveté » d'état-major, ces mille tableaux légers de touche, élevés d'inspiration où, au milieu du jeu des ambitions et des intrigues, on voit se dresser la magnificence de la conscience professionnelle et grandir la merveille du travail commun qui étaya au jour le jour la patrie chancelante, tout cela forme un ensemble littéraire excellent et charmant, plein d'aisance et de brio où il est impossible qu'on ne prenne pas le plus vif plaisir.

PIERRE LASSERRE

La « Symphonie pastorale » et l'œuvre de M. André Gide.

Il n'y a pas de lettré qui ne tienne M. André Gide pour un des plus rares esprits de ce temps, mais on peut douter que le public lui ait encore rendu justice. Ce n'est pas qu'il soit obscur ni qu'il ait à cœur d'effarer les honnêtes gens. Mais il est secret. Ses qualités les plus apparentes sont les moins profondes. Louez son art de composer un récit, son réalisme sans truculences, mais admirable de probité, son ironie, sa langue pure et savante ; il n'est aucun de ces éloges qui ne soit mérité et il se trouve que vous n'avez rien dit d'essentiel. De combien d'écrivains ne pourrait-on tracer la même figure incertaine? Lui, vous ne l'avez pas défini.

Il est parti du symbolisme. Jadis, il fréquentait chez Mallarmé, et il est frappant que l'on retrouve chez M. André Gide, transposées dans le domaine moral, les idées dont Mallarmé a souffert dans le domaine esthétique et qui avaient fini par le rendre incapable d'écrire.

Car M. Gide a la tête philosophique : avant tout, il a des idées. Tout au rebours de M. Francis Jammes, par exemple, qui d'abord imagine avec leur allure, leur costume et leurs tics les personnages de ses romans, M. Gide conçoit dans l'abstrait, ou, si son expérience intime lui soumet quelque donnée, sa logique aussitôt la pousse à sa limite, pour en dégager tout le sens. Quand on regarde la liste de ses ouvrages, on s'aperçoit même que ce n'est que peu à peu qu'il est descendu vers la vie, qu'il s'est aventuré parmi les contrariétés de l'âme humaine. Comme un Barrès, il est parti de l'idéologie : il suffit de réfléchir sur son dernier livre pour voir qu'il ne l'a pas abandonnée.

A première vue, *la Symphonie pastorale* ne semble qu'une tendre histoire d'amour. Déjà grande, mais ignorante autant qu'on peut l'être, et même un peu plus, Gertrude, aveugle-née, a été recueillie par un pasteur qui l'initie au monde matériel et au monde moral. Il y met tout son dévouement, ou ce qu'il nomme ainsi jusqu'au jour où il doit s'avouer la vérité de son cœur. Mais elle, Gertrude, l'aime-t-elle? Elle le croit. Elle le lui dit. Mais on lui rend la vue, et c'est en Jacques, le fils du pasteur, qu'elle reconnaît l'image de son regard intérieur. L'amour a de ces duperies. Il est trop tard. Converti par l'erreur de son père, et après avoir converti Gertrude elle-même, Jacques entre dans les ordres. Gertrude voit le mal qu'elle a causé sans le vouloir : elle a pris la place d'une autre dans le cœur du pasteur. Et pour échapper à cette vision et à celle de l'universel péché (ou par dépit amoureux, qui sait?), elle se laisse glisser comme par mégarde dans la rivière en cueillant des fleurs. Pourquoi ses yeux se sont-ils ouverts sur un monde que son heureuse ignorance imaginait pur de corruption?

C'est le pasteur lui-même qui raconte son aventure, où l'on pourrait croire qu'il n'est pour rien tant il est loin de la dominer. Sans être sot, il ne cesse de s'abuser sur son compte. Il croyait n'agir que par charité chrétienne, et voici qu'il découvre que l'amour est de la partie : quelle méprise! il en est tout confus et ne se l'avoue qu'à mi-voix. Le spectacle a son ironie où M. Gide s'est complu sans trop appuyer. Mais l'ironie souvent est facile. L'admirable ici est d'avoir éclairé, par un jeu de nuances, l'insensible et sûr progrès qui conduit cette âme, sans qu'elle s'en doute, du dévouement à l'amour. Songez que c'est le pasteur qui parle : pour qu'il nous renseigne si bien, nous qui avons des yeux, sur son propre cœur qu'il connaît mal, quel art ne fallait-il pas? S'il y a une partie réussie dans ce roman, c'est celle-là : un miracle de naturel.

En face du pasteur, il faut avouer que Gertrude reste assez pauvrement tracée. De suaves accents de tendresse peuvent séduire

sur le moment par un fallacieux air de vérité ; le livre achevé, essayez de rappeler son image : vous avez fermé la main sur de l'eau.

Tout est agencé pour qu'à l'origine Gertrude n'ait à elle que l'existence, dénuée de tous caractères définis et limitatifs. A-t-elle des ancêtres, le sort commun des hommes inviterait à le croire, mais M. Gide ne le dit pas. De sa jeunesse, pas un mot ; le pasteur la rencontre au chevet d'une tante, sourde, notez-le, pour qu'elle ne sache pas même parler, et son nom de Gertrude, c'est de lui qu'elle le reçoit. De notre vie, elle ne sait rien. Jusqu'au jour où le pasteur la recueille, elle n'a, à la lettre, pas vécu ; elle ne naît vraiment qu'à seize ou dix-sept ans, en entrant chez lui.

Qu'elle ignore tout du monde extérieur, passe encore. Elle s'efforcera d'imaginer ce que peuvent être les couleurs d'après ce qu'elle en entend dire et ce sera pour M. Gide l'occasion des plus ingénieuses transpositions sonores. Où nous tombons décidément dans le faux, c'est quand il la présente comme n'étant pas moins ignorante du monde moral. Tout se passe comme si, par un merveilleux privilège, Gertrude avait été préservée de la tache originelle (ne vous disais-je pas qu'elle n'a pas d'ancêtres?). Jusqu'au moment où elle cesse d'être aveugle, elle n'a *aucune* notion du péché : il ne lui est révélé que le jour où ses yeux peuvent le lire sur le front des autres hommes. Se convertir alors, pour elle, s'il faut y voir autre chose qu'une faiblesse amoureuse, c'est, comme pour Jacques, adhérer à la doctrine du péché ; ils ont vu l'erreur du pasteur, ils rompent avec la croyance à la bonté native de l'homme, croyance protestante, encore que le protestantisme à l'origine ait été tout le contraire. Et cela va bien pour Jacques, parce que Jacques est une créature de chair et de sang. Mais Gertrude a beau voir autour d'elle que le péché existe, elle ne le découvre pas en son propre cœur. Qu'aurait-elle encore à faire sur une terre qui n'est pas sa patrie? Et voilà pourquoi, sitôt convertie, elle n'a rien de plus pressé que de se tuer. Cela ne tire pas à conséquence. L'expérience est finie : il ne reste plus qu'à briser la cornue, c'est-à-dire à faire regagner à Gertrude sinon le ciel, du moins quelque empyrée aussi peu réel qu'elle-même.

Quant à M. Gide, ceux qui verraient dans *la Symphonie pastorale* une rupture avec le protestantisme risqueraient quelque mécompte. Rien ne montre qu'il approuve Jacques de se convertir. A son ordinaire, il ne prend parti pour personne, et peut-être même sourit-il de tous ses personnages. Et, sans doute, le sourire n'exclut point l'amour, ni l'ironie la passion. Encore est-ce une invitation à la méfiance. En ce livre, tout est ironie en même temps que tendresse : le ton, la peinture de ce milieu mesquin et touchant, la méprisedu pas-

teur, ces équivoques sentimentales, le suicide de Gertrude, jusqu'au titre. Car *la Symphonie pastorale*, vous entendez bien? c'est *la Symphonie du pasteur*, encore que Beethoven traverse le livre un instant.

Surtout, ce serait mal connaître M. Gide que de le croire capable de renoncer à quoi que ce soit. « La nécessité de l'option, écrit-il quelque part, me fut toujours intolérable ; choisir m'apparaissait non tant élire que repousser ce que je n'élisais pas... Je ne faisais jamais que *ceci* ou que *cela*. Si je faisais ceci, cela m'en devenait aussitôt regrettable, et je restais souvent sans plus oser rien faire, éperdument et comme les bras toujours ouverts, de peur, si je les refermais pour la prise, de n'avoir saisi *qu'une* chose. » Ce texte capital sous les yeux, on comprend mieux la conception de Gertrude telle qu'elle paraît en ce monde : la pensée de M. Gide n'a pas de plus fidèle image. Elle n'a rien : par là même, elle est capable de tout acquérir. Un philosophe dirait qu'elle est puissance pure, si la puissance pure pouvait être autre chose que le néant : l'existence est déjà un minimum d'acte. Tel est le rêve de M. Gide : si son œuvre a une pensée directrice, c'est celle-ci : il y a plus dans la puissance que dans l'acte. Que Gertrude réalise une seule de ces possibilités indéfinies, le sens commun jugera qu'elle s'est enrichie : pour M. Gide, toute acquisition est une diminution parce qu'elle empêche des acquisitions opposées : choisir, c'est se diminuer de tout ce qu'on ne choisit pas. Si Gertrude apprend le français comme sa langue maternelle, l'allemand ou l'italien ne pourront plus lui être que des langues étrangères ; tant qu'elle ne parlait pas, toutes les langues, au même titre, pouvaient lui être des langues maternelles. Il est vrai qu'elle ne les savait pas. M. Gide a donné la formule de cette erreur quand il a écrit : « Je ne m'estime jamais que dans ce que je *pourrais* faire. » Bonne disposition pour n'agir jamais : à force de s'en croire capable et de juger que c'est assez, on se contente de rêver de grands exploits au coin du feu.

On a envie de répondre avec Rivarol que c'est sans doute un grand avantage de n'avoir rien fait, mais qu'il ne faut pas en abuser. Heureusement, M. Gide n'applique point cette morale à son œuvre. Mallarmé rêvait le poème total et laissait la page blanche. Lui, il achève ses livres ; et quelques-uns d'entre eux, loin d'être informes, comme on pourrait le craindre de qui redoute tant les réalisations définitives, sont parfaits. C'est sans doute une inconséquence : après *la Porte étroite*, après *la Symphonie pastorale*, on ne peut que s'en réjouir. Quand on est dupe d'une erreur, il est sage de ne pas lui être toujours fidèle.

Henri Rambaud.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA FIN DU BOLCHEVISME

Dès que le monde fut informé des résultats de la bataille devant Varsovie, M. Giolitti annonça, à quelques journalistes qui l'interrogeaient, la fin du bolchevisme. Ce n'est pas la première fois que d'éminentes personnalités font une semblable prophétie, toujours démentie par les événements. Il n'y aurait pas lieu d'accorder la moindre attention à un renouvellement de cette prophétie, si elle venait encore d'un de ces hommes d'État de la démocratie mondiale, dont la stupidité est insondable, et qui attendent, depuis trois ans, que la sagesse du peuple russe fasse triompher la vraie démocratie à Moscou, conformément aux « lois de l'évolution des peuples ». Mais M. Giolitti, s'il représente ce qu'il est convenu de nommer un gouvernement démocratique, n'appartient pas à l'espèce des hommes qui prennent leurs boniments démocratiques pour des vérités. S'il annonce la fin du bolchevisme, il a des raisons qui sont puisées ailleurs que dans les ouvrages du professeur Letourneau. On peut essayer de démêler ces raisons, et l'on découvrira que, pour être très différentes de celles que pourrait trouver M. Léon Bourgeois, elles ne sont pas d'une solidité à toute épreuve.

Mais, pour mieux comprendre, reportons-nous à la deuxième quinzaine de juillet ; à ce moment-là, qu'est-ce qui se dégage des événements?

La Pologne est en péril de mort ; le bolchevisme, devenu un mili-

tarisme ravageur, s'est lancé contre le « capitalisme » européen ; la Prusse le soutient et attend qu'il touche ses frontières pour se soulever et partir avec lui vers le Rhin ; les esprits les moins informés comprennent que la civilisation occidentale est menacée tout entière. Il s'agit bien de « capitalisme » ! Ce qui est menacé directement, c'est l'immense trésor que l'esprit humain, reprenant les leçons d'Athènes et de Rome, a constitué en Occident. Ce sont les plus hautes acquisitions de l'intelligence humaine qui risquent d'être anéanties par de nouvelles invasions barbares, appelées en Europe par le germanisme ivre de vengeance.

Or, à ce moment, ce capitalisme contre lequel le bolchevisme déclare lutter, ce capitalisme était tout prêt à traiter avec les Barbares. Les marchands de cotonnades, les marchands de fer, les marchands de porcs, les marchands d'or étaient tout prêts à vendre la civilisation européenne pourvu qu'ils pussent faire des affaires avec Krassine. Au-dessus d'eux, cette finance internationale qui croit pouvoir mettre en action la révolution russe jouait le même jeu. Tout ce grand capitalisme faisait des vœux ardents pour la chute de Varsovie. Jusqu'à la fin de juillet, mille combinaisons ont été faites pour la réalisation rapide des projets conçus par des financiers, des industriels et des marchands pour l'exploitation de la Russie et des pays limitrophes. Que Varsovie tombe et l'on pourra enfin traiter avec ce Krassine que, vers la mi-juillet, un journaliste d'affaires présentait en France comme l'homme avec qui les producteurs anglais pouvaient traiter sans déchoir. Voilà ce qu'il faut se rappeler pour comprendre que la victoire de Varsovie a été en même temps et une défaite du militarisme germano-asiatique et une défaite de la ploutocratie, et la victoire de notre civilisation, agissant en Pologne par l'intelligence française et l'héroïsme polonais.

Au lendemain de la victoire polonaise, toutes ces combinaisons s'écroulent. En quinze jours, nous avons assisté à un renversement prodigieux des alliances. MM. Lloyd George et Giolitti modifient leurs vues sur les relations commerciales avec la Russie des soviets ; MM. Cachin et Frossard, rentrant en France pour faire appliquer les ordres de Moscou, rencontrent une résistance sérieuse chez les socialistes ; les principaux chefs du syndicalisme français refusent d'entrer dans la IIIe Internationale. La poussée bolcheviste pour la paix avec la Russie, la poussée capitaliste pour la reprise des affaires avec les soviets s'affaissent simultanément. Sagesse chez les premiers?

Prudence chez les seconds? Ni l'une, ni l'autre : il y a mouvement concerté ; les observateurs des mouvements révolutionnaires savent qu'il est sans exemple que de tels mouvements soient obtenus sans une organisation parfaitement réglée. Tous les changements observés dans l'attitude des groupements socialistes s'expliquent par la décision qu'ont prise de puissants seigneurs du mercantilisme et de la finance de laisser tomber Lénine et son gouvernement. C'est la connaissance de cette décision qui permet à M. Giolitti d'annoncer la fin prochaine du bolchevisme.

C'est un fait connu que, depuis trois ans, le mercantilisme et la finance d'Allemagne, d'Angleterre et d'Amérique ont regardé avec sympathie les progrès du bolchevisme russe. Ils regardaient Lénine comme leur fidéicommissaire pour la destruction des barrières que le tsarisme avait élevées en Russie contre le capitalisme, pour le massacre des chefs de l'économie proprement russe, et pour l'exploitation des ressources russes par leurs hommes et à leur profit. Le bolchevisme était pour eux la préparation d'une gigantesque affaire financière et industrielle, qu'ils sont impatients de réaliser aujourd'hui parce que leurs capitaux et leurs agents sont engagés. Ils n'avaient aucune objection à une semi-bolchevisation de l'Europe, que leur eût ouvert (ils le croient) un champ infiniment plus vaste. Lénine échouant devant Varsovie, et son pouvoir étant ébranlé par cet échec, la France donnait décidément les preuves qu'elle est en mesure non seulement d'arrêter le bolchevisme mais de le surmonter, faire fond plus longtemps sur les progrès du bolchevisme devient une mauvaise affaire, car les capitaux engagés demeurent immobilisés. Le mercantilisme et la finance se contenteront d'exploiter la Russie, puisque l'Europe occidentale refuse de se laisser pénétrer. Mais, après Varsovie, la reconnaissance de Lénine étant devenue impossible, la réalisation des affaires est arrêtée du même coup. Dans ces conditions, on se décide à abandonner Lénine et ses soviets : il faut au mercantilisme et à la finance, en Russie, un gouvernement qui puisse être reconnu par les États européens ; c'est le moment de favoriser l'établissement à Moscou d'un bon gouvernement « démocratique », qui livrera aux capitalistes des deux mondes les chemins de fer, les mines, les forêts russes aujourd'hui sans propriétaires et sans chefs.

A toutes sortes d'indices, on peut reconnaître que ce grand lâchage de Lénine est en train de s'opérer, et qu'il sera justifié

aux yeux des troupes révolutionnaires par les déclarations de leurs chefs qui continuent d'appuyer la révolution russe, mais qui refusent de sentir la dictature de Moscou. Marchands et financiers ne doutent pas de la réussite des renversements de leurs plans. Les hommes qui manient les révolutionnaires mexicains se croient capables de manier les révolutionnaires de Russie, et de remplacer le personnel bolcheviste par un personnel démocratique. On peut considérer que le propos de M. Giolitti exprime l'assurance qui est la leur.

Mais il reste à savoir si Lénine se laissera faire. Il a déjà dénoncé les « jaunes » syndicalistes ou socialistes qui acceptent de collaborer, sur ce nouveau plan, avec le capitalisme mondial. Il est évident qu'il n'est pas homme à entendre l'ordre qu'on lui donnera de disparaître, maintenant que l'on estime que sa besogne est terminée. Il est peu probable qu'il acceptera de transformer lui-même son régime dictatorial en un régime démocratique qu'il méprise tout autant qu'aurait pu le mépriser Ivan le Terrible ou Pierre le Grand. Il se peut qu'il entreprenne de se maintenir au pouvoir en exploitant contre l'Europe la politique appuyée sur la théorie de la lutte des classes dont nous avons montré récemment (*Revue* du 15 août) l'usage qu'il peut faire en Asie et en Europe. Dans cette hypothèse, il aura contre lui, désormais, ces mêmes populations juives du sud qui lui étaient entièrement dévouées jusqu'à la bataille de Varsovie et qui, maintenant que le chemin de l'invasion vers l'Europe est fermé, vont s'associer et être associées au renversement de la politique du capitalisme international. Il resterait alors à Lénine la possibilité de reprendre purement et simplement les traditions de l'État russe, auquel il a déjà fait de nombreux emprunts, et ce ne serait pas sans justification, cette fois, qu'il déclarerait défendre la Russie contre le capitalisme. Dans cette hypothèse comme dans la précédente, que Lénine disparaisse ou non, il restera à tout gouvernement moscovite la possibilité d'exploiter les forces qui ont été déchaînées en Russie et en Europe par l'explosion bolcheviste, et si le bolchevisme touche à sa fin officielle, comme l'annonce M. Giolitti, il laissera de nombreuses causes de troubles devant lesquels les hommes d'État et les chefs de l'économie nationale seront prudents de ne pas rester passifs et confiants dans l'évolution démocratique.

Georges Valois.

Les aspects de notre effort commercial.

Notre activité commerciale, pour les sept premiers mois de 1920, s'est traduite par une augmentation de 7 230 millions d'exportation, sur les sept mois correspondants de l'année dernière, tandis que nos importations n'augmentaient que de 2 700 millions.

C'est un résultat appréciable ; il fait honneur à l'initiative et à l'énergie de nos industriels et de nos commerçants. Il ne faudrait pas cependant tirer de ces chiffres des conséquences trop optimistes. Ils ne nous comparent qu'à nous-mêmes et traduisent simplement un moindre mal ; mais le fait demeure que, dans l'ensemble, nos importations l'emportent encore de 9 700 millions sur nos exportations. Dans trois pays seulement, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse, nous expédions plus de produits que nous n'en recevons ; partout ailleurs, notre balance commerciale est déficitaire.

L'effort à produire pour reprendre notre place sur le marché mondial est donc encore considérable ; suffira-t-il d'additionner toutes les initiatives individuelles pour obtenir le résultat cherché? Évidemment non. Il faut un plan d'ensemble qui tienne compte des différentes formes de la concurrence et permette à la raison sociale *France* de lutter à armes égales avec toutes les entreprises rivales.

Il y a des mesures à prendre, mais la difficulté de les déterminer vient de ce que les méthodes diffèrent, et parfois s'opposent, selon que l'on se place au point de vue individuel, collectif, national ou international.

Lorsque ces quatre sortes d'intérêt coïncident, il n'y a pas de question. Le ministre, renseigné par ses services, par les Chambres de commerce et par les démarches des intéressés, a vite fait de prendre les décisions utiles. Mais, lorsqu'il y a conflit d'intérêts, lorsque l'individu doit subir un désavantage provisoire au profit du groupement ; lorsqu'une corporation doit céder le pas à une autre plus immédiatement utile à la communauté, qui l'emportera? En faveur de qui se prononcera le ministre, seul arbitre en démocratie, chargé de départager les antagonistes?

Soucieux de ménager le plus grand nombre (ainsi le veulent la loi du régime et l'instabilité de ses fonctions), il adoptera le plus souvent une solution bâtarde, à moins qu'il ne saute brusquement, à la suite d'interventions pressantes, d'un extrême protectionnisme à un libéralisme absolu. Dans l'un et l'autre cas, l'intérêt national se trouve sacrifié ; on passe sans transition du point de vue individuel au point de vue international ; on ne voit que des hommes citoyens de l'uni-

vers ; c'est l'émiettement de tous les efforts et l'abdication devant les groupements étrangers fortement organisés.

Il faudrait, au contraire, dans les années de reconstitution que nous traversons, considérer presque uniquement notre commerce du point de vue du groupement corporatif et du point de vue de la nation, seules cellules vivantes, organiques et puissantes, capables d'affronter les rivalités internationales. Ce n'est pas là une simple discussion de doctrine. Des exemples récents sont déjà venus souligner l'absence d'une politique économique nettement orientée. C'est ainsi que de grands efforts, des sacrifices importants ont été réalisés pour donner le plus d'éclat possible aux foires de Paris et de Lyon. Mais tandis que la foire de Paris réservait ses stands à la production française, se consacrant uniquement aux exportations qui doivent restaurer notre change et notre crédit, on voyait la foire de Lyon s'enorgueillir d'un chiffre d'affaires plus élevé, mais dont la plus grande part allait aux exposants étrangers à qui elle avait ouvert ses portes.

Encouragées par cet exemple, des entreprises colossales s'établissent à Paris, engagent des capitaux importants pour organiser des stands luxueux et faire une publicité intensive. Mais les prix de location de ces stands, qui, pour couvrir de tels frais généraux, ne peuvent être que très élevés, seront surtout accessibles aux commerçants et industriels avantagés par le change, c'est-à-dire étrangers.

Contre de telles entreprises, qui viennent chez nous nous déposséder des commandes possibles, que peut l'effort dispersé de nos producteurs? Cette expropriation tolérée par les pouvoirs publics ne va-t-elle pas les décourager d'affronter les marchés étrangers?

C'est ici qu'un pouvoir indépendant et fort interviendrait utilement. Il ne s'agit pas de faire un nationalisme économique étroit et de fermer nos barrières aux transactions internationales. Mais il faut faire en sorte que nous n'affrontions nos rivaux qu'une fois nos cadres commerciaux et industriels solidement constitués à l'intérieur de la nation.

En face des puissants groupements d'outre-Atlantique ou d'outre-Rhin, qui nous opposent, chacun pour son pays, un front unique, il ne faut pas que nous nous présentions en ordre dispersé.

Il est lamentable d'apprendre que, dans un congrès international, la France est représentée par M. X... ou M. Y..., personnalité peut-être remarquable, mais individu seulement, alors que des hommes en face de lui, peut-être moins intelligents, mais forts du fait des groupements qu'ils représentent, feront voter des résolutions dont leur pays tirera seul bénéfice.

Quel parti pourrait-on tirer d'une armée dont les soldats seraient amassés en foule compacte, sans être organisés par régiments et com-

pagnies? Aucun effort utile ne pourrait lui être demandé. De même, nulle autorité ne peut s'attacher aux paroles du délégué de la France, s'il dit simplement : « Je représente ici les commerçants français. » C'est trop vaste et trop vague : cela ne porte pas, car cela n'inquiète pas.

Mais le jour où, dans un congrès, il pourra dire : « Je représente ici le groupe des métallurgistes français. Je représente le groupe français des matières colorantes avec qui vous devez compter. Je représente tous les lainages, toutes les soieries de France, qui m'ont donné mandat pour défendre leur privilège. Causons », alors des décisions pourront être prises, dans lesquelles nous ne ferons une concession que contre un avantage correspondant. Alors, et alors seulement, nous reprendrons notre place dans le monde.

Se présenter dans des congrès de commerce internationaux avant que notre organisation intérieure soit constituée, avant que le cartel ait remplacé le régime absurde de la concurrence individuelle, c'est proprement mettre la charrue devant les bœufs et se préparer aux pires déceptions.

PIERRE D'AUTREMONT.

L'industrie et l'État.

Le mythe étatiste, après avoir bercé quelque temps les socialistes sincères de l'illusion d'une prochaine terre promise collectiviste, a perdu de sa popularité. Il a fallu trouver autre chose. On a trouvé la « nationalisation industrialisée ». Voici comment la décrit à ses fidèles le conseil économique du travail de l'organisation cégétiste : « Une entreprise est nationalisée lorsqu'elle n'est plus exploitée en vue de réaliser un profit individuel ou de distribuer des dividendes, mais lorsqu'elle est créée seulement en vue des besoins de la communauté et n'a d'autre but que de procurer aux consommateurs le maximum d'utilité ou d'économie. » Voyons ce qui est proposé pour réaliser cet idéal.

On a préconisé la nationalisation des chemins de fer, des mines, des forces hydrauliques, des postes et télégraphes ; on y a pensé aussi pour les banques, et en général d'ailleurs pour toutes les grandes entreprises. Mais c'est pour les chemins de fer que les cégétistes ont publié un projet de quelque précision. Nous nous en servirons comme type du genre. En voici les traits principaux.

Les chemins de fer sont déclarés en totalité propriété de l'État, ou si l'on veut de la nation (sans attendre qu'ils lui fassent retour comme il est déjà prévu). Les actionnaires et obligataires des com-

pagnies seraient soi-disant indemnisés par un échange de titres nouveaux contre les anciens. Si l'État a la propriété, la gestion, par contre, n'est plus son affaire. Les auteurs du projet se déclarent anti-étatistes. Il y aura d'abord comptabilité à part et de caractère industriel, c'est-à-dire propre à faire ressortir des bénéfices ou des pertes.

Puis la gestion comprendra quatre grandes divisions :

1° Le contrôle de l'État. — On insiste sur ce qu'il s'agit seulement d'un contrôle et non de directions à donner. Il s'exerce par diverses commissions. Mais c'est l'État qui accepte les tarifs, les extensions, les programmes financiers. Il a par suite un droit de veto à leur sujet ;

2° La gestion proprement dite. — L'organe de gestion type serait l'assemblée des « usagers ». On compare cette assemblée à celle des actionnaires dans la société anonyme. Cependant on fait remarquer qu'il ne s'agit plus de « propriétaires », mais d' « usagers ». Ceux-ci sont classés en producteurs (ouvriers, techniciens), consommateurs (industries, groupements syndicaux, chambres de commerce et d'agriculture), particuliers (coopératives de consommation, maires, etc.). Il y a une telle assemblée par région et, au-dessus des assemblées régionales, une assemblée générale ;

3° L'administration. — On prévoit un conseil d'administration central et des conseils d'administration régionaux. Leurs attributions sont analogues à celles des conseils d'administration des sociétés anonymes. Ils sont composés de délégués des syndicats des ouvriers et techniciens des chemins de fer, de délégués d'organisations ouvrières et patronales du dehors et de commissaires de l'État. Naturellement les sièges ont été répartis de façon à donner une notable majorité aux cégétistes et aux ouvriers ;

4° Direction. — Il y a un comité de direction générale et des comités de direction régionale. Les uns et les autres sont constitués par les chefs de service et les délégués des ouvriers et des cadres subalternes. Ces comités doivent donner les directives générales. A la tête des services, sont des directeurs ou chefs ayant près d'eux une commission comprenant des délégués des ouvriers et des cadres subalternes. Ces commissions n'auraient cependant que voix consultative.

Les salaires subsistent, ce qui est remarquable, le cégétisme prétendant avoir pour but de les faire disparaître. Leur taux est établi après discussion avec la Fédération des cheminots ; la grève reste l'*ultima ratio*. Au point de vue financier, en cas de bénéfices, il y a répartition entre les cheminots, un fonds de prévoyance et l'État. En cas de déficit, l'État est seul responsable.

Les avantages qu'on prétend attendre d'un tel système d'organisation sont les suivants : unification et coordination des exploita-

tions ; suppression des intérêts privés et prévalence de l'intérêt général ; responsabilité des agents devant les usagers ; enthousiasme des agents envers l'œuvre commune ; plus grande valeur technique des chefs, le favoritisme ayant disparu ; rendement élevé et économie, donc service public à bon compte pour tous.

D'après ces données, on voit qu'on se trouve en présence d'une étatisation financière, comme dans une régie directe. Mais la gestion en est séparée ; elle est confiée à un groupement sans responsabilité. Aussi a-t-on pu dire qu'en somme c'était une régie désintéressée.

La grande pensée est de donner la gestion, sous le couvert des usagers, aux seuls ouvriers et surtout aux cégétistes, mais en mettant les uns et les autres à l'abri de toute responsabilité sérieuse. De plus on administre par comités élus à peu près selon les principes soviétiques, principes dont on connaît les effets désastreux.

Cependant, l'État tient les cordons de la bourse. En outre, il contrôle et surtout il accepte les tarifs et les programmes. Si alors ses représentants montrent quelque énergie (chose improbable en démocratie), ils réclameront pour lui l'autorité à côté de la responsabilité. Et l'on reviendra ainsi à l'étatisme pur et simple.

Mais l'État électoral laisserait bien plutôt la nouvelle organisation poursuivre ses essais. Celle-ci ne tarderait pas à naufrager dans l'anarchie soviétique, anarchie des subordonnés, des divers usagers à intérêts opposés (cheminots, consommateurs, régions). Loin d'unifier, on tomberait dans les dislocations incohérentes. Les intérêts privés, qu'on prétendait faire disparaître, surgiraient brutaux, incontrôlés (le projet lui-même est-il inspiré par autre chose que par des intérêts privés?). La responsabilité serait très faible : aucune responsabilité financière ; à peu près pas de responsabilité hiérarchique entre « camarades ». L'enthousiasme au travail serait nul ; il est plaisant d'en parler quand dans le même texte on prévoit la grève comme moyen d'action ; les conflits entre ouvriers ne sont pas les moindres et l'enthousiasme au travail des ouvriers des soviets est bien connu. La discipline disparaîtrait dans l'électoralisme. La capacité technique subirait le même sort. Le déficit financier serait énorme et certain ; on s'y attend tellement qu'on a préparé cette excuse : les services publics, étant destinés au bien de tous, n'ont pas besoin d'être bénéficiaires. — Mais la nation est à coup sûr intéressée au rendement, et celui-ci serait misérable.

Aussi, après une phase de désordre, l'État serait bon gré mal gré contraint d'intervenir. L'exemple des soviets russes le prouve. Après un détour, on reviendrait à l'étatisme complet. Or, l'étatisme, même hiérarchisé, s'est montré constamment un mode de production

très malheureux. Il n'est plus défendu par personne à ce titre.

En Suisse, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Belgique, en Italie, les chemins de fer ont été étatisés. Les résultats financiers ont été ou déplorables, ou inférieurs à ceux de l'entreprise privée ; les avantages pour le public, inexistants. En France, l'expérience de l'Ouest-État ne satisfait personne, même pas les ouvriers : aux grèves de mai les défections furent particulièrement nombreuses sur ce réseau.

Pour les mines, même orientation. Dans l'Allemagne impériale, malgré sa forte discipline, l'exploitation directe des charbonnages fiscaux se comparait désavantageusement avec celle des charbonnages privés. La production de la Sarre ne progressait entre 1880 et 1900 que de 73 pour 100, au lieu de 143 pour 100 en Westphalie où l'État n'intervenait presque pas. En 1915, la revue *Glückauf* faisait remarquer que le rendement annuel par ouvrier était de 261 tonnes dans les mines privées et 229 dans les mines fiscales. En 1906-1910, la tonne revenait à 9 mk 61 dans les mines privées et à 11 mk 26 dans les charbonnages de l'État. Et les bénéfices de celui-ci allaient en déclinant quoiqu'il vendît plus cher. En Hollande, l'État, après avoir cherché à monopoliser les mines, se déclarait en 1912 prêt à recourir à l'industrie particulière.

Les expériences du socialisme municipal sont encore plus convaincantes ici. Ce genre de socialisme se rapproche en effet de la nationalisation industrialisée, puisqu'il s'agit de consommateurs organisant les services de leur commune. Le gaz de Paris, qu'on croyait devoir être une source de bénéfices assurés pour la ville, lui procure, la guerre aidant, un déficit d'une centaine de millions.

Les entreprises municipales, très développées en Angleterre, donnaient lieu en 1902 à une campagne du *Times*. Celui-ci montrait que, grâce à elles, les dettes publiques municipales, entre 1874 et 1899, avaient triplé, s'élevant de 4 milliards et demi, alors que la dette nationale se réduisait et que le revenu imposable aux taxes municipales ne s'élevait que de 30 pour 100. Par contre, les taxations locales croissaient. Enfin, des statistiques donnaient les résultats des exploitations hydro-électriques au Canada : 21 pour 100 appartiennent aux municipalités et aux provinces. Or, ces dernières emploient un personnel triple (9,3 pour 100 chevaux aménagés au lieu de 3,5 dans les entreprises privées). Les exploitations collectives sont en général en déficit, ce qui se traduit par des impôts plus lourds. Les salaires y pèsent plus lourdement sur la production (8 dollars 10 par cheval au lieu de 2,97). Et finalement les exploitations collectives font payer leur courant plus cher.

A.-L. GALÉOT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE CARDINAL AMETTE

Quand Mgr Amette fut nommé coadjuteur de Paris, on éprouva quelque surprise. Le grand public ne connaissait guère ce prélat qui administrait sans bruit un diocèse paisible. D'aucuns racontèrent que le cardinal Richard, invité par Pie X à choisir lui-même son coadjuteur, s'était adressé aux Sulpiciens qui avaient désigné l'évêque de Bayeux. Toujours est-il que le supérieur de Saint-Sulpice, M. Garriguet, eut mission de se rendre auprès du nouvel élu afin d'obtenir son consentement. Mgr Amette accueillit cette démarche avec une vive émotion. Le lourd fardeau que l'on voulait mettre sur ses épaules l'effrayait. Il fallut, pour le décider, de pressantes et affectueuses instances et le sentiment que Dieu l'appelait.

Tel est le rayonnement de Paris que les imaginations attribuent volontiers à son pasteur spirituel un rang à part dans la hiérarchie ecclésiastique. On se trompe. Paris n'est même pas nécessairement un siège cardinalice. Pendant le cours du dix-neuvième siècle, ni Mgr de Quélen, ni Mgr Affre, ni Mgr Sibour, ni Mgr Darboy ne furent admis dans le Sacré-Collège : à vrai dire, la carrière des trois derniers fut interrompue tragiquement. Lyon revendique avec fierté son titre de prima sedes Galliarum *et Reims se pare du privilège d'avoir présidé au sacre des rois. Mais, dans notre France centralisée, où Paris éclipse toutes les villes, on ne peut faire que l'archevêque de Paris n'apparaisse comme le plus haut placé parmi ses collègues. C'est sur lui que se portent*

tous les yeux. S'il faut causer avec les pouvoirs publics, c'est à lui que cette charge incombe naturellement. Fût-il ennemi de la politique, la politique ira le chercher, le contraignant à manifester, sinon ses opinions, du moins ses tendances. Il n'échappe pas à cettte nécessité : qu'il parle ou se taise, qu'il agisse ou s'abstienne, on interprétera ses paroles ou ses actes comme son abstention ou son silence.

Le cardinal Richard était un Breton d'origine royaliste, et qui, tout en suivant les instructions de Léon XIII, avait souffert du ralliement. Mgr Amette venait de Normandie. Il n'était pas lié par les mêmes traditions. Il tenait de son pays natal un certain penchant pour les solutions moyennes et son goût le poussait vers les coteaux modérés, comme eût dit Sainte-Beuve. On peut être assuré que, dans les grandes luttes qui ont divisé les catholiques sous le second Empire, il eût été de l'école du Correspondant *contre l'école de* l'Univers. *Nous le qualifierons de libéral, s'il est bien entendu que l'on ne prend pas ce mot dans le sens qui a été condamné par l'Église. Son libéralisme était une tournure d'esprit qui lui faisait voir la conciliation comme le meilleur moyen de pacification religieuse. Mais la situation n'était pas la même, à l'époque où Mgr Amette s'installa dans la capitale, qu'entre 1860 et 1870. Les anciens libéraux étaient, pour la plupart, des royalistes, grands seigneurs d'Académie et de Parlement, qu'exaspérait le verbe sans fards d'un Louis Veuillot. Celui-ci, après une période bonapartiste, s'apprêtait à incliner vers la Monarchie du comte de Chambord. La coupure entre catholiques se faisait donc moins sur le terrain de la politique que sur le terrain des principes : on était pour ou contre les lois d'enseignement, telles que les avait élaborées Falloux; plus tard, quand Pie IX décida de réunir le Concile pour promulguer le dogme de l'infaillibilité, on fut pour ou contre l'opportunité de cette définition. Après l'Encyclique de Léon XIII qui préconisait l'adhésion au régime existant, une autre coupure se produisit. Cette fois, les catholiques se partagèrent entre royalistes et républicains. La sympathie de Mgr Amette fut acquise à ces derniers.*

Rien ne permet de croire qu'il eût une prédilection spéciale pour la forme républicaine. Sa lettre, demeurée fameuse, sur le travail de nuit des boulangers, le fit passer, aux yeux de quelques-uns, pour un démocrate. Comme si la recherche des améliorations sociales était un monopole de la démocratie! Mais il avait conçu un plan très net. Promu coadjuteur le 21 février 1906 (il devint archevêque le 28 janvier 1908), il arrivait à Paris au moment où l'État venait de rompre avec l'Église.

La querelle des inventaires battait son plein. Aurait-il approuvé, s'il avait été le chef du diocèse, la résistance de Sainte-Clotilde et de Saint-Pierre du Gros-Caillou? Nous n'avons pas à nous le demander. Le cardinal Richard vivait encore, et c'est aussi sous le règne du cardinal Richard qu'eut lieu l'expropriation de la demeure archiépiscopale, qui suscita des scènes émouvantes. Dès qu'il eut succédé au vénéré prélat, Mgr Amette se dit qu'il devait hâter la fin de cette crise aiguë et travailler à la réconciliation du pouvoir temporel avec le pouvoir spirituel. Pénétré des suggestions de Léon XIII, il se persuada que l'opposition au régime était le principal obstacle au rapprochement. Cette pensée inspira toute sa conduite. Elle eut son plein épanouissement dans la lettre pastorale d'octobre 1919, *où le cardinal Amette invitait les fidèles à voter sagement, c'est-à-dire de manière à ne pas perdre leurs suffrages : « Mieux vaudrait, disait-il, les accorder à des candidats qui, sans donner pleine satisfaction à toutes nos légitimes revendications, nous permettraient cependant d'attendre d'eux une action utile au pays, plutôt que réserver vos votes à d'autres, dont le programme serait plus parfait, mais dont l'échec à peu près certain risquerait d'ouvrir la porte aux ennemis de la religion et de l'ordre social. »*

On sait que de Rennes, Tours, Cambrai, Lille, etc., s'éleva un langage différent. La thèse du cardinal mériterait d'être étudiée in abstracto, *c'est-à-dire en la dégageant des circonstances particulières qui l'ont fait naître. Si la perfection n'est pas de ce monde, observerait-on alors, au moins faut-il s'efforcer d'y tendre, surtout si l'on est catholique, et recommander des candidats dont le programme est moins parfait, parce qu'on les suppose plus aptes à réussir, n'est-ce pas risquer d'ouvrir la porte aux concessions? D'autre part, à se contenter du moins bien sous prétexte que le bien est irréalisable, il se peut que l'on empêche le bien de se réaliser. C'est peut-être un manque d'égard envers le suffrage universel, notamment chez ceux qui le tiennent pour souverain, que de lui dire : « Vous ne prisez que les teintes grises; j'adoucis mes couleurs afin de vous plaire. » Et s'il lui prenait fantaisie de sourire aux couleurs nettes? Ses arrêts ne sont pas dictés par des règles invariables, et la témérité, ou ce qu'on croit être la témérité, déjoue parfois les pronostics de ce qu'on croit être la prudence. Louis-Napoléon, en* 1848, *eût mal géré sa propre cause si, par crainte que son nom n'évoquât trop audacieusement l'Empire, il s'était effacé derrière M. Baroche ou M. de Persigny. Qui aurait prévu la victoire des légitimistes en* 1871 *ou celle de la Droite conservatrice au premier tour de scrutin en* 1885?

Les partisans du général Boulanger tremblaient qu'il ne compromît sa fortune quand il briguait, un même dimanche, les votes de trois départements; mais le général avait foi dans son étoile, il courait allégrement vers toutes les occasions de plébiscite, et il s'en trouvait bien. L'électeur ne fréquente pas toujours les mêmes routes : un jour, la démagogie l'attire; un autre jour, la réaction ou la dictature. Lui offrir un programme mitigé, en préjugeant de son choix, n'est donc point une méthode infaillible. Tout arrive, même que le plus parfait l'emporte.

Il serait presque malséant de faire remarquer ici que le cardinal Amette ne poussait pas aussi loin que tel ou tel candidat son désir de conciliation. On l'a bien vu au mois de mai, quand, avec l'unanimité de ses collègues présents à Rome, il s'était prononcé contre les associations cultuelles. Pourtant la reprise des relations diplomatiques avec le Saint-Siège était le rêve de sa vie : il en avait été le propagandiste, il en devint l'intermédiaire, il en fut presque l'ambassadeur. Mais il n'y eût pas sacrifié un point de doctrine. Au reste, la doctrine n'a jamais à être sacrifiée. C'est une erreur de croire que l'Église, en abdiquant, obtiendrait plus d'avantages. Elle recevrait peut-être des coups moins rudes, mais elle se diminuerait et cesserait d'être considérée.

Si le cardinal Amette a beaucoup fait pour vaincre des préjugés adverses, c'est parce qu'il fut un bon prêtre, donnant l'exemple de la piété la plus édifiante et des plus belles vertus sacerdotales. On lui a rendu ce magnifique témoignage : dans Paris menacé, il s'est toujours souvenu qu'il était l'archevêque. Pendant la guerre, il dut frayer avec des hommes qui étaient ou avaient été les ennemis de sa foi. Il les séduisit par ses abords affables sans jamais faire oublier son titre, ni sa dignité, ni les principes supérieurs dont il était le représentant. Les futurs historiens de la guerre feraient œuvre incomplète, s'ils ne consacraient un chapitre au rôle de l'épiscopat français : le cardinal Amette y aura sa page glorieuse, car s'il n'a pas traversé les mêmes épreuves que ses collègues de Reims, Lille, Cambrai, Soissons, Meaux et plusieurs autres, il a exercé avec un zèle admirable sa mission de patriotisme et de charité. Il servait, il aimait d'un même cœur l'Église et la France : ceux qui n'aimaient que la France ont peut-être, à le voir, perdu quelques-unes de leurs préventions contre l'Église. On a raconté que M. Clemenceau avait de l'affection pour lui : cette affection ne fut pas assez vive, toutefois, pour le faire assister au Te Deum *de la victoire, et le cardinal Amette ressentit, de l'absence du gouvernement, un chagrin qu'il exprima, en termes discrets, à sa manière, mais pleins d'une éloquente élévation.*

S'il est mort sans avoir renversé, autant qu'il souhaitait, les barrières, les hommages rendus à sa personne attestent que son œuvre a été féconde. Paris gardera le souvenir du cardinal Amette. L'Église de France lui est reconnaissante d'avoir montré aux incrédules et aux indifférents le visage d'un bon prêtre et d'un bon Français.

★★★

Ce qu'on voit au Pré-Saint-Gervais.

Parti socialiste, union des syndicats, organisations révolutionnaires diverses ont préparé pour aujourd'hui une vraie mobilisation de leurs forces. Il faut y aller voir : un tour au Pré-Saint-Gervais m'en apprendra plus long que bien des heures de lecture. En route pour le Pré-Saint-Gervais.

Dans le métro, aux approches du but, les manifestants sont de plus en plus nombreux. Ils s'entassent dans les voitures, en assez belle humeur et sans trop de bousculades : « Ça me plaît, me dit un de mes voisins, je voudrais qu'on s'étouffe à force d'être nombreux. » Non loin de là, un vieux militant, à tête honnête de chien de garde, raconte tristement qu'aux dernières élections cantonales, à la section des Bourguignons, il est arrivé dans la salle à 9 h. 30 et que le bureau n'était pas encore formé. Au dépouillement du scrutin, sur 1 200 inscrits, il y avait 275 bulletins dans l'urne : « Eh bien ! si l'ouvrier avait donné, ajoute-t-il, on les aurait eus. » Mais l'ouvrier n'a pas donné...

Sorti du métro, après quelques pas au milieu des vendeurs d'églantines et de journaux, me voilà au Pré-Saint-Gervais. Le site est beau. Les fortifications courent sur la crête d'une petite butte et de leur pied, un vaste terrain mal aplani dégringole jusqu'à la plaine. Au loin Saint-Denis et sa vieille abbaye, puis, les coteaux de Montmorency ; vers le nord-est, la campagne à perte de vue, la vraie campagne. Sur le terrain, une foule encore clairsemée mais que de petites files indiennes viennent grossir sans cesse de tous côtés.

Sept tribunes ont été disposées : ce sont des charrettes, aux brancards relevés et dont un côté est recouvert d'étoffe rouge. Une seule, au point le plus élevé, est formée de quelques planches sur des tréteaux. Aux angles, deux perches soutiennent une banderole noire où apparaissent en blanc ces mots : « Fédération anarchiste. » Il y aura de tout dans cette manifestation : socialistes, syndicalistes, anarchistes, anciens combattants révolutionnaires, groupe Clarté,

locataires, comités de défense des marins de la mer Noire, bref une infinité de tendances diverses, parfois opposées, qui donneront à la réunion un caractère de confusion et de faiblesse. Sauf les anarchistes, toujours à part, des représentants de tous ces groupements parleront à chaque tribune.

Peu à peu, il vient du monde, toute sorte de monde, quelques hommes en casquette et sans faux col (j'ai même noté trois terrassiers en ceinture de laine rouge) mais en faible minorité. Peu de chapeaux de paille (on a craint la pluie un moment), mais beaucoup de feutres, d'imperméables et de souliers jaunes. Les femmes sont assez fréquemment en cheveux, mais les corsages roses et blancs, sous lesquels on distingue, comme il convient, du linge avec force dentelles, les bas blancs, les souliers de toile blanche, composent un ensemble qui n'est point misérable.

Le temps est devenu splendide et en attendant les orateurs (entre nous, ils ne sont guère pressés, les orateurs), les gens errent d'une tribune à l'autre, causent, discutent ou s'assoient sur l'herbe. Le Pré-Saint-Gervais prend l'allure d'un honnête champ de foire : des camelots vendent des brioches, de la pâte de menthe ou même de petits insignes qui représentent « l'homme au couteau entre les dents » et que l'on peut, pour 0 fr. 50, fixer à sa boutonnière. Des jeunes gens à brassards offrent des tracts et des brochures pour l'amnistie : « Ce que vous voudrez, camarade, c'est à votre bon cœur, pour les familles de ceux qui sont en prison. »

Il est certain que tous ces braves gens ne rappellent que de fort loin le bolchevik farouche. Voici un brave homme en chapeau melon avec sa femme et une petite fille de dix ans qui portent tous trois avec conviction l'églantine rouge ; çà et là des femmes avec un poupon sur les bras. Quelques soldats, deux ou trois matelots, une fille au bras. Ils ne paraissent pas malheureux. Voici à côté de moi un jeune homme assis sur l'herbe : il a un chapeau mou de 25 francs au moins, une cravate de 8 fr. 75, un complet de 290 et des souliers jaunes splendides de 87 fr. 50. Ajoutez un imperméable de 175 et faites le total. Il en porte sur lui pour près de 600 francs ; c'est un habillement qui coûte cher et qui craint les déchirures ou les coups.

Ce n'est pas ce que ces gens viennent chercher. On leur a laissé ce pré pour manifester et faire ce qui leur plaira. C'est grand ! il y a peut-être 3 ou 4 hectares. Les agents ne paraîtront pas, c'est convenu. Ils resteront derrière les fortifications et n'interviendront que si c'est nécessaire. Les drapeaux rouges arrivent, soigneusement roulés dans leur gaine, et sont dépliés à l'entrée du terrain. Voilà donc un endroit où on les verra flotter librement, où l'on pourra

passer un après-midi entre gens du même avis, où l'évocation de la cité future fera oublier, pendant quelques heures, les peines de l'existence et les luttes avec l'adversaire. Par un beau soleil comme celui-ci, n'est-ce pas un vrai plaisir?

A côté de moi deux tout jeunes gens jouissent vraiment de ce plaisir, si bien qu'en voyant fuir les derniers nuages, l'un d'eux dit à son compagnon : « On dirait que le bon Dieu nous aime. » L'autre le regarde et dit : « Pourquoi qu'il nous aimerait pas? » C'est la seule allusion que j'entendrai de tout l'après-midi à la question religieuse.

Les drapeaux rouges se font plus nombreux, il y en a près d'une centaine : on les fixe aux charrettes-tribunes et ils flottent au vent. De beaux drapeaux, ma foi, la plupart tout en soie avec des franges et des inscriptions en or. Ils appartiennent à toutes sortes de groupements, d'associations, de sections. Les syndicats surtout paraissent chérir leur drapeau rouge, comme les corporations d'autrefois leurs bannières. La navigation fluviale, les garçons de café, les cuirs et peaux, d'autres encore arborent sur leur drapeau de beaux insignes brodés qui ont dû coûter gros. Voilà des hommes qui sont fiers de leur métier et qui ont un vigoureux esprit de corps. Ces drapeaux corporatifs, flambant neufs (dame, ils ne voient pas souvent le grand air), sont autant de protestations contre l'esprit de 89! Ils sont moins mauvais qu'ils n'en ont l'air, ces drapeaux-là !

Écoutons les conversations de ces paisibles promeneurs endimanchés. Ils sont mécontents, mécontents de tout à la fois, de la vie chère, des impôts, de cette sorte de discipline qu'ils sentent confusément s'installer aujourd'hui dans la société française et surtout de la guerre. La guerre, les camarades tués, les fortunes scandaleuses des profiteurs, les fatigues qu'ils ont eux-mêmes subies, l'absence de résultats pour tous ces efforts, le sentiment d'avoir été dupés, voilà vraiment ce qui les agite. Ils sont avant tout mécontents de la guerre. Ils sont mécontents aussi d'eux-mêmes. Un motif qui revient dans toutes leurs conversations, c'est celui du lâcheur qui fait de grands discours, et, au moment de l'action, se défile un des premiers. Au fond, ils savent bien, ces Parisiens intelligents et blasés, qu'ils sont trop riches, trop amollis par les bistros, les cinémas, les music-halls, les courses, par tout ce faux luxe petit bourgeois, à bon marché, qu'ils aiment tant. Ils savent bien que devant un effort sérieux à faire, un risque à courir, ils reculeront toujours, et c'est pourquoi ils sont mécontents d'eux-mêmes et se méprisent au fond du cœur.

Il me semble que je comprends un peu mieux maintenant ce que représente pour eux la révolution : c'est la vue générale, l'explica-

tion du monde et de l'humanité qui les met en communion de pensée avec d'autres hommes, c'est la protestation contre le matérialisme ambiant, le refuge idéal où ils peuvent s'élever au-dessus de la tâche quotidienne et de la jouissance immédiate. La révolution est pour eux la satisfaction de ces besoins religieux qui subsistent au fond des âmes et qui n'ont point d'aliment. Ils applaudiront tout à l'heure un orateur qui leur dira : « Votre patrie, à vous, c'est la révolution » (il s'imagine, le malheureux, que la patrie est une abstraction ; il ne sait pas que c'est une chose, qu'on voit, qu'on touche et qu'on respire. C'est de l'ignorance, tout simplement).

La révolution pour eux, c'est une Foi, une pauvre Foi de remplacement. Et voilà pourquoi ils sont venus, au Pré-Saint-Gervais, voir flotter des drapeaux rouges, entendre des discours, vivre quelques minutes leur rêve. Mais le soir venu, le rêve fera place à la vie quotidienne, les orateurs se tairont et les drapeaux rouges, dûment roulés, réintégreront leurs gaines. Il faut se faire une raison, n'est-ce pas, on ne peut songer à descendre dans la rue... et puis quoi, on est de son temps ; se dévouer jusqu'à entendre des discours, ça va encore, mais combattre... Tout à l'heure un orateur vouera aux gémonies un ministre quelconque ; de la foule un cri partira : « Il faut le pendre. » Autour de moi les gens se regarderont avec de grands yeux et de petits rires scandalisés. Évidemment, ils ne croient pas que ces choses-là soient possibles et c'est peut-être pourquoi ils admirent ces Russes qui ont osé réaliser leur rêve et pour cela tuer et se faire tuer.

La foule se porte vers la tribune des anarchistes. Ils sont les premiers à parler, naturellement. Si l'anarchiste n'a pas la doctrine du socialiste, il est de tempérament plus riche et mieux préparé à payer de sa personne. Mauvais signe pour la révolution ; les plus intelligents y sont les moins sincères. De l'endroit où je suis, la tribune anarchiste se profile sur le ciel : la tête chevelue de l'orateur, ses gestes de détraqué au-dessous de la banderole noire, les prospectus et papiers qu'il lance au vent, tout cela se détache sur un nuage noir qui passe à l'instant et produit un effet pittoresque.

La réunion bat son plein, le pré est noir de monde, toutes les tribunes sont enfin occupées. Je m'approche de l'une d'elles. C'est au-dessous de tout. Si peu disposée à l'action que soit la foule, elle voudrait du moins des discours vigoureux. Les orateurs ne s'en doutent pas ; la parole chaude et nerveuse, le mot à l'emporte-pièce, l'image savoureuse et colorée, tout cela leur est inconnu ; ils ont honte du langage populaire, du bon parler de tous les jours qui soulèverait leur public. Il leur faut des phrases prétentieuses où ils

se prennent comme dans des filets, des mots dont ils ignorent eux-mêmes le sens et qui les séparent de leurs auditeurs.

Au fond, la grande faiblesse de ce parti, n'est-ce pas son manque de chef? il manque même d'orateurs. Ces gens qui pérorent sur ces charrettes sont incapables de faire hurler les bouches, serrer les poings, de mettre devant les yeux des visions sanglantes. Non, un ton geignant et pleurard. « Les méchants bourgeois ont mis nos camarades en prison, ils ne veulent pas les en tirer. Nous n'avions pourtant pas fait de mal. Jamais nous n'avons pensé à organiser un complot. » Le public était venu chercher du feu, on l'asperge d'eau tiède ; il écoute, vaguement déçu, et les applaudissements sont rares. J'ai entendu moi aussi quelques-uns de ces discours et je n'en ai rien retenu. Au bout d'une heure, je n'ai pas eu le courage de continuer et je suis parti avant la fin.

JOSEPH HOURS.

La grande pitié de l'École normale.

Mickiewicz comparait sa patrie polonaise à une femme tombée en léthargie, autour de laquelle les médecins discutent sans fin. Son fils, désespéré, s'écrie tout à coup : « O ma mère ! » Cet élan d'amour met en mouvement les puissances mystérieuses du monde, et la mère, guérie, se lève. L'École normale aura peut-être un jour pareille chance. Les médecins ne manquent pas à son chevet, depuis ceux qui n'ont pas renoncé à la tuer jusqu'à ceux qui gardent l'espoir de la guérir. Elle a aussi des fils dévoués qui, au Parlement ou dans la presse, poussent périodiquement le cri du cœur. Il y a quelques semaines encore, quand se discutait le budget de l'instruction publique, deux éloquents députés se sont levés pour la défendre. L'un a fort bien démontré qu'elle n'était pas tombée malade dans les formes légales, qu'il eût fallu un vote du Parlement pour autoriser l'opération de 1903 ; l'autre a rappelé combien elle était belle avant sa maladie. La Chambre a applaudi et voté quelque argent. Cela permet de respirer, mais n'assure pas l'avenir, et nul ne semble décidé à aller plus loin. C'est qu'une reconstruction d'ensemble obligerait à changer trop de choses en dehors même de l'École. L'inertie retient les uns ; les autres, rendus prudents par l'expérience, hésitent à prendre une initiative : de tous côtés, on a déjà tant vu de projets de réformes, et des mieux intentionnés, élargir en fin de compte la brèche qu'ils devaient combler !

Par bonheur, il est des réformateurs que rien n'arrête. Ce qu'on n'ose pas dire à la Chambre par crainte d'amorcer une discussion dangereuse, ils l'écrivent dans des articles, dans des livres, avec d'autant plus de franchise et de clarté que leur action ne risque guère de dépasser cette première étape. Je songe aux compagnons de l'Université qui, dans leur vaste plan de réorganisation, ont dû faire un sort à l'École normale. Ce plan, dans son ensemble, est pour le moins discutable. L'école unique, avec le maître, le programme, l'examen unique, l'école primaire prolongée, les humanités réduites, et tant d'autres réformes proposées pour l'enseignement primaire et pour l'enseignement secondaire, suivront le sort des principes qui les ont inspirées, et qui relèvent, bien plus qu'on ne veut nous l'avouer, de préoccupations étroitement politiques. Mais, dès qu'il s'agit de l'enseignement supérieur, soit parce qu'ils connaissent de plus près leur matière, soit qu'ici les réformes s'imposent d'elles-mêmes, soit que la politique y trouve moins de prise, les compagnons énoncent un programme auquel on peut souscrire presque sans réserve : le bon sens est toujours d'accord avec lui-même.

Ils commencent par montrer, avec un certain courage, qu'il n'est pas nécessaire ni utile d'avoir enseigné dix ou vingt ans dans un lycée pour pouvoir aborder l'enseignement supérieur, qu'il y a là deux ordres de préoccupations tout différents, qui ne gagnent rien à se confondre, à se succéder dans un même esprit. Le corollaire, c'est qu'il faut multiplier dans l'enseignement supérieur les postes de début, comme ceux de préparateurs, de chefs de travaux, et cela pour les lettres autant que pour les sciences ; et aussi développer les instituts français, les missions, les postes de toute sorte à l'étranger. Grâce à ces mesures, les futurs professeurs d'Université ne feraient plus antichambre dans les lycées. Mais où passeraient-ils les trois ou quatre ans de préparation, d'initiation nécessaire? A l'École normale, toute désignée par ses traditions pour ravitailler en maîtres les facultés, les laboratoires, comme elle ravitaillait d'abord, et faute de mieux, les lycées. Il est évident qu'à l'École même le programme d'études, les méthodes de travail devraient s'adapter à la destination nouvelle : par exemple, en admettant que les anciens examens subsistent au moins de nom, on n'y préparerait plus l'agrégation, mais le doctorat. Il y aurait là toute une mise au point que les compagnons laissent avec raison à de plus compétents, à leurs maîtres.

L'élégance et la force de cette solution, c'est qu'elle fait sortir le remède du mal lui-même ; l'École normale, anémiée, nous l'avons dit, par le développement des Facultés, revivrait par elles et pour

elles : pas de double emploi, pas de gaspillage, et l'enseignement supérieur se peuplerait de façon régulière et autonome, au lieu d'être la Terre Promise de quelques maîtres de l'enseignement secondaire. C'est clair, cela satisfait l'esprit. Toute la vie de l'École avant 1903 était orientée dans ce sens. Il faut que les réformateurs d'alors aient rencontré des préjugés bien puissants, pour leur avoir ainsi sacrifié et la raison et l'histoire.

Aujourd'hui, la tâche est autrement délicate. Il ne s'agit pas d'utiliser de manière plus avantageuse un organe en pleine prospérité ; il s'agit de l'empêcher de mourir. Que l'École vive. On verra après quelle mission lui confier. C'est à cette œuvre élémentaire que s'appliquent les amis de l'École normale, auxquels l'avènement d'un nouveau directeur a rendu espoir. Par le plus merveilleux des hasards, l'hôtel dégarni de la rue d'Ulm, comme l'appelait l'autre jour M. Gaston Deschamps, a encore des pensionnaires. Qu'on lui rende des maîtres. Les agrégés préparateurs, qui s'étaient conservés dans la section des sciences, ont reparu cette année pour les lettres. C'est une conquête qu'il faudrait pouvoir consolider — financièrement parlant — car elle est la condition de toutes les autres. Mais l'argent péniblement obtenu des pouvoirs publics sera vite dépensé pour des besognes encore plus urgentes. Tout ce qu'on disait ici, au mois d'avril, du délabrement de l'École est resté vrai ; sur certains points, la situation s'aggrave. Il y a quelques jours, un élève a eu la main écrasée, dans les combles, par la chute d'une pierre. Un autre doit quitter sa chambre chaque fois qu'il pleut, parce que le toit et les plafonds ne sont plus imperméables. La pauvre maison vieillit à vue d'œil. Comment supportera-t-elle l'hiver? Espérons toujours un miracle. Quelque riche homme d'hier ou d'avant-hier la prendra peut-être en pitié...

Georges Dumézil.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La guerre russo-polonaise. — *Le 15 août, les armées russes, qui étaient arrivées devant la ligne Vistule-Bug-Narew, à 15 kilomètres, en certains endroits, de Varsovie, se voyaient bousculées par une contre-offensive polonaise dirigée par des officiers français et par le général Weygand, chef d'état-major du maréchal Foch. Le centre bolcheviste*

était enfoncé, la première ligne polonaise devant la capitale rétablie, et le couloir de Dantzig, un moment menacé, complètement dégagé.

Vigoureusement continuée les jours suivants, cette offensive a amené, le 19, la reprise de Bielsk, de Pultusk, de Siedlce et de Brest-Litovsk, cependant qu'au sud, sur la rive gauche du Dniéper, le général Wrangel remportait un succès dans la région d'Oriekov, le 18 août.

Le 17, ont commencé à Minsk les pourparlers entre les délégués russes et les délégués polonais. Ceux-ci ont maintenu leur point de vue, qui considère comme inacceptables les conditions de paix du gouvernement de Moscou (désarmement et constitution d'une garde ouvrière).

Le 19, est arrivé dans le port de Dantzig le croiseur français Gueydon, *envoyé à la suite des déclarations de sir Reginald Tower, commissaire international, qui se disait incapable de maintenir l'ordre en ville si des munitions à destination de la Pologne continuaient à y être envoyées. Les ouvriers allemands de Dantzig, constitués en soviet, ont émis en effet la prétention de boycotter la Pologne.*

Cependant, la lutte continuait, acharnée, sur tout le front. Le 20, après avoir repoussé deux contre-offensives russes, l'une au nord, à Plock, l'autre au sud, en Galicie, sur la Strypa, les Polonais ont poursuivi leurs succès. Mlava et Prasnysz ont été repris le 21, Lomza et Bielostock le 22, Ossoviec le 24. Les troupes rouges opérant au nord se sont ainsi trouvées cernées le long de la frontière allemande et ont dû, en grand nombre, se réfugier en Prusse orientale. Les conséquences de la victoire polonaise n'ont pas tardé à se faire sentir. La politique de la France, obstinément défendue par M. Millerand, a fini par triompher et s'imposer à tous les Alliés. Les 22 et 23 août, MM. Giolitti et Lloyd George se rencontraient à Lucerne et tombaient d'accord pour considérer comme absolument inacceptables les conditions des soviets.

Le 24, une note confirmant la décision commune de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, des Etats-Unis et du Japon était envoyée à Dantzig, pour exiger l'application intégrale de l'article 104 du traité de Versailles qui confère à la Pologne des droits sur le port et les voies ferrées de cette ville.

Et le même jour, le gouvernement anglais, en dépit de la pression exercée sur lui par le comité d'action travailliste, faisait savoir au gouvernement de Moscou qu'il y avait lieu de modifier ses conditions de paix.

Le 29, la délégation polonaise a quitté Minsk. On parle de transférer à Riga le siège des pourparlers.

France, 17 août. — *Les délégués travaillistes anglais Adamson et Gossling, qui avaient passé le détroit pour venir s'entendre avec les socialistes français, à propos des affaires de Pologne, sont invités à quitter le territoire de la France, faute de quoi, ils seront expulsés.*

29 août. — *Mort du cardinal Amette, archevêque de Paris.*

Angleterre. — *Les embarras du gouvernement anglais sont croissant. Tandis que la Mésopotamie s'agite et que le lord-maire de Cork fait la grève de la faim dans la prison de Brixton, surexcitant au paroxysme le nationalisme irlandais, les mineurs du Royaume-Uni adoptent, le 31 août, à la majorité des trois quarts, le principe de la grève générale pour septembre.*

Allemagne. — *Les manifestations contre la France, la Pologne et le traité de Versailles se multiplient.*

Les 17 et 18 août, troubles graves à Kattowitz (bassin de Teschen). Deux soldats français sont tués par des manifestants allemands.

Le 18, à Schneidemühl, un train de ravitaillement franco-anglais est arrêté et pillé. Un officier français est blessé. Le 21, à Breslau, des autos militaires françaises sont arrêtées.

Le 22, discours du ministre prussien Severing, à Allenstein, dans lequel il appelle le jour où les stipulations du traité de Versailles seront révisées.

Le 27, nouveaux troubles à Breslau : les missions militaires alliées sont attaquées, le consulat français est pillé.

Le 31 août, le gouvernement français a remis au gouvernement allemand une note contenant l'énoncé des sanctions qu'il réclame pour les incidents de Breslau.

Espagne, 1er septembre. — *Reconstitution du cabinet conservateur Dato.*

Belgique, 24 août. — *Démission de M. Hymans, ministre des Affaires étrangères, à la suite de l'attitude hostile à la Pologne prise par le cabinet belge, sous l'influence de M. Vandervelde, ministre socialiste.*

25 août. — *M. Janson, ministre de la Défense nationale, suit M. Hymans dans sa retraite.*

Égypte, 23 août. — *L'Angleterre annonce qu'elle est disposée à reconnaître l'indépendance de l'Égypte, mais qu'elle gardera sur celle-ci certains droits de contrôle.*

Syrie, 20 août. — *Assassinat de Droubi-pacha, chef du gouvernement syrien, qui se rendait à Deraa pour exhorter au calme les populations en effervescence depuis la fuite de l'émir Fayçal.*

Cilicie, 15 août. — *Succès français sur les kémalistes au nord d'Adana. Notre situation en Cilicie se consolide.* *A. M.*

Le Gérant : Robert Tisné.

PARIS — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 25437.

TABLE DES MATIÈRES

TOME II. — JUILLET-SEPTEMBRE 1920.

LES IDÉES ET LES FAITS

LA VIE A L'ÉTRANGER

LES LETTRES

LA PHILOSOPHIE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES BEAUX-ARTS

LES SCIENCES

L'HISTOIRE

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 25479.